



CHAPITRE 20

Loi des tribunaux judiciaires

Tribunaux.

1. Les tribunaux de la province, en matières civiles, criminelles ou mixtes, sont:

La Cour du banc de la reine, appelée durant le règne d'un roi « Cour du banc du roi », divisée en Cour civile d'appel et en Cour criminelle;

La Cour supérieure;

La Cour de magistrat;

La Cour des sessions de la paix;

Les Cours de bien-être social;

Les Cours municipales;

Le tribunal des juges de paix. S. R. 1941, c. 15, a. 2, parag. 1 (*partie*); 6 Geo. VI, c. 15, a. 1; 13 Geo. VI, c. 19, a. 1; 8-9 Eliz. II, c. 39, a. 1.

Jurisdiction.

2. Les juridictions de la Cour du banc de la reine, de la Cour supérieure ou du tribunal des juges de paix sont générales et s'étendent à toute la province; celles de la Cour de magistrat, de la Cour des sessions de la paix, des Cours de bien-être social et des Cours municipales sont restreintes à des districts judiciaires, à des districts électoraux ou à des localités. S. R. 1941, c. 15, a. 2, parag. 2; 6 Geo. VI, c. 15, a. 1; 13 Geo. VI, c. 19, a. 1; 8-9 Eliz. II, c. 39, a. 1.

Officiers de justice.

3. Les officiers de justice de chacun des districts de la province sont: le shérif, le protonotaire, le greffier de la Cour de magistrat, le greffier de la couronne, le greffier de la paix, le coroner, le geôlier, et tout autre officier nécessaire à l'administration de la justice en cette province.

CHAPTER 20

Courts of Justice Act

1. The Courts of the Province, in civil, criminal and mixed matters, are: Courts of justice.

The Court of Queen's Bench, which is called, during the reign of a king, "Court of King's Bench", divided into the Civil Court of Appeals and the Criminal Court;

The Superior Court;

The Magistrate's Court;

The Court of the Sessions of the Peace;

The Social Welfare Courts;

The Municipal Courts;

The Court of Justice of the Peace. R. S. 1941, c. 15, s. 2, subsec. 1 (*part*); 6 Geo VI, c. 15, s. 1; 13 Geo. VI, c. 19, s. 1; 8-9 Eliz. II, c. 39, s. 1.

2. The jurisdictions of the Court of Queen's Bench, the Superior Court or the Court of Justices of the Peace are general and cover the whole Province; the jurisdictions of the Magistrate's Court, the Court of the Sessions of the Peace, the Social Welfare Courts and the Municipal Courts are restricted to judicial districts, electoral districts or localities. R. S. 1941, c. 15, s. 2, subsec. 2; 6 Geo. VI, c. 15, s. 1; 13 Geo. VI, c. 19, s. 1; 8-9 Eliz. II, c. 39, s. 1.

3. The officers of justice in each district of the Province shall be: the sheriff, the prothonotary, the clerk of the Magistrate's Court, the clerk of the Crown, the clerk of the peace, the coroner, the gaoler and all other officers necessary for the administration of justice in the Province. Officers of justice.

Nomina- tion.	Ces officiers sont nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil. S. R. 1941, c. 15, a. 3; 1-2 Eliz. II, c. 29, a. 17.	They shall be appointed by the Lieutenant-Governor in Council. R. S. 1941, c. 15, s. 3; 1-2 Eliz. II, c. 29, s. 17.
Greffier des appels. Députés.	4. Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme aussi un greffier des appels pour toute la province, et autant de députés-greffiers des appels qu'il le juge nécessaire. S. R. 1941, c. 15, a. 4.	4. The Lieutenant-Governor in Council shall likewise appoint a clerk of appeals for the whole Province, and as many deputy-clerks of appeals as he may deem necessary. R. S. 1941, c. 15, s. 4.

PREMIÈRE PARTIE

DES TRIBUNAUX DE JURIDICTION CIVILE

SECTION I

DE LA COUR DU BANC DE LA REINE

§ 1.—*De la constitution du tribunal*

Nom. 5. La Cour du banc de la reine est appelée « Cour du banc du roi » pendant le règne d'un roi. S. R. 1941, c. 15, a. 5.

Juges. 6. Le personnel de la Cour du banc de la reine est de douze juges: un juge en chef, appelé le juge en chef de la province de Québec, et onze juges puînés. S. R. 1941, c. 15, a. 6.

Résiden-
ce. 7. Des douze juges de la Cour du banc de la reine, quatre doivent résider dans la cité de Québec ou dans ses environs, et huit dans la ville de Montréal ou dans ses environs.

Séances. Ces douze juges doivent siéger à tour de rôle dans la cité de Québec et la ville de Montréal; mais le juge en chef peut changer cet ordre temporairement pour des motifs jugés valables. S. R. 1941, c. 15, a. 7.

Charges
incompa-
tibles. 8. Nul juge de la Cour du banc de la reine ne peut siéger dans le Conseil exécutif, le Conseil législatif ou l'Assemblée législative, ou remplir d'autres charges lucratives sous la couronne. S. R. 1941, c. 15, a. 8.

§ 2.—*De la juridiction d'appel du tribunal*

Juridic-
tion
d'appel. 9. La cour et les juges qui la composent ont une juridiction civile d'appel dans tou-

PART I

COURTS OF CIVIL JURISDICTION

DIVISION I

COURT OF QUEEN'S BENCH

§ 1.—*Constitution of Court*

5. The Court of Queen's Bench shall be called the "Court of King's Bench" whenever the Sovereign for the time being is a king. R. S. 1941, c. 15, s. 5.

6. The Court of Queen's Bench shall be composed of twelve judges: one chief justice called "Chief Justice of the Province of Quebec", and eleven puisne judges. R. S. 1941, c. 15, s. 6.

7. Of the twelve judges of the Court of Queen's Bench four shall reside at or near the city of Quebec and eight at or near the city of Montreal.

Such twelve judges shall sit in turn in the cities of Quebec and Montreal, but the Chief Justice may temporarily vary the order for any reason he may deem advisable. R. S. 1941, c. 15, s. 7.

8. No judge of the Court of Queen's Bench shall sit in the Executive or Legislative Council, or in the Legislative Assembly, or hold any other place of profit under the Crown. R. S. 1941, c. 15, s. 8.

§ 2.—*Appellate Jurisdiction of the Court*

9. The court and the judges thereof shall have an appellate civil jurisdiction.

te l'étendue de la province, avec compétence sur toutes les causes, matières et choses susceptibles d'appel, venant de tous les tribunaux dont, suivant la loi, il y a appel, à moins que cet appel ne soit affecté à la compétence d'un autre tribunal. S. R. 1941, c. 15, a. 9.

throughout the Province, over all causes, matters or things appealed from all courts wherefrom an appeal lies by law, unless such appeal be expressly directed to be to some other court. R. S. 1941, c. 15, s. 9.

Pouvoirs. 10. La juridiction et la compétence accordées à la cour par l'article 9, comme tribunal d'appel, comportent l'attribution de tous les pouvoirs nécessaires pour leur donner effet. S. R. 1941, c. 15, a. 10.

10. The jurisdiction in appeal granted to the court by section 9 shall carry with it all powers necessary to its exercise. R. S. 1941, c. 15, s. 10.

Présidence. 11. Le juge en chef, et, en son absence, le plus ancien juge puîné par ordre de nomination, préside les séances du tribunal. S. R. 1941, c. 15, a. 11.

11. The Chief Justice shall preside over the court, or, if he be absent, then the senior puisne judge, according to the date of his commission. R. S. 1941, c. 15, s. 11.

Juges suppléants. 12. Si, en raison d'un congé d'absence accordé, ou à cause de maladie, il devient probable qu'un juge de ce tribunal sera absent pendant un terme entier ou plus, et si le juge en chef ou en l'absence du juge en chef, ou à raison de son incompétence à remplir ses fonctions pour une cause quelconque, le plus ancien juge puîné, habile à remplir ses fonctions, transmet au gouverneur général son opinion que la nomination d'un juge suppléant, pour le temps de cette absence ou de cette maladie, servirait les fins de la justice, tout juge de la Cour supérieure peut être nommé juge suppléant de la Cour du banc de la reine pendant la durée probable de l'absence ou de la maladie du juge titulaire; ce juge suppléant a tous les pouvoirs et exerce tous les devoirs d'un juge ordinaire du tribunal. S. R. 1941, c. 15, a. 12.

12. Whenever, by reason of leave of absence granted to or the illness of any judge of the court, it becomes probable that such judge will be absent for one whole term or more, then, if the Chief Justice, or, in case of his absence or disability, the senior puisne judge who is able to act, certifies to the Governor General his opinion that the due administration of justice would be promoted by the appointment of an assistant judge of the court during absence or sickness, any judge of the Superior Court may be appointed assistant judge of the Court of Queen's Bench, for such time as it appears probable that the absence or sickness of the judge first mentioned will continue, and such assistant judge shall have the powers and perform all the duties of an ordinary judge of the court. R. S. 1941, c. 15, s. 12.

Causes entendues. 13. À l'expiration du temps pour lequel il est nommé le juge suppléant peut compléter l'audition, assister au délibéré et rendre jugement dans toute cause entendue par lui, en tout ou en partie, avant l'expiration de ce temps, nonobstant le retour ou la présence au tribunal du juge qu'il a remplacé. S. R. 1941, c. 15, a. 13.

13. After the time for which he is so appointed, such assistant judge may complete the hearing of, assist at the *délibéré* upon, and render judgment in any cause which, during such time, he heard or commenced hearing as such assistant judge, notwithstanding the return or presence in court of the judge in whose place he was appointed. R. S. 1941, c. 15, s. 13.

Restriction. 14. À part de la prononciation des jugements dans les causes et incidents pris en délibéré devant lui en Cour supérieure, avant sa nomination, le juge suppléant

14. The assistant judge shall not, during the time for which he is so appointed, act as a judge of the Superior Court, except to render judgment in causes

ne peut, pendant la durée du temps pour lequel il est nommé, agir comme juge de la Cour supérieure.

Remplacement.

Une personne ayant qualité peut être nommée à sa place, pour le temps de la durée des fonctions de juge suppléant à la Cour du banc de la reine, comme juge suppléant de la Cour supérieure. S. R. 1941, c. 15, a. 14; 1-2 Eliz. II, c. 29, a. 17.

§ 3.—*Du greffier du tribunal et de son député*

Greffiers des appels.

15. 1. Un officier est nommé pour remplir les fonctions de greffier du tribunal à Montréal, sous le titre de « greffier des appels à Montréal », et un autre pour remplir les fonctions de greffier du tribunal à Québec, sous le titre de « greffier des appels à Québec ».

Députés.

2. Les députés-greffiers, à Québec et à Montréal, remplissent les fonctions de greffiers sous la direction du greffier.

Premier député.

Au cas de décès, destitution, suspension, démission ou caducité de la commission du greffier, le député désigné comme premier député, à Québec, et celui désigné de la même manière à Montréal, remplissent, à chacun de ces endroits respectivement, tous les devoirs assignés au greffier jusqu'à ce que le successeur nommé ait reçu sa commission et ait rempli les devoirs imposés par les articles 9 et 12 de la Loi des employés publics (chap. 12).

Idem.

À défaut du premier député, à Québec ou à Montréal, le procureur général nomme celui qui doit agir comme tel.

Serments.

3. Le greffier et les députés-greffiers des appels peuvent faire prêter et recevoir le serment dans les matières du ressort du tribunal. S. R. 1941, c. 15, a. 15; 14 Geo. VI, c. 50, a. 1.

Incompatibilité.

16. Pendant la durée de leur charge, le greffier et son député ne peuvent exercer la profession d'avocat dans la province. S. R. 1941, c. 15, a. 16.

Traitement.

17. Le lieutenant-gouverneur en conseil fixe les appointments du greffier, suivant les dispositions de la Loi du service civil (chap. 13). S. R. 1941, c. 15, a. 17; 7 Geo. VI, c. 9, a. 3.

or proceedings heard by him in the Superior Court before his appointment.

During the time for which such judge is appointed as assistant judge of the Court of Queen's Bench, a duly qualified person may be appointed as an assistant judge of the Superior Court in his stead. R. S. 1941, c. 15, s. 14; 1-2 Eliz. II, c. 29, s. 17.

§ 3.—*Clerk of the Court and his Deputy*

15. (1) An officer shall be appointed to perform the duties of clerk of the court at Montreal, to be known as the "Clerk of Appeals at Montreal", and another to perform the duties of clerk of the court at Quebec, to be known as the "Clerk of Appeals at Quebec".

(2) The deputy-clerks at Quebec and Montreal shall discharge the duties of the clerk, under the control of the clerk.

In case of any death, dismissal, suspension, resignation or vacancy in the office of the clerk, the deputy-clerk designated as the first deputy, in Quebec, and the deputy-clerk designated in the same manner, in Montreal, shall, at each of such places respectively, discharge the duties assigned to the clerk, until the newly appointed clerk has received his commission and has discharged the duties imposed by sections 9 and 12 of the Public Officers Act (Chap. 12).

In default of a first deputy at Quebec, or at Montreal, the Attorney-General shall designate who shall act as such.

(3) The clerk and the deputy-clerks of appeals may administer or receive any oath in any matter in which such court has jurisdiction. R. S. 1941, c. 15, s. 15; 14 Geo. VI, c. 50, s. 1.

16. No clerk or deputy-clerk of appeals shall, while such, practice as an advocate in the Province. R. S. 1941, c. 15, s. 16.

17. The Lieutenant-Governor in Council shall determine the salary of the clerk, according to the provisions of the Civil Service Act (Chap. 13). R. S. 1941, c. 15, s. 17; 7 Geo. VI, c. 9, s. 3.

§ 4.—*Des termes et du lieu des séances*

Séances. 18. La Cour du banc de la reine tient ses séances à Québec et à Montréal. Elle peut siéger n'importe quel jour juridique de l'année.

Termes. Le juge en chef fixe les termes de ces séances au cours de tels mois, à telles dates et pour tels laps de temps qu'il le juge à propos pour la bonne expédition des affaires de la cour.

Vacances. Au cas de vacance dans la fonction de juge en chef ou de son incapacité d'agir par suite d'absence ou de quelque autre cause, le doyen des juges de la cour par ordre chronologique de nomination exerce les pouvoirs attribués au juge en chef par le présent article. S. R. 1941, c. 15, a. 18; 6-7 Eliz. II, c. 22, a. 2.

Clôture. 19. Un terme de la cour peut être clos quand les affaires devant le tribunal sont épuisées, ou il peut être continué par adjournement jusqu'à l'épuisement des affaires. S. R. 1941, c. 15, a. 19; 6-7 Eliz. II, c. 22, a. 3.

Jugements hors des termes. 20. La Cour du banc de la reine siégeant en appel peut, cependant, siéger pour rendre des jugements n'importe quel jour juridique de l'année en dehors des termes fixés suivant l'article 18. S. R. 1941, c. 15, a. 20.

SECTION II

DE LA COUR SUPÉRIEURE

§ 1.—*De la constitution, de la juridiction et des pouvoirs du tribunal et des juges*

Juges. 21. La Cour supérieure, qui est un tribunal d'archives, est composée de soixante-douze juges, à savoir: un juge en chef, un juge en chef adjoint et soixante-dix juges puînés. S. R. 1941, c. 15, a. 22 (*partie*); 11 Geo. VI, c. 24, a. 1; 12 Geo. VI, c. 16, a. 1; 14 Geo. VI, c. 50, a. 2; 14-15 Geo. VI, c. 55, a. 1; 4-5 Eliz. II, c. 19, a. 1; 7-8 Eliz. II, c. 21, a. 1; 8-9 Eliz. II, c. 39, a. 2; 11-12 Eliz. II, c. 15, a. 1; 12-13 Eliz. II, c. 12, a. 1.

§ 4.—*Terms of the Court and where held*

18. The sittings of the Court of Queen's Bench shall be held in Quebec and in Montreal. It may also sit on any juridical day of the year.

The chief justice shall fix the terms of these sittings to be held on such months, on such dates and for such lapse of time as he deems it expedient for the good disposal of the business of the court.

Whenever a vacancy occurs in the office of chief justice or the latter is in the incapacity to act by reason of absence or for any other cause, the senior judge of the court by chronological order of appointment shall exercise the powers conferred upon the chief justice by this section. R. S. 1941, c. 15, s. 18; 6-7 Eliz. II, c. 22, s. 2.

19. Any term may be closed whenever there is no business before the court, or may be continued by adjournment until there is no business before it. R. S. 1941, c. 15, s. 19; 6-7 Eliz. II, c. 22, s. 3.

20. The Court of Queen's Bench, sitting in appeal, may, however, sit to render judgments on any juridical day of the year outside the terms fixed under section 18. R. S. 1941, c. 15, s. 20.

DIVISION II

SUPERIOR COURT

§ 1.—*Constitution, Jurisdiction and Powers of the Court and Judges*

21. The Superior Court, which is a court of record, shall be composed of seventy-two judges, that is to say of a Chief Justice, an Associate Chief Justice and seventy puisne judges. R. S. 1941, c. 15, s. 22 (*part*); 11 Geo. VI, c. 24, s. 1; 12 Geo. VI, c. 16, s. 1; 14 Geo. VI, c. 50, s. 2; 14-15 Geo. VI, c. 55, s. 1; 4-5 Eliz. II, c. 19, s. 1; 7-8 Eliz. II, c. 21, s. 1; 8-9 Eliz. II, c. 39, s. 2; 11-12 Eliz. II, c. 15, s. 1; 12-13 Eliz. II, c. 12, s. 1.

Districts.

22. Ces juges exercent leurs fonctions dans les districts judiciaires qui leur sont assignés. S. R. 1941, c. 15, a. 22 (*partie*); 11 Geo. VI, c. 24, a. 1; 12 Geo. VI, c. 16, a. 1; 14 Geo. VI, c. 50, a. 2; 14-15 Geo. VI, c. 55, a. 1; 4-5 Eliz. II, c. 19, a. 1; 7-8 Eliz. II, c. 21, a. 1; 8-9 Eliz. II, c. 39, a. 2; 11-12 Eliz. II, c. 15, a. 1; 12-13 Eliz. II, c. 12, a. 1.

22. Such judges shall exercise their functions in the judicial districts assigned to them. R. S. 1941, c. 15, s. 22 (*part*); 11 Geo. VI, c. 24, s. 1; 12 Geo. VI, c. 16, s. 1; 14 Geo. VI, c. 50, s. 2; 14-15 Geo. VI, c. 55, s. 1; 4-5 Eliz. II, c. 19, s. 1; 7-8 Eliz. II, c. 21, s. 1; 8-9 Eliz. II, c. 39, s. 2; 11-12 Eliz. II, c. 15, s. 1; 12-13 Eliz. II, c. 12, s. 1.

Juge en chef adjoint.

23. Lorsque le juge en chef réside dans la cité de Québec, le juge nommé par l'autorité compétente pour remplir les fonctions de juge en chef de la Cour supérieure les remplit, avec le titre de juge en chef adjoint, dans la division formée des districts judiciaires de Montréal, Hull, Pontiac, Terrebonne, Joliette, Labelle, Richelieu, Saint-François, Bedford, Saint-Hyacinthe, Iberville et Beauharnois, et il doit résider dans la ville de Montréal. S. R. 1941, c. 15, a. 23; 11 Geo. VI, c. 24, a. 2; 14 Geo. VI, c. 51, a. 1.

23. Whenever the chief justice resides in the city of Quebec, the judge appointed to perform the duties of the chief justice of the Superior Court shall perform such duties, under the title of associate chief justice, in the division formed by the judicial districts of Montreal, Hull, Pontiac, Terrebonne, Joliette, Labelle, Richelieu, St. Francis, Bedford, St. Hyacinthe, Iberville and Beauharnois, and shall reside in the city of Montreal. R. S. 1941, c. 15, s. 23; 11 Geo. VI, c. 24, s. 2; 14 Geo. VI, c. 51, s. 1.

Juge en chef adjoint.

24. Lorsque le juge en chef réside dans la ville de Montréal, le juge nommé par l'autorité compétente pour remplir les fonctions de juge en chef de la Cour supérieure les remplit, avec le titre de juge en chef adjoint, dans la division formée des districts judiciaires de Québec, Trois-Rivières, Saguenay, Chicoutimi, Roberval, Nicolet, Gaspé, Bonaventure, Rimouski, Kamouraska, Montmagny, Beauce, Arthabaska, Drummond, Saint-Maurice, Hauterive, Abitibi, Témiscamingue et Rouyn-Noranda, et il doit résider dans la cité de Québec. S. R. 1941, c. 15, a. 24; 11 Geo. VI, c. 24, a. 3; 14 Geo. VI, c. 51, a. 2; 12-13 Eliz. II, c. 12, a. 2.

24. Whenever the chief justice resides in the city of Montreal, the judge appointed to perform the duties of the chief justice of the Superior Court shall perform such duties, under the title of associate chief justice in the division formed by the judicial districts of Quebec, Three Rivers, Saguenay, Chicoutimi, Roberval, Nicolet, Gaspé, Bonaventure, Rimouski, Kamouraska, Montmagny, Beauce, Arthabaska, Drummond, St. Maurice, Hauterive, Abitibi, Témiscamingue and Rouyn-Noranda, and shall reside in the city of Quebec. R. S. 1941, c. 15, s. 24; 11 Geo. VI, c. 24, s. 3; 14 Geo. VI, c. 51, s. 2; 12-13 Eliz. II, c. 12, s. 2.

Préséance.

25. Le juge en chef adjoint a droit à la préséance immédiatement après le juge en chef. S. R. 1941, c. 15, a. 25; 11 Geo. VI, c. 24, a. 4.

25. The associate chief justice shall have a right of precedence immediately after the chief justice. R. S. 1941, c. 15, s. 25; 11 Geo. VI, c. 24, s. 4.

Incompatibilité.

26. Nul juge de la Cour supérieure ne peut occuper un siège dans le Conseil exécutif, le Conseil législatif ou l'Assemblée législative, ni remplir d'autres emplois ou fonctions lucratives sous la couronne tant qu'il exerce sa charge. S. R. 1941, c. 15, a. 26.

26. No judge of the Superior Court shall, while a judge, sit in the Executive Council, or in the Legislative Council, or in the Legislative Assembly, or hold any other place of profit under the Crown. R. S. 1941, c. 15, s. 26.

- Résiden-
ce: 27. Les juges de la Cour supérieure sont nommés pour les divers districts de la province comme suit:
- Mont-
réal; 1° Pour le district de Montréal, avec résidence dans la ville de Montréal, ou dans le voisinage immédiat de cette ville, trente-neuf juges, dont l'un est spécialement chargé du district de Terrebonne, un autre du district de Beauharnois, un autre du district de Richelieu, un autre du district de Saint-Hyacinthe, un autre du district de Pontiac, un autre du district de Hull, un autre du district de Labelle, mais qui exerce aussi ses fonctions ordinaires dans le district de Hull, un autre du district de Bedford, un autre du district d'Iberville, et un autre du district de Joliette;
- Québec; 2° Pour le district de Québec, avec résidence dans la cité de Québec, ou dans le voisinage immédiat de cette cité, dix-huit juges, dont l'un est spécialement chargé des districts de Gaspé et de Bonaventure, un autre du district de Beauce, un autre du district de Montmagny, un autre du district d'Arthabaska, un autre du district de Kamouraska, un autre du district de Saguenay, et un autre du district de Roberval;
- Sher-
brooke. 3° Pour le district de Saint-François, avec résidence dans la cité de Sherbrooke, ou dans le voisinage immédiat de cette cité, deux juges;
- Trois-
Rivières. 4° Pour le district des Trois-Rivières, avec résidence dans la cité des Trois-Rivières, deux juges, qui exercent aussi leurs fonctions ordinaires dans le district de Nicolet;
- Abitibi,
etc.; 5° Pour les districts d'Abitibi, de Rouyn-Noranda et de Témiscamingue, avec résidence à Amos ou à Rouyn, trois juges;
- Saint-
François
et Bed-
ford. 6° Pour les districts de Saint-François et Bedford, deux juges dont l'un avec résidence à Sherbrooke ou les environs et l'autre avec résidence à Sherbrooke ou Cowansville ou les environs;
- Hull, La-
belle,
Pontiac; 7° Pour les districts de Hull, Labelle et Pontiac, avec résidence à Hull, trois juges;
- Chicou-
timi; 8° Pour le district de Chicoutimi, avec résidence à Chicoutimi ou son voisinage immédiat, un juge;
27. The judges of the Superior Court shall be appointed for the several districts of the Province, as follows:
- (1) For the district of Montreal, with residence in the city of Montreal or in the immediate vicinity thereof, thirty-nine judges; one of whom shall have special charge of the district of Terrebonne, another of the district of Beauharnois, another of the district of Richelieu, another of the district of St. Hyacinthe, another of the district of Pontiac, another of the district of Hull, another of the district of Labelle, who shall also exercise his ordinary functions in the district of Hull, another of the district of Bedford, another of the district of Iberville, and another of the district of Joliette;
- (2) For the district of Quebec, with residence in the city of Quebec or in the immediate vicinity thereof, eighteen judges; one of whom shall have special charge of the districts of Gaspé and Bonaventure, another of the district of Beauce, another of the district of Montmagny, another of the district of Arthabaska, another of the district of Kamouraska, another of the district of Saguenay and another of the district of Roberval;
- (3) For the district of St. Francis, with residence in the city of Sherbrooke or in the immediate vicinity thereof, two judges;
- (4) For the district of Three Rivers, with residence in the city of Trois-Rivières, two judges, who shall exercise their ordinary functions also in the district of Nicolet;
- (5) For the districts of Abitibi, Rouyn-Noranda and Temiscamingue, with residence at Amos or at Rouyn, three judges;
- (6) For the districts of St. Francis and Bedford, two judges, one with residence at Sherbrooke or its vicinity and the other with residence at Sherbrooke or Cowansville or its vicinity;
- (7) For the districts of Hull, Labelle and Pontiac, with residence at Hull, three judges;
- (8) For the district of Chicoutimi, with residence at Chicoutimi or in its immediate vicinity, one judge;

Rimouski; 9° Pour le district de Rimouski, avec résidence, au choix du juge, à Rimouski ou à Rivière-du-Loup, un juge;

Saint-Maurice. 10° Pour le district de Saint-Maurice, avec résidence à Shawinigan ou dans le voisinage immédiat, un juge.

Séances ailleurs. Ces juges doivent administrer la justice, à tour de rôle, dans chacun des autres districts de la province, suivant les ordres du juge en chef ou du juge en chef adjoint, selon le cas.

Jurisdiction limitée. Nonobstant les dispositions ci-dessus et celles de l'article 29, tout juge de la Cour supérieure nommé pour le district des Trois-Rivières, avec résidence dans la cité des Trois-Rivières ou son voisinage immédiat, n'est pas tenu d'administrer la justice ailleurs que dans les districts judiciaires des Trois-Rivières et de Nicolet et les endroits où la Cour supérieure des Trois-Rivières exerce une juridiction concurrente.

Jurisdiction. De même, tout juge de la Cour supérieure nommé pour le district de Saint-François, avec résidence dans la cité de Sherbrooke ou son voisinage immédiat, n'est pas tenu d'administrer la justice ailleurs que dans le district judiciaire de Saint-François et tout juge de la Cour supérieure nommé pour les districts de Saint-François et de Bedford, avec résidence à Sherbrooke, n'est pas tenu d'administrer la justice ailleurs que dans les districts judiciaires de Saint-François et de Bedford. S. R. 1941, c. 15, aa. 27 (*partie*) et 27a; 9 Geo. VI, c. 18, a. 1; 10 Geo. VI, c. 10, a. 1; 12 Geo. VI, c. 16, a. 2; 14-15 Geo. VI, c. 55, a. 2; 15-16 Geo. VI, c. 31, a. 1; 4-5 Eliz. II, c. 19, a. 2; 7-8 Eliz. II, c. 21, aa. 2 et 3; 8-9 Eliz. II, c. 39, a. 3; 11-12 Eliz. II, c. 15, a. 2; 12-13 Eliz. II, c. 12, a. 3; G.O. 1964, page 4749.

Séances en dehors du district. 28. 1. Les juges à qui sont assignés, respectivement, les districts de Terrebonne, de Beauharnois, de Richelieu, de Saint-Hyacinthe et de Pontiac, exercent leurs fonctions ordinaires dans toute cour où les juges ont juridiction, lorsque l'exercice de telles fonctions n'est pas requis dans leurs districts respectifs.

Séances en dehors du district. 2. Un des juges des districts pour lesquels les appels ont lieu dans la cité de Québec peut être appelé, par l'autorité compétente, à exercer ses fonctions ordi-

(9) For the district of Rimouski, with Rimouski; residence, at the option of the judge, at Rimouski or Rivière-du-Loup, one judge;

(10) For the district of St. Maurice, St. Maurice. with residence at Shawinigan or its immediate vicinity, one judge.

Such judges must administer justice in turn in each of the other districts of the Province, as instructed by the Chief Justice or the Associate Chief Justice, as the case may be.

Notwithstanding the aforesaid provisions and those of section 29, no judge of the Superior Court appointed for the district of Three Rivers, with residence in the city of Trois-Rivières or its immediate vicinity, shall be bound to administer justice elsewhere than in the judicial districts of Three Rivers and of Nicolet and places where the Superior Court of Three Rivers exercises concurrent jurisdiction.

Similarly, any judge of the Superior Court appointed for the district of St. Francis with residence in the city of Sherbrooke or its immediate vicinity, shall not be bound to administer justice elsewhere than in the judicial district of St. Francis and any judge of the Superior Court appointed for the districts of St. Francis and of Bedford with residence in Sherbrooke, shall not be bound to administer justice elsewhere than in the judicial districts of St. Francis and of Bedford. R. S. 1941, c. 15, ss. 27 (*part*) and 27a; 9 Geo. VI, c. 18, s. 1; 10 Geo. VI, c. 10, s. 1; 12 Geo. VI, c. 16, s. 2; 14-15 Geo. VI, c. 55, s. 2; 15-16 Geo. VI, c. 31, s. 1; 4-5 Eliz. II, c. 19, s. 2; 7-8 Eliz. II, c. 21, ss. 2 and 3; 8-9 Eliz. II, c. 39, s. 3; 11-12 Eliz. II, c. 15, s. 2; 12-13 Eliz. II, c. 12, s. 3; O.G. 1964, page 4749.

28. (1) The judges to whom are assigned respectively the districts of Terrebonne, Beauharnois, Richelieu, St. Hyacinthe and Pontiac shall exercise their ordinary functions in any court wherein the judges of the court have jurisdiction, whenever their services are not required in their respective districts.

(2) One of the judges of the districts from which appeals are taken to the city of Quebec, may be called upon by competent authority to exercise his ordinary

naires dans le district de Québec, lorsque telles fonctions ne sont pas requises dans son district, et la résidence de ce juge est dans la cité de Québec. S. R. 1941, c. 15, a. 28.

Déplacement temporaire.

29. Lorsque l'expédition des affaires judiciaires exige, dans un district, les services de plus de juges qu'il n'en est attribué à ce district, le juge en chef requiert un ou plusieurs juges d'exercer temporairement leurs fonctions dans ce district. S. R. 1941, c. 15, a. 29.

Juges suppléants.

30. Lorsque, par maladie, suspension d'office ou autre cause, un juge est absolument empêché de remplir ses fonctions, un juge suppléant de la cour peut être nommé pour un temps déterminé ou pour le temps que dure l'incapacité du juge titulaire, mais les fonctions du juge suppléant cessent dès que le titulaire reprend l'exercice de ses fonctions, ou qu'un juge permanent a été nommé pour le remplacer. S. R. 1941, c. 15, a. 30.

Pouvoirs et devoirs.

31. Le juge suppléant, tant que sa commission demeure en vigueur, exerce tous les pouvoirs, toute l'autorité, et remplit tous les devoirs dont est revêtu un juge ordinaire du tribunal, tout comme s'il avait été nommé juge ordinaire. Il réside à l'endroit indiqué dans sa commission. S. R. 1941, c. 15, a. 31.

Pouvoirs d'un seul juge.

32. Tous les pouvoirs dont, par une loi quelconque, les juges de la Cour supérieure ou un quorum d'entre eux, étaient revêtus en terme ou en vacances, avant la mise en vigueur des Statuts refondus pour le Bas-Canada, et qui, par ces derniers statuts, sont donnés à tout juge du tribunal, continuent, comme par le passé, à être possédés par tout tel juge, de manière qu'un seul juge puisse constituer un quorum de la cour, et puisse entendre et juger toutes les causes et matières du ressort et de la compétence du tribunal, et en exercer tous les pouvoirs. S. R. 1941, c. 15, a. 32.

Litige terminé par autre juge.

33. Tout juge peut continuer et terminer un litige commencé ou continué

functions in the district of Quebec, when such functions are not required in his district, and such judge shall reside in the city of Quebec. R. S. 1941, c. 15, s. 28.

29. Whenever the despatch of judicial business in any district requires the services of more judges than there are in such district, the chief justice shall require one or more judges to discharge their duties temporarily in such district. R. S. 1941, c. 15, s. 29.

Temporary assignment.

30. Whenever any judge is, through illness, suspension from office or other cause, unavoidably prevented from performing his duties, an assistant judge may be named either for a specified time, or while the judge first mentioned continues unable to perform his duties, but the appointment of such assistant judge shall come to an end whenever such first mentioned judge resumes the performance of his duties or another judge is appointed in his place. R. S. 1941, c. 15, s. 30.

Assistant judges.

31. Such assistant judge, while his appointment remains in force, shall exercise all the powers and authority and perform all the duties by law vested in a judge of the court, as if he had been appointed a judge thereof. He shall reside at the place named for that purpose in the instrument appointing him. R. S. 1941, c. 15, s. 31.

Powers, duties.

32. All the powers which by any act were vested in any judges or *quorum* of the Superior Court, in term or out of term, at the time of the coming into force of the Consolidated Statutes for Lower Canada, and which were by the said statutes vested in any such judge, have since been and are now, vested in any one judge of the court, so that one judge constitutes a quorum of the court and may hear and determine all causes and matters cognizable by the court, and exercise all the powers of the court with regard thereto. R. S. 1941, c. 15, s. 32.

Powers of single judge.

33. Any judge may continue and complete any matter commenced or continued

Disposal of matter by another judge.

par un autre juge, mais il ne peut infirmer la décision d'un autre juge que dans les cas où il pourrait l'infirmer s'il l'avait lui-même rendue.

Certains litiges remis au rôle.

Le juge en chef ou le juge en chef adjoint peut ordonner qu'un litige en délibéré depuis plus de six mois soit remis au rôle pour être terminé par un autre juge.

Signature de jugement.

Également le juge en chef de la Cour supérieure ou le juge en chef adjoint, suivant le cas, peut et a toujours eu le pouvoir de signer un jugement rendu par un juge depuis décédé, pourvu qu'il soit satisfait que le texte du jugement qui lui est présenté pour être signé est conforme au jugement qui a été rendu. S. R. 1941, c. 15, a. 33; 11 Geo. VI, c. 24, a. 5; 12-13 Eliz. II, c. 12, a. 4.

Juges absents.

34. Dans toutes les causes commencées en vacances par un juge, il est loisible, en cas de sa maladie ou de son absence, à tout autre juge, de siéger à sa place et d'exercer tous les pouvoirs et l'autorité qui auraient appartenu à ce juge s'il avait continué à siéger. S. R. 1941, c. 15, a. 34.

Séances simultanées.

35. Deux juges ou plus, exerçant leurs fonctions dans le même district, peuvent, et doivent, chaque fois que la dépêche des affaires le requiert, siéger en même temps et au même endroit, dans des salles séparées, pendant ou hors des termes, et chacun d'eux a juridiction pour entendre et décider les causes et matières qui lui sont soumises, et exerce les mêmes pouvoirs que s'il siégeait seul en cet endroit. S. R. 1941, c. 15, a. 35.

§ 2.—Des pouvoirs généraux du tribunal

Juridiction spéciale.

36. Quant à ce qui concerne les dispositions non abrogées de quelque loi en vigueur dans la province, à l'époque où la loi 12 Victoria, chapitre 38, est devenue entièrement en vigueur, la Cour supérieure continue d'être substituée aux Cours du banc de la reine abolies par la dite loi.

Idem.

Ces dispositions non abrogées continuent à s'appliquer à la Cour supérieure comme elles s'appliquaient autrefois aux Cours du banc de la reine.

by another, but shall not reverse any decision of such other judge, unless the decision be such that he might reverse it if it were his own.

The Chief Justice or the Associate Chief Justice may order that a matter under advisement for more than six months be replaced on the roll to be completed by another judge.

Certain matters replaced on roll.

Likewise, the chief justice of the Superior Court, or the associate chief justice, as the case may be, may and has always had the power to sign a judgment rendered by a judge since deceased, provided that he be satisfied that the text of the judgment presented to him to be signed is in conformity with the judgment which has been rendered. R. S. 1941, c. 15, s. 33; 11 Geo. VI, c. 24, s. 5; 12-13 Eliz. II, c. 12, s. 4.

Signing judgment.

34. In all proceedings commenced in vacation before one judge, it shall be competent, in case of the illness or absence of such judge, for any other judge to sit in his place and to exercise the power and authority which would have been exercised by the judge so ill or absent, had he continued to sit. R. S. 1941, c. 15, s. 34.

Absent judges.

35. Two or more judges discharging their duties in the same district may and shall, whenever the despatch of business requires, sit at the same time and at the same place, but in separate apartments, in term or in vacation, and each shall have jurisdiction to hear and determine all cases and matters submitted to him, and the same power as if he were the only judge sitting in such place. R. S. 1941, c. 15, s. 35.

Simultaneous sittings.

§ 2.—General Powers of the Court

36. As regards any unrepealed provisions of any act in force in the Province at the time the act 12 Victoria, Chapter 38, came into force, the Superior Court shall continue to be substituted for the Court of Queen's Bench, abolished by the said act.

Special jurisdiction.

Such unrepealed provision shall continue to apply to the Superior Court, as it theretofore applied to the said Court of Queen's Bench.

Idem.

Droit de surveillance.

Ce droit de surveillance, de réforme et de contrôle continue d'être conféré et assigné à la Cour supérieure et à ses juges. S. R. 1941, c. 15, a. 36; 1-2 Eliz. II, c. 29, a. 1.

Such superintending and reforming power and control shall continue to be vested in and assigned to the Superior Court and the judges thereof. R. S. 1941, c. 15, s. 36; 1-2 Eliz. II, c. 29, s. 1.

§ 3.—*Dispositions spéciales relatives à la juridiction du tribunal dans certains districts*

§ 3.—*Special Provisions respecting the Jurisdiction of the Court in certain Districts*

Jurisdiction concurrente: Bellechasse;

37. Le tribunal dans le district de Québec a juridiction concurrente:

37. The court in the district of Québec shall have concurrent jurisdiction:

1. Avec le tribunal du district de Montmagny, sur le district électoral de Bellechasse. Cette juridiction concurrente du tribunal dans le district de Québec s'étend à chacun des officiers de tel tribunal y compris l'exécution des jugements. Mais le bref de saisie-exécution contre des immeubles situés dans le district de Montmagny doit être adressé au shérif de ce district, qui seul est chargé de l'exécuter;

(1) With the court for the district of Montmagny over the electoral district of Bellechasse. Such concurrent jurisdiction shall extend to each of the officers of the said court, and to the execution of judgments. Writs of execution against immovables situate in the district of Montmagny shall, however, be addressed to the sheriff of that district, who alone shall execute them;

Dorchester.

2. Avec celui du district de Beauce, pour toutes les poursuites ou procédures intentées par ou contre des personnes résidant dans les paroisses de Saint-Anselme, Sainte-Claire, Saint-Malachie, Saint-Nazaire-de-Dorchester, Saint-Léon-de-Standon, Sainte-Hénédine, Saint-Isidore, Saint-Bernard, Sainte-Marguerite, Saint-Edouard-de-Frampton et Saint-Maxime, dans le district électoral de Dorchester. S. R. 1941, c. 15, a. 37.

(2) With that of the district of Beauce over all suits and proceedings instituted by or against persons resident in the parishes of St. Anselme, St. Claire, St. Malachie, St. Nazaire-de-Dorchester, St. Léon-de-Standon, St. Hénédine, St. Isidore, St. Bernard, St. Marguerite, St. Édouard-de-Frampton and St. Maxime, in the electoral district of Dorchester. R. S. 1941, c. 15, s. 37.

Bellechasse.

38. Le tribunal dans le district de Beauce a juridiction concurrente avec celui du district de Québec et celui du district de Montmagny sur les paroisses de Saint-Camille et de Sainte-Sabine, dans le district électoral de Bellechasse.

38. The court in the district of Beauce shall have concurrent jurisdiction with the court of the district of Québec and the court of the district of Montmagny over the parishes of St. Camille and St. Sabine in the electoral district of Bellechasse.

Cette juridiction concurrente s'étend à tous les officiers du tribunal. S. R. 1941, c. 15, a. 38.

Such concurrent jurisdiction shall extend to all the officers of the court. R. S. 1941, c. 15, s. 38.

Berthier.

39. Le tribunal, dans le district de Richelieu, a juridiction concurrente avec celui du district de Joliette, sur le district électoral de Berthier.

39. The court in the District of Richelieu shall have concurrent jurisdiction with the court in the district of Joliette over the electoral district of Berthier.

Cette juridiction concurrente s'étend à tous les officiers du tribunal. S. R. 1941, c. 15, a. 39.

Such concurrent jurisdiction shall extend to all the officers of the court. R. S. 1941, c. 15, s. 39.

Jurisdiction concurrente.

40. Le tribunal, dans le district de Montréal, a juridiction concurrente avec celui du district de Richelieu sur les mu-

40. The court in the district of Montreal shall have concurrent jurisdiction with the court in the district of Richelieu

nicipalités de la ville de Belœil, du village de McMasterville et de la paroisse de Saint-Mathieu-de-Belœil, dans le district électoral de Verchères.

Étendue. Cette juridiction concurrente s'étend à tous les officiers du tribunal. S. R. 1941, c. 15, a. 40; 10 Geo. VI, c. 13, a. 1.

Gatineau, 41. Le tribunal dans le district de Papineau. Hull a juridiction concurrente avec celui du district de Labelle, sur les cantons de Bouchette, Cameron, Maniwaki, Kensington, Aumond, Egan, Sicotte, Lytton et Baskatong et les cantons projetés de Mitchell et Briand dans le district électoral de Gatineau, et les cantons de Blake, Bigelow, Wells et McGill dans le district électoral de Papineau.

Cette juridiction concurrente s'étend à tous les officiers du tribunal. S. R. 1941, c. 15, a. 41; 10 Geo. VI, c. 10, a. 5.

Gaspé-Nord. 42. Le tribunal, dans le district de Rimouski, a juridiction concurrente, avec celui du district de Gaspé, sur les paroisses de Saint-Norbert-du Cap-Chat et de Sainte-Anne-des-Monts, dans le district électoral de Gaspé-Nord.

Cette juridiction concurrente s'étend à tous les officiers du tribunal.

De consentement. Si une proclamation est émise en vertu de l'article 46 pour la tenue dans le district électoral de Matane de termes et séances de la Cour supérieure du district de Rimouski, les causes dans lesquelles le droit d'action a pris naissance dans les paroisses ci-dessus mentionnées ou dans lesquelles le défendeur réside peuvent, du consentement des parties, être instruites, entendues et jugées dans le district électoral de Matane, à l'endroit fixé par la proclamation pour la tenue de ces termes et séances. S. R. 1941, c. 15, a. 42.

Rimouski. 43. Le tribunal dans le district de Kamouraska a juridiction concurrente avec celui du district de Rimouski sur les cantons de Biencourt et de Bédard, dans le district électoral de Rimouski.

Cette juridiction concurrente s'étend à tous les officiers du tribunal. S. R. 1941, c. 15, a. 43.

over the municipalities of the town of Belœil, of the village of McMasterville and of the parish of St. Mathieu-de-Belœil, in the electoral district of Verchères.

Such concurrent jurisdiction shall extend to all the officers of the court. R. S. 1941, c. 15, s. 40; 10 Geo. VI, c. 13, s. 1.

41. The court in the district of Hull shall have concurrent jurisdiction with the court in the district of Labelle over the townships of Bouchette, Cameron, Maniwaki, Kensington, Aumond, Egan, Sicotte, Lytton and Baskatong and the proposed townships of Mitchell and Briand, in the electoral district of Gatineau, and the townships of Blake, Bigelow, Wells and McGill, in the electoral district of Papineau.

Such concurrent jurisdiction shall extend to all the officers of the court. R. S. 1941, c. 15, s. 41; 10 Geo. VI, c. 10, s. 5.

42. The court in the district of Rimouski shall have concurrent jurisdiction with the court in the district of Gaspé, over the parish of St. Norbert-du-Cap Chat and St. Anne-des-Monts, in the electoral district of Gaspé-North.

Such concurrent jurisdiction shall extend to all the officers of the court.

If a proclamation be issued under section 46 for the holding in the electoral district of Matane of terms and sittings of the Superior Court of the district of Rimouski, causes in which the right of action arose in the above-mentioned parishes or causes in which the defendant resides in such parishes may, with the consent of the parties, be tried, heard and decided in the electoral district of Matane, at the place fixed by the proclamation for the holding of such terms and sittings. R. S. 1941, c. 15, s. 42.

43. The court in the district of Kamouraska shall have concurrent jurisdiction with the court in the district of Rimouski over the townships of Biencourt and Bédard, in the electoral district of Rimouski.

Such concurrent jurisdiction shall extend to all the officers of the court. R. S. 1941, c. 15, s. 43.

- Nicolet. 44. Le tribunal dans le district des Trois-Rivières a juridiction concurrente avec le tribunal du district de Nicolet sur tout le territoire compris dans le district de Nicolet.
44. The court in the district of Three Rivers shall have concurrent jurisdiction with the court in the district of Nicolet over all territory in the district of Nicolet.
- Cette juridiction concurrente s'étend à tous les officiers du tribunal. S. R. 1941, c. 15, a. 44; 15-16 Geo. VI, c. 31, a. 2; 12-13 Eliz. II, c. 12, a. 5.
- Such concurrent jurisdiction shall extend to all the officers of the court. R. S. 1941, c. 15, s. 44; 15-16 Geo. VI, c. 31, s. 2; 12-13 Eliz. II, c. 12, s. 5.
- Wolfe, Richmond. 45. Le tribunal dans le district d'Arthabaska a juridiction concurrente avec celui du district de Saint-François sur les municipalités des paroisses de Notre-Dame-de-Lourdes-de-Ham, des Saints-Anges-de-Ham et de Saint-Adrien-de-Ham, dans le district électoral de Wolfe; les municipalités des paroisses de Saint-Fortunat-de-Wolfestown et de Saint-Julien-de-Wolfestown, dans le district électoral de Wolfe; les villes d'Asbestos et de Danville et la municipalité du canton de Shipton, dans le district électoral de Richmond.
45. The court in the district of Arthabaska shall have concurrent jurisdiction with the court of the district of St. Francis, over the parish municipalities of Notre-Dame-de-Lourdes-de-Ham, of Saints-Anges-de-Ham and of St. Adrien-de-Ham, in the electoral district of Wolfe; the parish municipalities of St. Fortunat-de-Wolfestown and St. Julien-de-Wolfestown, in the electoral district of Wolfe; the towns of Asbestos and Danville, and the municipality of the township of Shipton, in the electoral district of Richmond.
- Cette juridiction concurrente s'étend à tous les officiers du tribunal. S. R. 1941, c. 15, a. 45.
- Such concurrent jurisdiction shall extend to all the officers of the court. R. S. 1941, c. 15, s. 45.
- Séances hors du chef-lieu. 46. 1. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par proclamation, ordonner que les termes et séances de la Cour supérieure et des juges de ce tribunal soient aussi tenus dans un endroit du district judiciaire autre que celui où est situé le chef-lieu ou à un endroit d'un autre district judiciaire dans lequel elle exerce une juridiction concurrente.
46. (1) The Lieutenant-Governor in Council may order by proclamation that the terms and sittings of the Superior Court and of the judges thereof be also held at a place in the judicial district other than that in which the chief-place is situated or at a place in another judicial district where it has concurrent jurisdiction.
- Endroit. 2. La proclamation émise à cette fin doit désigner l'endroit et l'immeuble où doivent être tenus les termes et séances de la cour et de ses juges. Tous les jours juridiques y sont jours de terme, sous réserve des dispositions de l'article 15 du Code de procédure civile.
- (2) Such proclamation shall designate the place and the building where the said terms and sittings are to be held. All juridical days shall be term days therein, subject to the provisions of article 15 of the Code of Civil Procedure.
- Change-ments. 3. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut changer, de la même manière, l'époque de ces termes et de ces séances, ainsi que l'endroit où ils doivent être tenus.
- (3) The Lieutenant-Governor in Council may, in the same way, change the dates of the said terms and sittings, as well as the places where they are to be held.
- Local. 4. Cette proclamation ne peut être émise qu'après que le conseil municipal de l'endroit où doivent être tenus les termes et séances de la dite Cour supérieure et des juges de ce tribunal, ou le conseil de comté, se sera procuré, dans ledit endroit, à la satisfaction du lieutenant-gouverneur en conseil, un édifice avec pièces convenables
- (4) Such proclamation shall not be issued until the municipal council of the place where the terms and sittings of the said Superior Court and the judges thereof are to be held, or the county council, have procured at such place, to the satisfaction of the Lieutenant-Governor in Council, a building, with rooms suitable for a court

pour une salle d'audience et pour le juge ou les juges et les officiers de la cour.

room for the judge or judges and the officers of the court.

Jurisdiction.

5. À compter de la date de cette proclamation, des termes et des séances de la Cour supérieure et des juges de ce tribunal seront tenus dans le dit endroit pour toutes les causes du district dans lesquelles le droit d'action aura pris naissance dans le district électoral, ou lorsque le défendeur résidera dans ce district électoral, à moins que les parties ne consentent à ce que la cause ou tout incident qui s'y rapporte soient instruits, entendus et jugés au chef-lieu du district.

(5) From and after the date of such proclamation, terms and sittings of the Superior Court and of the judges thereof shall be held in said place for all causes in the district in which the right of action arose in the electoral district, or when the defendant resides in the electoral district, unless the parties consent that the cause or any incident thereof be tried, heard and decided at the chief-place of the district.

Jurisdiction.

Consentement.

Toutefois les causes du district de Rimouski dans lesquelles le droit d'action a pris naissance dans le district électoral de Matane ou dans lesquelles le défendeur réside dans ce district électoral, ne peuvent être instruites, entendues et jugées dans le district électoral de Matane que du consentement des parties.

Nevertheless any causes from the district of Rimouski in which the right of action arose in the electoral district of Matane, or causes in which the defendant resides in such electoral district, shall not be tried, heard and decided in the electoral district of Matane except by consent of the parties.

Consent.

Juge en chambre.

6. Tous les pouvoirs et attributions qui appartiennent au juge en chambre et qui peuvent être exercés par lui ou par le protonotaire peuvent être exercés dans le district électoral à l'endroit fixé par proclamation, aussi bien qu'au chef-lieu du district, pour les affaires dont le droit d'action a pris naissance dans le district électoral.

(6) All the powers and functions belonging to a judge in chambers, and which can be exercised by him or by the prothonotary, may be exercised in the electoral district at the place fixed by proclamation, as well as at the chief-place of the district, as to matters in which the right of action arose in the said electoral district.

Judge in chambers.

Protonotaire.

7. Quand les circonstances le justifient, il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'accorder l'indemnité qu'il croit raisonnable au protonotaire obligé de se déplacer pour les fins du présent article.

(7) In proper cases, the Lieutenant-Governor in Council may grant such indemnity as he thinks proper to any prothonotary who is obliged to travel for the purposes of this section.

Prothonotary.

Frais de voyage.

8. Les frais de voyage du protonotaire et des autres officiers de la cour, quand leur présence est nécessaire, ainsi que l'indemnité qui peut être accordée au protonotaire, sont payables à même les montants votés par la Législature pour l'administration de la justice.

(8) The travelling expenses of the prothonotary and of the other officers of the court, when their presence is necessary, as well as the indemnity which may be granted to the prothonotary, shall be payable out of the sums voted by the Legislature for the administration of justice.

Travelling expenses.

Révocation de la proclamation.

9. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par proclamation, révoquer toute proclamation émise en vertu du présent article, et, à compter de la date y mentionnée, les termes et séances de la Cour supérieure et des juges de ce tribunal cessent d'être tenus à l'endroit mentionné dans la proclamation révoquée. S. R. 1941, c. 15, a. 46; 6 Geo. VI, c. 16, a. 3; 11 Geo. VI, c. 24, a. 6; 1-2 Eliz. II, c. 29, a. 2.

(9) The Lieutenant-Governor in Council may, by proclamation, revoke any proclamation issued under this section and, from the date mentioned therein, the terms and sittings of the Superior Court and of the judges of said court shall cease to be held at the place mentioned in the proclamation revoked. R. S. 1941, c. 15, s. 46; 6 Geo. VI, c. 16, s. 3; 11 Geo. VI, c. 24, s. 6; 1-2 Eliz. II, c. 29, s. 2.

Revocation of proclamation.

Palais de justice à Sainte-Scholastique.

47. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, sans exiger l'accomplissement des conditions requises par le paragraphe 4 de l'article 46, émettre une proclamation décrétant la tenue des termes et séances de la Cour supérieure du district de Terrebonne et des juges de ce tribunal, à Sainte-Scholastique, dans le district électoral des Deux-Montagnes, et, dans ce cas, les termes et séances de la dite cour et des juges de ce tribunal sont tenus dans l'édifice autrefois occupé comme palais de justice à Sainte-Scholastique, et il peut également, par proclamation, changer ensuite l'endroit de la tenue des termes et séances de la dite cour et des juges du dit tribunal. S. R. 1941, c. 15, a. 47.

§ 4.—Des termes et des séances

Chef-lieu.

48. Les termes et les séances de la Cour supérieure et des juges de ce tribunal sont tenus au chef-lieu des différents districts judiciaires de la province ou à l'endroit qui peut être fixé par l'autorité compétente. Toutes les actions, poursuites et procédures qui peuvent être intentées dans un district peuvent être commencées au lieu où ces termes sont tenus en ce district. S. R. 1941, c. 15, a. 49.

Jours de termes.

49. Sous réserve des dispositions de l'article 15 du Code de procédure civile, tous les jours juridiques sont jours de terme dans tous les districts de la province. S. R. 1941, c. 15, a. 50; 15-16 Geo. VI, c. 30, a. 1.

§ 5.—Des shérifs, des protonotaires et autres officiers du tribunal

Devoirs des protonotaires, etc.

50. Les shérifs et les protonotaires sont non seulement les officiers des juges siégeant dans leurs districts mais ils sont encore, généralement, les officiers de la Cour supérieure; ils doivent obéir aux ordres légitimes du tribunal et des juges qui le composent, dans quelque district que ces ordres leur soient donnés, pourvu qu'ils soient exécutoires dans le district pour lequel chacun d'eux a été nommé.

Incompatibilité.

Aucun shérif ou protonotaire de la Cour supérieure, tant qu'il est en charge, ni son

47. The Lieutenant-Governor in Council may, without requiring the fulfilment of the conditions prescribed by subsection 4 of section 46, issue a proclamation ordering the holding of terms and sittings of the Superior Court of the district of Terrebonne, and of the judges of such court, at St. Scholastique, in the electoral district of Two Mountains, and, in such case, the terms and sittings of said court and of the judges of said court shall be held in the building formerly occupied as a court house at St. Scholastique, and he may likewise, by proclamation, afterwards change the place of holding the terms and sittings of such court and of its judges. R. S. 1941, c. 15, s. 47.

Court House at St. Scholastique.

§ 4.—Terms and Sittings of the Court

48. Terms and sittings of the Superior Court and of the judges thereof shall be held at the chief-place in each judicial district of the Province or at such other place or places as may be fixed by competent authority. All actions, suits or proceedings which may be brought in any district may be commenced at the place where the terms of the court are held in such district. R. S. 1941, c. 15, s. 49.

Chief-place.

49. Subject to the provisions of article 15 of the Code of Civil Procedure, all juridical days shall be term days in all the districts of the Province. R. S. 1941, c. 15, s. 50; 15-16 Geo. VI, c. 30, s. 1.

Term days.

§ 5.—Sheriffs, Prothonotaries and other Officers of the Courts

50. Sheriffs and prothonotaries shall be officers of the Superior Court generally, and not merely of the judges sitting in their districts, and shall obey the lawful orders of the court and the judges thereof, in whatever district made, provided anything be required to be done under them by such sheriffs or prothonotaries in the district for which they were appointed.

Duties of prothonotaries, etc.

No sheriff or prothonotary of the Superior Court or his deputy shall, while in

Incompatibility.

député, tant qu'il remplit les fonctions de son office, ne peuvent pratiquer comme avocats dans la province. S. R. 1941, c. 15, a. 53.

office, practise as an advocate in the Province. R. S. 1941, c. 15, s. 53.

Députés-protonotaires. 51. Les députés-protonotaires sont nommés en la manière prescrite par les articles 16 et suivants de la Loi des salaires d'officiers de justice (chap. 31). S. R. 1941, c. 15, a. 54.

51. Deputy-prothonotaries shall be appointed in the manner provided by sections 16 and following of the Officers of Justice Salary Act (Chap. 31). R. S. 1941, c. 15, s. 54.

Députés-shérifs. 52. Les députés-shérifs sont nommés en la manière prescrite par les articles 16 et suivants de la Loi des salaires d'officiers de la justice (chap. 31).

52. Deputy-sheriffs shall be appointed in the manner provided by sections 16 and following of the Officers of Justice Salary Act (Chap. 31).

Pouvoirs. Les actes et rapports de ces députés, faits en leur capacité officielle, sont reçus devant tous les tribunaux de la province, et sont aussi valides et légaux que les actes et les rapports du shérif lui-même. S. R. 1941, c. 15, a. 55.

The acts and returns of such deputies, done and made in their official capacity, shall be received in all the courts in the Province, and shall be as valid and legal as the acts and returns of the sheriff himself. R. S. 1941, c. 15, s. 55.

Livres de comptes. 53. Les shérifs et les protonotaires sont obligés de tenir des livres de comptes faisant voir le montant des deniers publics qu'ils ont entre leurs mains, de la manière que le lieutenant-gouverneur en conseil l'ordonne, et de déposer ces deniers conformément au paragraphe deuxième de la section huitième de la Loi du ministère des finances (chap. 64).

53. Sheriffs and prothonotaries shall keep such books of account showing the public moneys in their hands, as the Lieutenant-Governor in Council shall direct, and shall deposit such moneys in conformity with subdivision 2 of Division VIII of the Finance Department Act (Chap. 64).

Entrées. Ces officiers doivent faire les entrées, jour par jour, dans leurs livres de caisse; leurs livres, montants et papiers relatifs à ces deniers publics, sont, en tout temps, durant les heures du bureau, ouverts à l'inspection des personnes que le lieutenant-gouverneur en conseil autorise.

Such officers shall keep their cash books entered up daily, and all their books, accounts and papers, having reference to such public moneys, shall at all times, during office hours, be open to the inspection of any person whom the Lieutenant-Governor in Council may authorize to inspect the same.

Remise au successeur. Lorsqu'un shérif ou un protonotaire est destitué, ou qu'il démissionne, il doit, aussitôt qu'il en est requis après sa destitution ou sa démission, payer et remettre à son successeur en office toutes les sommes d'argent et autres choses qui, à cette date, étaient entre ses mains, ou pour lesquelles il était alors responsable en vertu de sa charge.

When any sheriff or prothonotary is removed from or resigns his office, he shall, as soon as called upon so to do after his removal or resignation, pay and deliver over to his successor in office all sums of money or things then in his hands, or for which he was then accountable by virtue of his office.

Héritiers. En cas de décès de l'officier, ses héritiers ou représentants sont soumis aux mêmes devoirs.

In case of the death of an officer, his heirs or representatives shall be subject to the same obligations.

Devoir du successeur. Le successeur de l'officier, aussitôt que ces sommes de deniers ou autres choses lui ont été payées ou remises, est obligé

The successor of such officer, as soon as such money or other things have been paid or delivered to him, shall execute and

d'exécuter tous les jugements et ordres pour la distribution et le paiement de ces sommes ou la remise de ces autres choses, de la même manière que le shérif ou le protonotaire précédent y aurait été obligé, que ces jugements ou ordres aient été rendus ou donnés avant ou après la mort, la destitution ou la démission de l'officier.

Cautions. Rien de contenu dans le présent article ne doit diminuer la durée ou l'étendue de la responsabilité d'aucune caution du shérif ou du protonotaire, en vertu de la loi. S. R. 1941, c. 15, a. 56.

fulfil all judgments and orders for the distribution and payment of such moneys or the delivery of such other things, in the same manner as the former sheriff or protonotary would have been bound to do, whether such judgments or orders were rendered or made before or after such death, removal or resignation.

Nothing in this section shall lessen the duration or extent of the liability of any surety of any sheriff or protonotary under the law. R. S. 1941, c. 15, s. 56.

SECTION III

DISPOSITIONS SPÉCIALES

§ 1.—*Dispositions relatives aux Îles-de-la-Madeleine*

**Nomina-
tion du
député-
shérif.** 54. Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme un député-shérif qui réside aux Îles-de-la-Madeleine. S. R. 1941, c. 15, a. 132; 10 Geo. VI, c. 14, a. 1.

Pouvoirs. 55. Ce député a la charge du palais de justice, de la prison et de toutes les personnes y détenues et sous garde. Il exerce, dans les matières civiles et criminelles, les pouvoirs du shérif se rattachant à ces îles ainsi qu'au reste du district de Gaspé, relativement au transfert des prisonniers de ces îles à toute prison commune dans le district, et aux autres matières liées à l'administration de la justice. S. R. 1941, c. 15, a. 133; 10 Geo. VI, c. 14, a. 2.

§ 2.—*Dispositions relatives aux territoires d'Abitibi et de Mistassini*

**Juridic-
tion con-
currente.** 56. Les tribunaux, les juges de ces tribunaux et les juges de paix siégeant dans le district judiciaire de Roberval ont, suivant leur compétence respective, juridiction concurrente avec ceux du district judiciaire d'Abitibi sur le territoire d'Abitibi et avec ceux du district judiciaire de Chicoutimi sur le territoire de Mistassini, dans toutes les affaires civiles, criminelles et pénales.

DIVISION III

SPECIAL PROVISIONS

§ 1.—*Provisions respecting the Magdalen Islands*

54. The Lieutenant-Governor in Council shall appoint a deputy-sheriff who resides in the Magdalen Islands. R. S. 1941, c. 15, s. 132; 10 Geo. VI, c. 14, s. 1. **Appoint-
ing depu-
ty-sheriff.**

55. Such deputy shall have charge of the court-house and of the gaol and of all persons committed for custody therein, and shall have, in civil and in criminal cases, all the powers of the sheriff in and with respect to the said islands, and also in the remainder of the district of Gaspé, with respect to the conveyance of prisoners from the said islands to any common gaol in the district, and other matters necessarily connected with the administration of justice. R. S. 1941, c. 15, s. 133; 10 Geo. VI, c. 14, s. 2. **Powers.**

§ 2.—*Provisions respecting the territories of Abitibi and Mistassini*

56. The courts, the judges of such courts and the justices of the peace sitting in the judicial district of Roberval have, within their respective jurisdiction, concurrent jurisdiction with those of the judicial district of Abitibi over the territory of Abitibi and with those of the judicial district of Chicoutimi over the territory of Mistassini, in all civil, criminal and penal matters. **Concur-
rent juris-
diction.**

Jurisdiction concurrente.

Ils ont aussi, suivant leur compétence respective, juridiction concurrente avec ceux du district judiciaire d'Abitibi sur cette partie du district électoral d'Abitibi-Est située à l'est de la méridienne 75°31'32" et au nord de la limite nord des cantons projetés de Lacroix, Buteux, Marceau, Balète, Pfister et Ventadour. S. R. 1941, c. 15, a. 142a; 14 Geo. VI, c. 50, a. 3; 1-2 Eliz. II, c. 30, a. 1.

§ 3.—*Dispositions relatives aux districts de Montréal et de Beauharnois*

Jurisdiction concurrente.

57. Les tribunaux, les juges de ces tribunaux et les juges de paix siégeant dans le district judiciaire de Beauharnois ont juridiction concurrente avec ceux du district judiciaire de Montréal, suivant leur compétence respective, sur le territoire formant le district électoral de Vaudreuil-Soulanges, dans les affaires civiles, criminelles et pénales. S. R. 1941, c. 15, a. 142b; 2-3 Eliz. II, c. 37, a. 1.

§ 4.—*Dispositions relatives aux districts d'Arthabaska et de Mégantic*

Jurisdiction concurrente.

58. Les tribunaux, les juges de ces tribunaux et les juges de paix siégeant dans le district judiciaire d'Arthabaska ont juridiction concurrente avec ceux du district judiciaire de Mégantic, suivant leur compétence respective, sur le territoire des municipalités du village de Plessisville et de la paroisse de Notre-Dame-de-Lourdes, dans le district électoral de Mégantic, dans les affaires civiles, criminelles et pénales. S. R. 1941, c. 15, a. 142c; 3-4 Eliz. II, c. 25, a. 3.

Jurisdiction concurrente.

59. Les juges de ces tribunaux et les juges de paix siégeant dans le district judiciaire de Mégantic ont juridiction concurrente avec ceux du district judiciaire de Beauce, suivant leur compétence respective, sur le territoire de la municipalité de Saint-Méthode-de-Frontenac, dans le district électoral de Frontenac, et sur le canton de Price, dans le district électoral de Wolfe. S. R. 1941, c. 15, a. 142d; 3-4 Eliz. II, c. 26, a. 6; 12-13 Eliz. II, c. 12, a. 8.

They shall also have, within their respective jurisdiction, concurrent jurisdiction with those of the judicial district of Abitibi over that part of the electoral district of Abitibi-East situated to the east of the meridian 75°31'32" and to the north of the northern limit of the proposed townships of Lacroix, Buteux, Marceau, Balète, Pfister and Ventadour. R. S. 1941, c. 15, s. 142a; 14 Geo. VI, c. 50, s. 3; 1-2 Eliz. II, c. 30, s. 1.

§ 3.—*Provisions respecting the districts of Montreal and Beauharnois*

57. The courts, the judges of such courts and the justices of the peace sitting in the judicial district of Beauharnois have, within their respective jurisdiction, concurrent jurisdiction with those of the judicial district of Montreal over the territory forming the electoral district of Vaudreuil-Soulanges, in civil, criminal and penal matters. R. S. 1941, c. 15, s. 142b; 2-3 Eliz. II, c. 37, s. 1.

§ 4.—*Provisions respecting the districts of Arthabaska and Mégantic*

58. The courts, the judges of such courts and the justices of the peace sitting in the judicial district of Arthabaska have, within their respective jurisdiction, concurrent jurisdiction with those of the judicial district of Mégantic over the territory of the municipalities in the village of Plessisville and the parish of Notre-Dame-de-Lourdes, in the electoral district of Mégantic, in civil, criminal and penal matters. R. S. 1941, c. 15, s. 142c; 3-4 Eliz. II, c. 25, s. 3.

59. The judges of such courts and the justices of the peace sitting in the judicial district of Mégantic have, within their respective jurisdiction, concurrent jurisdiction with those of the judicial district of Beauce over the territory of the municipality of St. Méthode-de-Frontenac, in the electoral district of Frontenac, and over the township of Price, in the electoral district of Wolfe. R. S. 1941, c. 15, s. 142d; 3-4 Eliz. II, c. 26, s. 6; 12-13 Eliz. II, c. 12, s. 8.

DEUXIÈME PARTIE

PART II

DES TRIBUNAUX DE JURIDICTION
CRIMINELLE

COURTS OF CRIMINAL JURISDICTION

SECTION I

DIVISION I

DE LA COUR DU BANC DE LA REINE

COURT OF QUEEN'S BENCH

§ 1.—*De la juridiction criminelle du tribunal*§ 1.—*Criminal Jurisdiction of the Court*Juridic-
tion d'ap-
pel.

60. La Cour du banc de la reine, siégeant comme cour d'appel, a juridiction en appel, dans les affaires criminelles, conformément aux règles établies par l'autorité compétente.

Audition.

Ces appels sont entendus par cinq juges dans les cas d'offenses punissables de la peine capitale et dans les causes où l'accusé a été condamné à un emprisonnement de plus de dix ans; ils sont entendus, dans les autres cas, par le nombre de juges, non inférieur à trois, que détermine le juge en chef de la Cour du banc de la reine.

Idem.

Cependant, dans tous les cas d'offenses punissables de l'emprisonnement à vie, l'appel formé par la couronne est entendu par cinq juges. S. R. 1941, c. 15, a. 184; 2-3 Eliz. II, c. 26, a. 1; 3-4 Eliz. II, c. 46, a. 4.

Juridic-
tion de
première
instance.

61. La Cour du banc de la reine, siégeant comme tribunal en matière criminelle en première instance, a juridiction dans toute l'étendue de la province conformément aux règles établies par l'autorité compétente.

Juges de
la Cour
supérieure.

Pour toutes les fins de l'administration de la justice criminelle en première instance, les juges de la Cour supérieure agissent comme juges de la Cour du banc de la reine, président cette cour dans les divers districts et ont la juridiction et les pouvoirs que leur confère, en cette qualité, l'autorité compétente. Les juges de la Cour supérieure sont en outre juges et conservateurs de la paix et coroners dans toute l'étendue de la province. S. R. 1941, c. 15, a. 185.

Quorum.

62. Les termes ou sessions de la Cour du banc de la reine, dans l'exercice de sa juridiction criminelle, sont tenus par un ou

60. The Court of Queen's Bench, Appellate sitting in appeal, shall have such jurisdiction in appeal in all criminal cases as is given by competent authority. jurisdiction.

Such appeals shall be heard by five Hearing. judges in the cases of offences punishable by death and in the cases where the accused has been condemned to an imprisonment of more than ten years; they shall be heard, in other cases, by such number of judges, not less than three, as the Chief Justice of the Court of Queen's Bench shall determine.

However, in cases punishable by life Idem. imprisonment, the appeal made by the Crown shall be heard by five judges. R. S. 1941, c. 15, s. 184; 2-3 Eliz. II, c. 26, s. 1; 3-4 Eliz. II, c. 46, s. 4.

61. The Court of Queen's Bench, Original sitting as a criminal court of original jurisdiction, shall have such criminal jurisdiction throughout the Province as is given by competent authority. jurisdiction.

For all purposes of the administration of Judges of justice in criminal matters in first instance, the judges of the Superior Court shall act as judges of the Court of Queen's Bench, shall preside over that court in the various districts and shall, in such capacity, have such jurisdiction and such powers as are given them by competent authority. The judges of the Superior Court shall also be justices and conservators of the peace and coroners in and throughout the Province. R. S. 1941, c. 15, s. 185. S. C.

62. The terms or sittings of the Quorum. Court of Queen's Bench (Crown side) shall be held by one or more judges, one of

plusieurs juges; un ou plusieurs d'entre eux forment un quorum et peuvent exercer tous les pouvoirs et toute la juridiction du tribunal. S. R. 1941, c. 15, a. 186.

whom shall form a quorum, and may exercise all the powers and jurisdiction of the court. R. S. 1941, c. 15, s. 186.

§ 2.—*Des greffiers de la couronne et de leurs députés*

§ 2.—*Clerks of the Crown and their Deputies*

Greffier de la couronne. 63. Un greffier de la couronne est nommé dans chaque district où la Cour du banc de la reine en juridiction criminelle tient ses séances.

63. A Clerk of the Crown shall be appointed for each district where terms of the Court of Queen's Bench (Crown side) are held. Clerk of the Crown.

Attributions. Il est le greffier du tribunal en toute matière qui ressortit à sa juridiction criminelle. S. R. 1941, c. 15, a. 187.

He shall be clerk of the court, as to all things dependent on its jurisdiction in criminal matters. R. S. 1941, c. 15, s. 187. Duties.

Cumul. 64. Tout protonotaire ou tout greffier de la Cour de magistrat, peut être nommé greffier de la couronne et de la paix dans son district.

64. Any prothonotary, or any clerk of the Magistrate's Court, may be appointed clerk of the Crown and of the peace in and for his district. Cumulation.

Incompatibilité. Le greffier de la couronne et de la paix ne peut, pendant la durée de sa charge, pratiquer comme avocat dans la province. S. R. 1941, c. 15, a. 188; 1-2 Eliz. II, c. 29, a. 17.

No clerk of the Crown or of the peace shall, while he remains such, practise as an advocate in the Province. R. S. 1941, c. 15, s. 188; 1-2 Eliz. II, c. 29, s. 17. Incompatibility.

§ 3.—*Des termes et du lieu des séances*

§ 3.—*Places of holding and Terms of the Court*

Terme annuel. 65. Excepté pour les districts de Québec et de Montréal, il se tient dans chaque district de la province un terme par année de la Cour du banc de la reine, en matière criminelle, pour prendre connaissance des crimes et infractions.

65. One term of the Court of Queen's Bench (Crown side) for taking cognizance of all criminal offences shall be held each year in each district of the Province, except in the districts of Quebec and Montreal. Annual term.

Date. L'époque de ce terme est fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur. S. R. 1941, c. 15, a. 189.

The Lieutenant-Governor shall, by proclamation, fix the date of such term. R. S. 1941, c. 15, s. 189. Date.

Québec et Montréal. 66. Pour les districts de Québec et de Montréal, ces termes se tiennent et commencent aux époques fixées par arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil, dont avis est donné par proclamation. S. R. 1941, c. 15, a. 190.

66. Such terms for the districts of Quebec and Montreal shall be held and commence at the times fixed by the Lieutenant-Governor in Council, of which notice shall be given by proclamation. R. S. 1941, c. 15, s. 190. Quebec and Montreal.

Durée. 67. Les termes n'ont pas de durée fixe, mais sont tenus jusqu'à ce que le tribunal déclare qu'ils sont terminés, ce qu'il ne doit cependant pas faire tant qu'il est d'opinion qu'il reste quelque procès, matière ou procédure qu'il n'est pas opportun d'ajourner au terme suivant.

67. Such terms shall not be of fixed duration, but shall be held until the court declares the same closed, which shall not be done until the court is of opinion that there remains no trial, matter or proceeding to be had or done by or before it, which cannot conveniently remain over until the next term. Duration.

Ajourne-
ment,

Le tribunal peut également, s'il le juge à propos, ou si la présence des juges qui le président est requise en un autre lieu ou pour la tenue d'une autre cour, ajourner le terme de jour en jour, ou à tout jour particulier, avant le premier jour du terme suivant. S. R. 1941, c. 15, a. 191.

Procla-
mation.

68. Le lieutenant-gouverneur peut, en tout temps, par proclamation, fixer les époques auxquelles commencent les termes de la Cour du banc de la reine dans l'exercice de sa juridiction en première instance, en matière criminelle, dans tous les districts, et peut les changer pareille-
ment. S. R. 1941, c. 15, a. 192.

Termes
extra-
ordinaires.

69. Le lieutenant-gouverneur peut, en tout temps, ordonner, par proclama-
tion, la tenue, dans tout district, d'un terme extraordinaire de la Cour du banc de la reine, en matière criminelle, dont le premier jour est indiqué dans la procla-
mation, qui doit être émise trente jours au moins avant le commencement de ce terme.

Disposi-
tions
applica-
bles.

Les dispositions de la loi relatives aux termes de la Cour du banc de la reine en matière criminelle sont applicables à ce terme extraordinaire. S. R. 1941, c. 15, a. 193.

Juridic-
tion.

70. La Cour supérieure a juridiction pour entendre les appels permis sous la partie XXIV du Code criminel. S. R. 1941, c. 15, a. 193a; 6-7 Eliz. II, c. 21, a. 1.

SECTION II

DE LA COUR SUPÉRIEURE

SECTION III

DE LA COUR DES SESSIONS DE LA PAIX

§ 1.—*De la constitution, de la juridiction et des pouvoirs du tribunal et des juges*

Juges des
sessions.

71. La Cour des sessions de la paix est un tribunal d'archives, composé de juges des sessions, dont deux au moins doivent résider à Montréal et un au moins à Québec, et dont la juridiction s'étend sur toute la province. S. R. 1941, c. 15, a. 215.

The court may, if it thinks fit, or if the attendance of the judge or judges holding the same is required at any other place or court, adjourn from day to day, or to any day before the first day of the next term. R. S. 1941 c. 15, s. 191.

Adjourn-
ment.

68. The Lieutenant-Governor may, at any time, by proclamation, fix the periods at which the terms of the Court of Queen's Bench (Crown side) shall commence in any district, and may alter the same in like manner. R. S. 1941, c. 15, s. 192.

Procla-
mation.

69. The Lieutenant-Governor may, at any time, by proclamation, direct an extraordinary term of the Court of Queen's Bench (Crown side) to be held in and for any district, and to commence on the day appointed in such proclamation, which must be issued at least thirty days before the opening of the term.

Extraor-
dinary
term.

All provisions of law applicable to the ordinary criminal terms of the said court shall apply to such extraordinary term. R. S. 1941, c. 15, s. 193.

Provi-
sions ap-
plicable.

DIVISION II

SUPERIOR COURT

70. The Superior Court shall have jurisdiction to hear appeals permitted by Part XXIV of the Criminal Code. R. S. 1941, c. 15, s. 193a; 6-7 Eliz. II, c. 21, s. 1.

Jurisdic-
tion.

DIVISION III

THE COURT OF THE SESSIONS OF THE PEACE

§ 1.—*Constitution, Jurisdiction and Powers of the Court and of the Judges thereof*

Judges of
sessions.

71. The Court of the Sessions of the Peace shall be a court of record, composed of judges of the sessions, of whom two, at least, shall reside at Montreal, and at least one at Quebec, and with jurisdiction throughout the Province. R. S. 1941, c. 15, s. 215.

Nomina- tion.	72. Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme, durant bonne conduite, par une commission sous le grand sceau, les juges des sessions, qui doivent être des avocats d'au moins dix ans de pratique et qui, dès leur nomination, doivent cesser de pratiquer. Ces juges des sessions sont aussi magistrats stipendiaries dans le sens de tout acte du Parlement Impérial en vigueur en cette province.	72. The Lieutenant-Governor in Council shall appoint, during good behaviour, by a commission under the Great Seal, the judges of the sessions, who must be advocates with at least ten years practice, and who, when appointed, shall cease practising. The said judges shall be also stipendiary magistrates, within the meaning of any act of the Imperial Parliament in force in this Province.	Appoint- ment.
Juges en chef.	Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de nommer un juge en chef, avec résidence dans la ville de Montréal et un juge en chef avec résidence dans la cité de Québec.	The Lieutenant-Governor in Council may appoint a chief judge with resi- dence in the city of Montreal and a chief judge with residence in the city of Que- bec.	Chief judges.
Juridic- tion.	La juridiction administrative du juge en chef résidant dans la cité de Québec s'étend sur les districts judiciaires énumérés dans l'article 24 et celle du juge en chef résidant dans la ville de Montréal, sur ceux qui sont énumérés à l'article 23.	The administrative jurisdiction of the chief judge residing in the city of Quebec shall extend to the judicial districts enumerated in section 24 and that of the chief judge residing in the city of Montreal to those enumerated in section 23.	Jurisdic- tion.
Pouvoirs.	Spécialement, ces juges en chef ont, relativement à la Cour des sessions, les mêmes pouvoirs que possèdent le juge en chef et le juge en chef suppléant de la Cour supérieure relativement à la dite Cour supérieure et aux juges de cette cour.	In particular, such chief judges shall have, respecting the Court of the Ses- sions of the Peace, the same powers as the chief justice and the acting chief justice of the Superior Court respecting the said Superior Court and the judges of such Court.	Powers.
Contrôle.	Les juges des sessions sont soumis à la surveillance, aux ordres et au contrôle de ces juges en chef en ce qui regarde la distribution des causes, la tenue des séances et généralement toutes matières d'administration qui les concernent.	The judges of the sessions shall be subject to the supervision, orders and control of such chief judges as regards the distribution of cases, the holding of sittings and generally all administrative matters concerning them.	Control.
Nombre maxi- mum.	Le nombre des juges des sessions ne doit en aucun temps dépasser trente-cinq, y compris les deux juges en chef des sessions.	The number of judges of the sessions shall not, at any time, exceed thirty-five, including the two chief judges of the Sessions.	Maxi- mum number.
Vacance.	Lorsque la fonction de juge en chef des sessions devient vacante dans une des divisions, la juridiction administrative du juge en chef des sessions de l'autre division s'étend à toute la province, jusqu'à la nomination d'un titulaire à la fonction vacante. Pendant cette période, le traitement du juge en chef des sessions dont la juridiction est ainsi étendue est augmenté dans la proportion d'un tiers. Toutefois, le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer, parmi les juges des sessions, un titulaire pour remplir temporairement la fonction vacante en attendant une nomination définitive.	When the functions of chief judge of the sessions becomes vacant in one of the divisions, the administrative jurisdiction of the chief judge of the sessions of the other division shall extend to the whole Province, until a chief judge has been appointed to fill the vacant function. During this period, the salary to the chief judge of the sessions whose jurisdiction is thus extended shall be increased in the proportion of one-third. However, the Lieutenant-Governor in Council may appoint, from amongst the judges of the sessions, a judge to fill the vacant function temporarily, pending a permanent ap- pointment.	Vacancy.

Remplacement temporaire.

Lorsque le juge en chef des sessions d'une division d'appel est temporairement empêché, par suite d'absence ou de maladie, d'exercer sa juridiction administrative, le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser un juge des sessions qu'il désigne à assumer provisoirement cette juridiction. Durant cette période d'absence ou de maladie, le juge ainsi autorisé exerce les fonctions de juge en chef des sessions dans la division d'appel pour laquelle il est désigné et reçoit le même traitement que celui que la loi attribue au juge en chef des sessions qu'il remplace.

Juge doyen.

Lorsqu'il y a plus d'un juge des sessions résidant dans un district judiciaire autre que celui où réside un juge en chef, le lieutenant-gouverneur en conseil peut en désigner un parmi eux pour agir comme juge doyen.

Devoirs.

Nonobstant toute disposition législative inconciliable, le juge doyen est chargé, dans le district où il réside, de la répartition du travail judiciaire, notamment de la distribution des causes et de la fixation des séances du tribunal. S. R. 1941, c. 15, a. 216; 10 Geo. VI, c. 12, a. 1; 13 Geo. VI, c. 19, a. 2; 14 Geo. VI, c. 50, a. 4; 14 Geo. VI, c. 51, a. 3; 14 Geo. VI, c. 52, a. 1; 15-16 Geo. VI, c. 30, a. 3; 2-3 Eliz. II, c. 29, a. 1; 4-5 Eliz. II, c. 20, a. 1; 5-6 Eliz. II, c. 48, a. 1; 6-7 Eliz. II, c. 20, a. 1; 9-10 Eliz. II, c. 14, a. 1.

Incompatibilité.

73. Aucun juge des sessions ne peut se livrer, ni directement ni indirectement, en qualité d'administrateur ou de gérant de corporation, de compagnie ou de maison d'affaires, non plus qu'en aucune autre manière, pour lui-même ou au compte d'autres personnes, à une occupation ou affaire autre que ses fonctions judiciaires, mais chacun d'eux est tenu de se consacrer exclusivement à ses fonctions judiciaires.

Emplois quasi-judiciaires.

Cependant, un juge des sessions peut agir comme président ou vice-président d'une commission, d'une régie, d'un office ou d'un comité institué en vertu d'une loi de la province et dont les membres sont nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil. Il est alors considéré en congé, sans traitement. Pour les fins de sa pension, il reste exclusivement régi par les dispositions législatives concernant la pen-

When the chief judge of the sessions of an appeal division is temporarily unable, by reason of absence or illness, to exercise his administrative jurisdiction, the Lieutenant-Governor in Council may authorize a judge of the sessions whom he designates to assume provisionally such jurisdiction. During such period of absence or illness, the judge so authorized shall exercise the functions of chief judge of the sessions in the appeal division for which he is designated and shall receive the same salary as that assigned by law to the chief judge of the sessions whom he replaces.

Temporary replacement.

When there is more than one judge of the sessions residing in a judicial district other than that in which the chief judge resides, the Lieutenant-Governor in Council may appoint one of them to act as senior judge.

Senior judge.

Notwithstanding any inconsistent legislative provision, the senior judge shall have charge, in the district in which he resides, of the distribution of judicial work, especially the allotment of cases and the fixation of sittings of the court. R. S. 1941, c. 15, s. 216; 10 Geo. VI, c. 12, s. 1; 13 Geo. VI, c. 19, s. 2; 14 Geo. VI, c. 50, s. 4; 14 Geo. VI, c. 51, s. 3; 14 Geo. VI, c. 52, s. 1; 15-16 Geo. VI, c. 30, s. 3; 2-3 Eliz. II, c. 29, s. 1; 4-5 Eliz. II, c. 20, s. 1; 5-6 Eliz. II, c. 48, s. 1; 6-7 Eliz. II, c. 20, s. 1; 9-10 Eliz. II, c. 14, s. 1.

Duties.

73. No judge of the sessions shall, either directly or indirectly, as director or manager of any corporation, company or firm, or in any other manner whatsoever, for himself or others, engage in any occupation or business other than his judicial duties; but every such judge shall devote himself exclusively to such judicial duties.

Incompatibility.

Nevertheless, a judge of the sessions may act as president or chairman, or as vice-president or vice-chairman, of a commission, board, bureau or committee instituted under a law of the Province, the members of which are appointed by the Lieutenant-Governor in Council. He shall then be deemed to be on leave of absence without salary. For the purposes of his pension, he shall remain subject solely to

Quasi-judicial employments.

sion des juges des sessions et le temps qu'il consacre à ses nouvelles fonctions s'ajoute à celui pendant lequel il a agi comme juge des sessions.

Juge arbitre. Un juge des sessions peut aussi, avec l'autorisation préalable du procureur général, remplir des fonctions d'arbitre ou faire partie d'un organisme remplissant ces fonctions. S. R. 1941, c. 15, a. 217; 9 Geo. VI, c. 20, a. 1; 13 Geo. VI, c. 19, a. 3, et c. 20, a. 3.

Traitement. 74. Chacun des juges en chef des sessions reçoit un traitement annuel de seize mille dollars et chacun des autres juges des sessions, un traitement annuel de quatorze mille dollars; ces traitements sont payés sur le fonds consolidé du revenu; et chacun de ces juges est tenu de remplir les devoirs de juge des sessions ainsi que tous les autres devoirs que lui impose, ou peut lui imposer, toute loi en vigueur en cette province. S. R. 1941, c. 15, a. 219; 13 Geo. VI, c. 19, a. 4; 1-2 Eliz. II, c. 29, a. 6; 5-6 Eliz. II, c. 26, a. 1; 7-8 Eliz. II, c. 22, a. 1.

Juges additionnels. 75. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut aussi nommer, par une commission sous le grand sceau de la province, un ou plusieurs de ces juges des sessions qu'il choisit parmi les juges de district, pour exercer les fonctions et devoirs de juges des sessions nommés en vertu de l'article 72, dans les cas d'absence ou d'incapacité d'agir d'un ou de plusieurs de ces derniers.

Traitement. Le lieutenant-gouverneur en conseil fixe le traitement annuel de chacun de ces juges des sessions à un montant n'excédant pas mille dollars, et ce traitement est payé à même le fonds consolidé du revenu.

Dispositions applicables. Sous tous les autres rapports, les dispositions de la loi relative aux juges des sessions nommés en vertu de l'article 72 s'appliquent à ceux dont la nomination est visée par le présent article. S. R. 1941, c. 15, a. 220; 13 Geo. VI, c. 20, a. 3; 1-2 Eliz. II, c. 29, a. 20.

Déstitution. 76. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut démettre ces juges des sessions

the legislative provisions respecting the pensions of judges of the sessions and the time which he devotes to his new duties shall be added to that during which he acted as a judge of the sessions.

A judge of the sessions may also, with the previous authorization of the Attorney-General, exercise the functions of arbitrator or be a member of an organization performing such functions. R. S. 1941, c. 15, s. 217; 9 Geo. VI, c. 20, s. 1; 13 Geo. VI, c. 19, s. 3, and c. 20, s. 3.

74. Each of the chief judges of the sessions shall receive an annual salary of sixteen thousand dollars, and each of the other judges of the sessions an annual salary of fourteen thousand dollars; such salaries shall be paid out of the consolidated revenue fund; and each such judge shall perform the duties of judge of the sessions as well as all other duties imposed upon him, or which may be imposed upon him, by any law in force in this Province. R. S. 1941, c. 15, s. 219; 13 Geo. VI, c. 19, s. 4; 1-2 Eliz. II, c. 29, s. 6; 5-6 Eliz. II, c. 26, s. 1; 7-8 Eliz. II, c. 22, s. 1.

75. The Lieutenant-Governor in Council may also appoint, by commission under the Great Seal of the Province, one or more of such judges of the sessions as he may choose from among the district judges, to perform the functions and duties of judges of the sessions appointed under section 72, in case of the absence or inability to act of one or more of the latter.

The Lieutenant-Governor in Council shall fix the annual salary of each of such judges of the sessions at an amount of not more than one thousand dollars, and such salary shall be paid out of the consolidated revenue fund.

In all other respects, the provisions of the law relating to judges of the sessions appointed under section 72 shall apply to those whose appointment is provided for by this section. R. S. 1941, c. 15, s. 220; 13 Geo. VI, c. 20, s. 3; 1-2 Eliz. II, c. 29, s. 20.

76. The Lieutenant-Governor in Council may dismiss such judges of the ses-

sur un rapport de la Cour du banc de la reine (juridiction d'appel), fait après enquête sur requête du procureur général; et, advenant quelques vacances dans cette charge, par décès, destitution ou autrement, il peut nommer d'autres juges des sessions pour remplir ces vacances. S. R. 1941, c. 15, a. 221.

sions upon a report of the Court of Queen's Bench (Appeal side) made after an inquiry upon the request of the Attorney-General; and, in case of any vacancy in the office, from death, dismissal or otherwise, may appoint other judges of the sessions to fill such vacancies. R. S. 1941, c. 15, s. 221.

Juges de
paix d'office.

77. Les juges des sessions respectivement, aussi bien que ceux qui peuvent les remplacer aux termes de l'article 76, sont, en vertu de leurs charges, juges de paix pour tous les districts, avec juridiction dans toute l'étendue de la province et sont revêtus de tous les droits et pouvoirs d'un ou de deux juges de paix, suivant le cas, quand même ils n'auraient pas la qualité foncière exigée par la loi de toute autre personne remplissant les fonctions de juge de paix.

77. The several judges of the sessions as well as those who may replace them, as provided by section 76, shall be, by virtue of their office, justices of the peace for every district, with jurisdiction throughout the Province, and have all the rights and powers of one or two justices of the peace, as the case may be, even though not possessing the real estate qualification required by law from other justices of the peace. *Ex officio justices of the peace.*

Jurisdiction.

Ils peuvent de plus exercer leur juridiction en matière pénale relevant de l'autorité du Parlement du Canada ou de la Législature de cette province, ainsi qu'en matière criminelle, dans toute l'étendue de la province, que cette juridiction leur soit attribuée à titre de juge des sessions ou de juge des sessions de la paix; et ils possèdent, quant à ces matières, les pouvoirs, autorité, droits et privilèges conférés par la loi à tout juge de district de cette province, en vertu de quelque loi du Parlement du Canada ou d'une loi quelconque. S. R. 1941, c. 15, a. 222; 13 Geo. VI, c. 20, a. 1; 1-2 Eliz. II, c. 29, a. 20.

They may moreover exercise their jurisdiction in penal matters coming under the authority of the Parliament of Canada or of the Legislature of this Province, as well as in criminal matters, in the whole extent of the Province, whether such jurisdiction be attributed to them as judges of the sessions or as judges of the sessions of the peace; and they shall possess, as to such matters, the powers, authority, rights and privileges conferred by law upon every district judge of this Province, under any law of the Parliament of Canada or any law whatsoever. R. S. 1941, c. 15, s. 222; 13 Geo. VI, c. 20, s. 1; 1-2 Eliz. II, c. 29, s. 20. *Jurisdiction.*

Serment.

78. Tout juge des sessions doit, avant d'entrer en fonctions, prêter, devant un juge en chef des sessions, le juge en chef de district ou le juge en chef adjoint de district, le serment d'office suivant:

78. Every judge of the sessions, before entering into office, shall take the following oath of office before a chief judge of the sessions, the Chief District Judge or the Associate Chief District Judge: *Oath.*

« Je, (nom et prénom), jure de remplir fidèlement, impartialement et honnêtement, au meilleur de ma capacité et de mes connaissances, tous les devoirs de juge des sessions et d'en exercer de même tous les pouvoirs. » S. R. 1941, c. 15, a. 223; 1-2 Eliz. II, c. 29, aa. 7 et 20.

"I, (name and surname), swear that I will faithfully, impartially and honestly, to the best of my knowledge and ability, fulfil all the duties and exercise all the powers of judge of the sessions." R. S. 1941, c. 15, s. 223; 1-2 Eliz. II, c. 29, ss. 7 and 20.

Séances.

79. La Cour des sessions de la paix est tenue aux époques et de la façon ci-après prescrites, dans chacun des districts

79. The Court of the Sessions of the Peace shall be held, at the times and in the manner hereinafter prescribed, in each *Sittings.*

de cette province, et elle est présidée par un juge des sessions. S. R. 1941, c. 15, a. 224.

district of the Province, and shall be presided over by a judge of the sessions. R. S. 1941, c. 15, s. 224.

Juridiction. 80. La Cour des sessions de la paix prend connaissance et décide de toutes les matières qui peuvent être de sa compétence et de sa juridiction. S. R. 1941, c. 15, a. 225.

80. The Court of the Sessions of the Peace shall try and decide all matters within its jurisdiction. R. S. 1941, c. 15, s. 225. **Jurisdiction.**

Québec et Montréal. 81. Dans les districts de Québec et de Montréal, la Cour des sessions de la paix tient ses séances au chef-lieu de chacun de ces districts tous les jours juridiques de l'année ou chaque fois que les affaires le requièrent. S. R. 1941, c. 15, a. 226.

81. In the districts of Québec and Montréal, the Court of the Sessions of the Peace shall hold its sittings at the chief-place of each of such districts, every juridical day in the year, or as despatch of business may require. R. S. 1941, c. 15, s. 226. **Québec and Montréal.**

Autres districts. 82. Dans chacun des districts judiciaires, autres que ceux de Québec et de Montréal, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par proclamation, ordonner la tenue de la Cour des sessions de la paix pour ces districts aux époques et aux endroits, dans chacun de ces districts, qu'il juge à propos. S. R. 1941, c. 15, a. 227.

82. In each judicial district other than those of Québec and Montréal, the Lieutenant-Governor in Council may, by proclamation, order the Court of the Sessions of the Peace to be held in such districts, at such times and at such places in each district as he may think proper. R. S. 1941, c. 15, s. 227. **Other districts.**

Greffier et députés. 83. Le greffier de la couronne et le ou les députés-greffiers de la couronne, dans les districts où il en a été nommé, sont le greffier et les députés-greffiers de la Cour des sessions de la paix et officiers de la cour.

83. The clerk of the Crown, and the deputy-clerk or clerks of the Crown, in districts where such are appointed, shall be the clerks and deputy-clerks of the Court of Sessions of the Peace and officers of such court. **Clerk and dep. clerks.**

Idem. Quand, dans un district, les fonctions de greffier de la couronne et de greffier de la paix sont remplies par des personnes différentes, il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de nommer Tune ou l'autre de ces personnes et son député comme greffier et député-greffier de la Cour des sessions de la paix et officiers de la dite cour. S. R. 1941, c. 15, a. 228.

Whenever in any district, the offices of clerk of the Crown and clerk of the peace are held by different persons, the Lieutenant-Governor in Council may appoint either of such persons and his deputy, to be clerk and deputy-clerk of the said court and officers thereof. R. S. 1941, c. 15, s. 228. **Idem.**

Devoirs du greffier. 84. Le greffier tient les archives de la cour et y inscrit toutes les procédures; il tient aussi des livres de comptes et fait rapport des procédures, de l'état de ses comptes et de toutes les informations qu'il a prises dans l'exercice de sa charge, chaque fois qu'il en est requis par le lieutenant-gouverneur en conseil. S. R. 1941, c. 15, a. 229.

84. The clerk shall be the keeper of the records of the court, and shall enter all proceedings therein. He shall also keep books of account, and shall make report of the proceedings of the court, of the state of his accounts and of all the information received by him in the discharge of the duties of his office, whenever required so to do by the Lieutenant-Governor in Council. R. S. 1941, c. 15, s. 229. **Duties of clerk.**

- Shérif.** 85. Le shérif de chaque district est également officier de la Cour des sessions de la paix, et est, dans l'étendue de son district, tenu d'obéir aux ordres du tribunal. S. R. 1941, c. 15, a. 230. **85.** The sheriff of each district shall be also an officer of the Court of the Sessions of the Peace, and, within his district, shall obey the orders of the court. R. S. 1941, c. 15, s. 230. Sheriff.
- Constables.** 86. Tous les constables et officiers de la paix en fonction au lieu où se tiennent les séances de la Cour des sessions de la paix, sont des officiers de cette cour et tenus d'obéir aux ordres du tribunal. S. R. 1941, c. 15, a. 231. **86.** All constables and peace officers in office at the place where the sessions of the Court of the Sessions of the Peace are held shall be officers of such court and be bound to obey its orders. R. S. 1941, c. 15, s. 231. Constables.
- Pouvoirs de la cour.** 87. La Cour des sessions de la paix a le pouvoir de punir, par l'amende ou l'emprisonnement, tout témoin dûment assigné qui refuse ou néglige de comparaître et de rendre témoignage devant elle, et toute personne qui refuse ou néglige de se soumettre à tout ordre ou d'exécuter tout jugement du tribunal. S. R. 1941, c. 15, a. 232. **87.** The Court of the Sessions of the Peace may punish, by fine or imprisonment, any witness who, though duly summoned, neglects or refuses to appear and to give testimony before it, or any person who refuses or fails to submit to any order or to carry out any judgment of the court. R. S. 1941, c. 15, s. 232. Contempt of court.
- Amendes.** 88. Cette amende ne doit jamais excéder la somme de quatre-vingts dollars, et l'emprisonnement la durée de deux mois. S. R. 1941, c. 15, a. 233. **88.** No such fine shall be more than eighty dollars, nor such imprisonment for more than two months. R. S. 1941, c. 15, s. 233. Fine.
- Règles de pratique.** 89. Les juges des sessions en fonction, ou la majorité d'entre eux, peuvent faire les règles de pratique nécessaires pour déterminer la procédure à suivre dans les causes mues devant eux et pour le maintien du bon ordre, du décorum et du fonctionnement de la cour. Ces règles doivent être approuvées par le lieutenant-gouverneur en conseil pour entrer en vigueur. S. R. 1941, c. 15, a. 234. **89.** The judges of sessions in office, or the majority of them, may make rules of practice necessary to define the procedure to be followed in causes before them, and for the keeping of good order and decorum, and for the efficient working of the court. Such rules shall be approved by the Lieutenant-Governor in Council before coming into force. R. S. 1941, c. 15, s. 234. Rules of practice.
- Application.** 90. L'article 124 s'applique, *mutatis mutandis*, aux juges des sessions. S. R. 1941, c. 15, a. 235a; 11 Geo. VI, c. 23, a. 1; 14-15 Geo. VI, c. 55, a. 3. **90.** Section 124 shall apply, *mutatis mutandis*, to the judges of sessions. R. S. 1941, c. 15, s. 235a; 11 Geo. VI, c. 23, s. 1; 14-15 Geo. VI, c. 55, s. 3. Application.
- § 2.—*De la pension des juges des sessions* § 2.—*Pensions of Judges of the sessions*
- Pension égale aux trois quarts.** 91. Une pension annuelle égale aux trois quarts du traitement attaché à la fonction de juge des sessions est accordée à tel juge qui, durant les vingt premières années d'exercice de sa charge, établit à la satisfaction du lieutenant-gouverneur en conseil qu'il est atteint d'une incapacité permanente l'empêchant d'en remplir **91.** An annual pension equal to three-fourths of the salary attached to the office of judge of the sessions shall be granted to any such judge who, during his first twenty years in office, establishes to the satisfaction of the Lieutenant-Governor in Council that he is afflicted with a permanent disability preventing him from Three-fourths pension.

utilement les fonctions et donne sa démission. S. R. 1941, c. 15, a. 236; 9 Geo. VI, c. 18, a. 2; 13 Geo. VI, c. 19, a. 5; 14-15 Geo. VI, c. 55, a. 4; 1-2 Eliz. II, c. 29, a. 8; 5-6 Eliz. II, c. 26, a. 2; 7-8 Eliz. II, c. 22, a. 2; 8-9 Eliz. II, c. 39, a. 4.

Démis-
sion après
20 ans.

92. Une pension annuelle égale aux trois quarts du traitement attaché à la fonction de juge des sessions est accordée à tel juge qui donne sa démission après avoir rempli sa charge durant au moins vingt ans. S. R. 1941, c. 15, a. 237; 7 Geo. VI, c. 11, a. 2; 9 Geo. VI, c. 18, a. 3; 10 Geo. VI, c. 12, a. 2; 13 Geo. VI, c. 19, a. 7; 14-15 Geo. VI, c. 55, a. 6; 1-2 Eliz. II, c. 29, a. 10; 5-6 Eliz. II, c. 26, a. 4; 7-8 Eliz. II, c. 22, a. 4; 8-9 Eliz. II, c. 39, a. 4.

Pension
égale
au traite-
ment, à
l'âge de
75 ans.

93. Lorsqu'un juge des sessions atteint l'âge de soixante-quinze ans, il cesse de remplir ses fonctions et est admis à la retraite; dans ce cas, il est accordé à tel juge une pension annuelle égale au traitement attaché à cette fonction.

Excep-
tion.

Cependant, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, lorsqu'il le croit conforme aux intérêts de la justice, autoriser tout juge des sessions à continuer l'exercice de ses fonctions après avoir atteint l'âge de soixante-quinze ans. Dans ce cas, l'admission à la retraite avec pension a lieu à compter de la démission de ce juge ou à la date fixée par le lieutenant-gouverneur en conseil dans cette autorisation. S. R. 1941, c. 15, a. 238; 10 Geo. VI, c. 12, a. 3; 13 Geo. VI, c. 19, a. 8; 14-15 Geo. VI, c. 55, a. 7; 1-2 Eliz. II, c. 29, a. 11; 5-6 Eliz. II, c. 26, a. 5; 7-8 Eliz. II, c. 22, a. 5; 8-9 Eliz. II, c. 39, a. 4.

Mise à la
retraite.

94. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, dans tous les cas où un juge des sessions est atteint d'une incapacité permanente l'empêchant de remplir utilement ses fonctions, mettre tel juge à sa retraite en lui accordant, selon le cas, la pension prévue à l'article 91 ou à l'article 92.

Procé-
dure.

L'incapacité permanente prévue au présent article est établie par la Cour du banc de la reine, juridiction d'appel, après enquête faite sur requête du procureur général. S. R. 1941, c. 15, a. 239; 13 Geo.

usefully performing his duties and resigns. R. S. 1941, c. 15, s. 236; 9 Geo. VI, c. 18, s. 2; 13 Geo. VI, c. 19, s. 5; 14-15 Geo. VI, c. 55, s. 4; 1-2 Eliz. II, c. 29, s. 8; 5-6 Eliz. II, c. 26, s. 2; 7-8 Eliz. II, c. 22, s. 2; 8-9 Eliz. II, c. 39, s. 4.

92. An annual pension equal to three-fourths of the salary attached to the office of judge of the sessions shall be granted to any such judge who resigns after having held office for at least twenty years. R. S. 1941, c. 15, s. 237; 7 Geo. VI, c. 11, s. 2; 9 Geo. VI, c. 18, s. 3; 10 Geo. VI, c. 12, s. 2; 13 Geo. VI, c. 19, s. 7; 14-15 Geo. VI, c. 55, s. 6; 1-2 Eliz. II, c. 29, s. 10; 5-6 Eliz. II, c. 26, s. 4; 7-8 Eliz. II, c. 22, s. 4; 8-9 Eliz. II, c. 39, s. 4.

Resigna-
tion after
20 years.

93. When a judge of the sessions reaches seventy-five years of age, he shall cease to hold office and shall be retired; in such case, an annual pension equal to the salary attached to such office shall be granted to such judge.

Pension
equal
to salary
at 75
years
of age.

Nevertheless the Lieutenant-Governor in Council, whenever he deems it to serve the interests of justice, may authorize any judge of the sessions to continue to hold office after having reached seventy-five years of age. In such case, retirement with a pension shall take place upon the resignation of such judge or on the date fixed by the Lieutenant-Governor in Council in such authorization. R. S. 1941, c. 15, s. 238; 10 Geo. VI, c. 12, s. 3; 13 Geo. VI, c. 19, s. 8; 14-15 Geo. VI, c. 55, s. 7; 1-2 Eliz. II, c. 29, s. 11; 5-6 Eliz. II, c. 26, s. 5; 7-8 Eliz. II, c. 22, s. 5; 8-9 Eliz. II, c. 39, s. 4.

Excep-
tion.

94. The Lieutenant-Governor in Council, in every case where a judge of the sessions is afflicted with a permanent disability preventing him from usefully performing his duties, may retire such judge and grant him the pension contemplated in section 91 or 92, as the case may be.

Retire-
ment.

The permanent disability referred to in this section shall be determined by the Court of Queen's Bench, sitting in appeal, after investigation made on the petition of the Attorney-General. R. S. 1941, c.

Pro-
cedure.

VI, c. 19, a. 9; 8-9 Eliz. II, c. 39, a. 4; 10-11 Eliz. II, c. 11, a. 1.

15, s. 239; 13 Geo. VI, c. 19, s. 9; 8-9 Eliz. II, c. 39, s. 4; 10-11 Eliz. II, c. 11, s. 1.

Effet. 95. Toute mise à la retraite en vertu des articles précédents a les mêmes effets qu'une démission acceptée. S. R. 1941, c. 15, a. 240; 6 Geo. VI, c. 15, a. 2; 9 Geo. VI, c. 18, a. 4; 13 Geo. VI, c. 19, a. 10; 14-15 Geo. VI, c. 55, a. 8; 1-2 Eliz. II, c. 29, a. 12; 5-6 Eliz. II, c. 26, a. 6; 7-8 Eliz. II, c. 22, a. 6; 8-9 Eliz. II, c. 34, a. 4.

95. Every retirement under the foregoing sections shall have the same effects as an accepted resignation. R. S. 1941, c. 15, s. 240; 6 Geo. VI, c. 15, s. 2; 9 Geo. VI, c. 18, s. 4; 13 Geo. VI, c. 19, s. 10; 14-15 Geo. VI, c. 55, s. 8; 1-2 Eliz. II, c. 29, s. 12; 5-6 Eliz. II, c. 26, s. 6; 7-8 Eliz. II, c. 22, s. 6; 8-9 Eliz. II, c. 34, s. 4.

Réduction de pension. 96. Si une personne qui touche une pension en vertu des dispositions du présent paragraphe vient à recevoir un traitement pour l'exercice de quelque charge sous le gouvernement de la province, il est déduit de ce traitement une somme égale au montant de sa pension. S. R. 1941, c. 15, a. 241.

96. If any person who receives a pension under the provisions of this subdivision receives a salary for holding any office under the Government of this Province, there shall be deducted from such salary an amount equal to the amount of his pension. R. S. 1941, c. 15, s. 241.

Pension à la veuve. 97. À compter du premier jour du mois qui suit le décès d'un juge des sessions, en fonctions ou à la retraite, une pension annuelle égale au quart du traitement attaché à la fonction de juge des sessions est accordée à sa veuve. Cette pension lui est versée sa vie durant et pendant viduité, par versements mensuels égaux, et elle est incessible et insaisissable. S. R. 1941, c. 15, a. 242; 13 Geo. VI, c. 19, a. 11; 1-2 Eliz. II, c. 29, a. 13; 3-4 Eliz. II, c. 30, a. 1; 6-7 Eliz. II, c. 20, a. 2; 7-8 Eliz. II, c. 23, a. 1; 8-9 Eliz. II, c. 39, a. 6; 10-11 Eliz. II, c. 11, a. 2.

97. From and after the first day of the month following the death of a judge of the sessions, in office or retired, an annual pension equal to one-fourth of the salary attached to the office of judge of the sessions shall be granted to his widow, such pension shall be paid for her lifetime while she remains a widow, in equal monthly instalments and shall be untransferable and unseizable. R. S. 1941, c. 15, s. 242; 13 Geo. VI, c. 19, s. 11; 1-2 Eliz. II, c. 29, s. 13; 3-4 Eliz. II, c. 30, s. 1; 6-7 Eliz. II, c. 20, s. 2; 7-8 Eliz. II, c. 23, s. 1; 8-9 Eliz. II, c. 39, s. 6; 10-11 Eliz. II, c. 11, s. 2.

Computation. 98. Les années pendant lesquelles un juge des sessions, un juge de district ou un juge de la Cour de bien-être social a rempli, à une époque antérieure à sa nomination comme tel, une fonction judiciaire à laquelle était attachée une pension en vertu de la présente loi, lui sont comptées pour les fins de sa pension comme titulaire de sa nouvelle fonction. S. R. 1941, c. 15, a. 242a; 11 Geo. VI, c. 23, a. 2; 15-16 Geo. VI, c. 30, a. 4; 1-2 Eliz. II, c. 29, a. 20.

98. The years during which a judge of the sessions, a district judge or a judge of the Social Welfare Court has held, at a time prior to his appointment as such, any judicial office to which a pension was attached by virtue of this act, shall be counted for the purposes of his pension as holder of his new office. R. S. 1941, c. 15, s. 242a; 11 Geo. VI, c. 23, s. 2; 15-16 Geo. VI, c. 30, s. 4; 1-2 Eliz. II, c. 29, s. 20.

« fonction de juge des sessions ». 99. Les mots « fonction de juge des sessions », dans les articles 91, 92, 93 et 97, désignent, dans le cas d'un juge

99. The words "office of judge of the sessions" in sections 91, 92, 93 and 97 mean, in the case of a chief judge of the sessions".

en chef des sessions, la fonction de tel juge en chef. S. R. 1941, c. 15, a. 2426; 7-8 Eliz. II, c. 23, a. 2; 8-9 Eliz. II, c. 39, a. 7.

Pensions viagères incessibles, etc.

100. Sous les réserves stipulées à l'article 97 quant aux pensions des veuves de juges de sessions, les pensions ci-dessus prévues sont viagères; elles sont payées mensuellement à même le fonds consolidé du revenu et elles sont incessibles et insaisissables. S. R. 1941, c. 15, a. 243; 13 Geo. VI, c. 19, a. 12; 3-4 Eliz. II, c. 30, a. 2; 8-9 Eliz. II, c. 39, a. 8.

sessions, the office of such chief judge. R. S. 1941, c. 15, s. 2426; 7-8 Eliz. II, c. 23, s. 2; 8-9 Eliz. II, c. 39, s. 7.

100. Subject to the reservations mentioned in section 97 respecting the pensions of widows of judges of the sessions, the pensions above provided for shall be for life; they shall be paid monthly out of the consolidated revenue fund and shall be untransferable and unseizable. R. S. 1941, c. 15, s. 243; 13 Geo. VI, c. 19, s. 12; 3-4 Eliz. II, c. 30, s. 2; 8-9 Eliz. II, c. 39, s. 8.

Pensions for life, unseizable, etc.

SECTION IV

DE LA COUR DE BIEN-ÊTRE SOCIAL

Établissement de « Cour de bien-être social ».

101. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut établir, par proclamation, pour tout district judiciaire ou groupe de districts judiciaires comprenant une cité ou une ville d'au moins cinquante mille âmes, au dernier recensement officiel, ou plusieurs cités ou villes atteignant ensemble cette population, une cour d'archives désignée sous le nom de « Cour de bien-être social du district, ou, selon le cas, des districts de (*compléter en nommant le ou les districts concernés*) ». S. R. 1941, c. 15, s. 266a; 14 Geo. VI, c. 10, a. 1.

Juges.

102. Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme, durant bonne conduite, par commission sous le grand sceau, des juges pour présider la Cour de bien-être social et il fixe le lieu de leur résidence.

Jurisdiction.

Leur juridiction s'étend à tous les districts judiciaires pour lesquels la Cour de bien-être social est établie. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut toutefois limiter leur juridiction à un ou plusieurs districts judiciaires déterminés.

Nombre de juges.

Le nombre de ces juges, y compris le juge en chef, ne doit pas excéder trente.

Avocats.

Les titulaires de ces fonctions sont choisis parmi les membres du Barreau de la province de Québec ayant au moins dix ans de pratique; ils doivent cesser d'exercer comme avocat dès leur nomination comme juges de ces cours et consacrer tout

DIVISION IV

THE SOCIAL WELFARE COURT

101. The Lieutenant-Governor in Council may establish, by proclamation, for any judicial district or group of judicial districts comprising a city or town of at least fifty thousand inhabitants, according to the last official census, or several cities or towns having together such population, a court of record designated under the name of the "Social Welfare Court of the district, or, as the case may be, of the districts of (*to complete by filling in the name of the district or districts concerned*)". R. S. 1941, c. 15, s. 266a; 14 Geo. VI, c. 10, s. 1.

102. The Lieutenant-Governor in Council shall appoint, during good behavior, by a commission under the Great Seal, judges to preside over the Social Welfare Court, and fix the place of their residence.

Their jurisdiction shall extend to all the judicial districts for which the Social Welfare Court is established. The Lieutenant-Governor in Council may however limit their jurisdiction to one or several specified judicial districts.

The number of such judges, the Chief Judge included, shall not exceed thirty.

The holders of such offices shall be appointed from amongst the members of the Bar of the Province of Quebec having at least ten years' practice; they must cease practising as soon as they are appointed judges of such courts and devote

Establishing "Social Welfare Court".

Jurisdiction.

Number of judges.

Lawyers.

leur temps à leurs fonctions judiciaires. S. R. 1941, c. 15, a. 2666; 14 Geo. VI, c. 10, a. 1; 4-5 Eliz. II, c. 31, a. 1; 8-9 Eliz. II, c. 39, a. 9; 9-10 Eliz. II, c. 14, a. 2; 12-13 Eliz. II, c. 12, a. 9.

full time to their judicial functions. R. S. 1941, c. 15, s. 2666; 14 Geo. VI, c. 10, s. 1; 4-5 Eliz. II, c. 31, s. 1; 8-9 Eliz. II, c. 39, s. 9; 9-10 Eliz. II, c. 14, s. 2; 12-13 Eliz. II, c. 12, s. 9.

Sup-
pléant.

103. Lorsqu'un juge de la Cour de bien-être social est absent ou incapable, pour toute autre cause, de remplir ses fonctions, le juge en chef de la Cour de bien-être social peut, avec l'assentiment du procureur général, lui désigner un suppléant.

103. When a judge of the Social Welfare Court is absent or unable, for any other cause, to perform his duties, the Chief Judge of the Social Welfare Court, with the assent of the Attorney-General, may designate a deputy for him. Deputy.

Durée
d'office,
etc.

Celui-ci exerce la juridiction du juge qu'il remplace, pendant l'absence de ce dernier. Il reçoit le traitement que fixe le procureur général. S. R. 1941, c. 15, a. 266c; 14 Geo. VI, c. 10, a. 1; 15-16 Geo. VI, c. 30, a. 5; 12-13 Eliz. II, c. 12, a. 10.

Such deputy shall exercise the jurisdiction of the judge whom he replaces, during the absence of the latter. He shall receive the remuneration fixed by the Attorney-General. R. S. 1941, c. 15, s. 266c; 14 Geo. VI, c. 10, s. 1; 15-16 Geo. VI, c. 30, s. 5; 12-13 Eliz. II, c. 12, s. 10. Term of office, etc.

Juge en
chef.

104. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer un juge en chef de la Cour de bien-être social, avec résidence à Québec ou à Montréal selon qu'il le détermine.

104. The Lieutenant-Governor in Council may appoint a Chief Judge of the Social Welfare Court with residence at Quebec or Montreal as he shall decide. Chief Judge.

Juge en
chef
adjoint.

Il peut aussi nommer un juge en chef adjoint de la Cour de bien-être social, avec résidence à Montréal, lorsque le juge en chef réside à Québec, et à Québec, lorsque le juge en chef réside à Montréal.

He may also appoint an Associate Chief Judge of the Social Welfare Court with residence at Montreal when the Chief Judge resides at Quebec, and at Quebec when the Chief Judge resides at Montreal. Associate Chief Judge.

Juridic-
tion.

La juridiction administrative du juge exerçant la fonction de juge en chef à Québec s'étend sur les districts judiciaires énumérés dans l'article 24 et celle du juge exerçant la fonction de juge en chef à Montréal, sur les districts judiciaires énumérés dans l'article 23.

The administrative jurisdiction of the judge acting as chief judge at Quebec shall extend to the judicial districts enumerated in section 24, and that of the judge acting as chief judge in Montreal, to the judicial districts enumerated in section 23. Jurisdiction.

Pouvoirs.

Les juges de la Cour de bien-être social sont soumis à la surveillance et à la direction de ces juges en chef, en ce qui concerne la distribution des causes, la tenue des séances, l'exécution du travail judiciaire et l'administration générale de la Cour de bien-être social.

The judges of the Social Welfare Court are subject to the supervision and direction of such chief judges, with regard to the distribution of cases, the holding of sittings, the carrying out of judicial work and the general administration of the Social Welfare Court. Powers.

Substitut
tempo-
raire.

Lorsque le juge en chef de la Cour de bien-être social ou le juge en chef adjoint est temporairement empêché, par suite d'absence ou de maladie, d'exercer sa juridiction administrative, le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser un juge de la Cour de bien-être social à assumer provisoirement cette juridiction. Durant cette période d'absence ou de mala-

When the Chief Judge of the Social Welfare Court or the Associate Chief Judge is temporarily prevented, by absence or illness, from exercising his administrative jurisdiction, the Lieutenant-Governor in Council may authorize a judge of the Social Welfare Court to assume such jurisdiction temporarily. During such period of absence or illness, the Temporary substitute.

die, le juge ainsi autorisé exerce les fonctions de juge en chef ou de juge en chef adjoint et reçoit le même traitement que la loi attribuée au juge en chef ou au juge en chef adjoint. S. R. 1941, c. 15, a. 266c; 14 Geo. VI, c. 10, a. 1; 4-5 Eliz. II, c. 31, a. 2; 5-6 Eliz. II, c. 48, a. 3; 12-13 Eliz. II, c. 12, a. 10.

judge so authorized shall exercise the functions of chief judge or associate chief judge and shall receive the same salary as is assigned by law to the Chief Judge or to the Associate Chief Judge. R. S. 1941, c. 15, s. 266d; 14 Geo. VI, c. 10, s. 1; 4-5 Eliz. II, c. 31, s. 2; 5-6 Eliz. II, c. 48, s. 3; 12-13 Eliz. II, c. 12, s. 10.

Traite-
ment.

105. Le traitement des juges de la Cour de bien-être social est déterminé par le lieutenant-gouverneur en conseil; il ne doit pas excéder seize mille dollars par année pour le juge en chef et le juge en chef adjoint et quatorze mille dollars par année pour les autres.

105. The salary of the judges of the Social Welfare Court shall be fixed by the Lieutenant-Governor in Council; it shall not exceed sixteen thousand dollars per annum for the Chief Judge and the Associate Chief Judge and fourteen thousand dollars per annum for the others.

Disposi-
tions ap-
plicables.

Les dispositions des articles 73, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 99 et 100 s'appliquent, *mutatis mutandis*, aux juges de la Cour de bien-être social. S. R. 1941, c. 15, a. 266g; 14 Geo. VI, c. 10, a. 1; 14-15 Geo. VI, c. 55, a. 9; 1-2 Eliz. II, c. 29, a. 14; 5-6 Eliz. II, c. 26, a. 7; 7-8 Eliz. II, c. 22, a. 7; 7-8 Eliz. II, c. 23, a. 3; 8-9 Eliz. II, c. 39, a. 10; 12-13 Eliz. II, c. 12, a. 11.

The provisions of sections 73, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 99 and 100 shall apply, *mutatis mutandis*, to the judges of the Social Welfare Court. R. S. 1941, c. 15, s. 266e; 14 Geo. VI, c. 10, s. 1; 14-15 Geo. VI, c. 55, s. 9; 1-2 Eliz. II, c. 29, s. 14; 5-6 Eliz. II, c. 26, s. 7; 7-8 Eliz. II, c. 22, s. 7; 7-8 Eliz. II, c. 23, s. 3; 8-9 Eliz. II, c. 39, s. 10; 12-13 Eliz. II, c. 12, s. 11.

Juridic-
tion.

106. La Cour de bien-être social est autorisée à connaître des cas de jeunes délinquants au sens de la Loi sur les jeunes délinquants (S. R. C. 1952, chap. 160).

106. The Social Welfare Court is authorized to take cognizance of cases of juvenile delinquents within the meaning of the Juvenile Delinquents Act (R. S. C. 1952, Chap. 160).

Idem.

En outre la juridiction de la Cour de bien-être social et de tout juge qui la préside s'étend

Moreover, the jurisdiction of the Social Welfare Court and of any judge presiding over it shall extend

a) à l'admission des enfants dans les écoles de protection de la jeunesse, par l'article 15 de la Loi des écoles de protection de la jeunesse (chap. 220);

(a) to the admission of children to youth protection schools under section 15 of the Youth Protection Schools Act (Chap. 220);

b) à l'adoption d'enfants, suivant la compétence attribuée par la Loi de l'adoption (chap. 218);

(b) to the adoption of children in accordance with the jurisdiction conferred by the Adoption Act (Chap. 218);

c) aux contraventions à des règlements municipaux commises par des enfants âgés de moins de dix-huit ans. S. R. 1941, c. 15, a. 266f; 14 Geo. VI, c. 10, a. 1; 15-16 Geo. VI, c. 30, a. 6; 4-5 Eliz. II, c. 61, a. 2.

(c) to infringements of municipal by-laws committed by children of less than eighteen years of age. R. S. 1941, c. 15, s. 266f; 14 Geo. VI, c. 10, s. 1; 15-16 Geo. VI, c. 30, s. 6; 4-5 Eliz. II, c. 61, s. 2.

Devoirs
des juges.

107. Tout juge de la Cour de bien-être social doit de plus, dans le territoire pour lequel elle est établie, s'employer à aider à la protection de l'enfance et aux bonnes relations entre conjoints. À ces fins,

107. Every judge of the Social Welfare Court shall moreover, in the territory for which it is established, strive for the protection of children and for good relations between consorts. For such purposes,

a) il conseille les personnes qui recourent à ses bons offices pour la réhabilitation des jeunes délinquants, la protection des enfants particulièrement exposés à des dangers moraux et physiques, en raison de leur milieu ou d'autres circonstances spéciales, et, généralement, il collabore à l'amélioration du sort de l'enfance malheureuse et négligée;

b) il agit comme conciliateur, lorsqu'il en est requis, dans tout différend entre conjoints ou entre parents et enfants. S. R. 1941, c. 15, a. 266g; 14 Geo. VI, c. 10, a. 1.

(a) he shall advise all persons who seek his good offices for the rehabilitation of juvenile delinquents, the protection of children who are particularly exposed to moral and physical dangers on account of their surroundings or other special circumstances, and in general, he shall collaborate in the improvement of the lot of unhappy and neglected children;

(b) he shall act as moderator, when so requested, in any dispute between consorts or between parents and children. R. S. 1941, c. 15, s. 266g; 14 Geo. VI, c. 10, s. 1.

Serment. **108.** Les juges de la Cour de bien-être social doivent, avant d'entrer en fonction, prêter, devant le juge en chef de la Cour de bien-être social, le juge en chef de district ou le juge en chef adjoint de district, le serment d'office suivant:

« Je, {nom et prénom}, jure de remplir fidèlement, impartialement et honnêtement, au meilleur de ma capacité et de mes connaissances, tous les devoirs de juge de la Cour de bien-être social et d'en exercer de même tous les pouvoirs. » S. R. 1941, c. 15, a. 266h; 14 Geo. VI, c. 10, a. 1; 15-16 Geo. VI, c. 30, a. 7; 1-2 Eliz. II, c. 29, a. 20.

108. Judges of the Social Welfare Court, before entering upon their functions, shall take the following oath of office before the Chief Judge of the Social Welfare Court, the Chief District Judge or the Associate Chief District Judge:

"I, (name and surname), swear that I will faithfully, impartially and honestly, to the best of my knowledge and ability, fulfill all the duties and exercise all the powers of a judge of the Social Welfare Court." R. S. 1941, c. 15, s. 266h; 14 Geo. VI, c. 10, s. 1; 15-16 Geo. VI, c. 30, s. 7; 1-2 Eliz. II, c. 29, s. 20.

Siège de la cour. **109.** La Cour de bien-être social siège au chef-lieu du district judiciaire pour lequel elle est constituée; lorsqu'elle est établie pour un groupe de districts judiciaires, elle siège au chef-lieu de chacun d'eux.

Siège. Elle siège en outre à tout autre endroit désigné par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Jours juridiques. Elle peut tenir ses séances tous les jours juridiques. S. R. 1941, c. 15, a. 266i; 14 Geo. VI, c. 10, a. 1.

109. The Social Welfare Court shall sit at the chief place of the judicial district for which it is constituted; when it is established for a group of judicial districts it sits at the chief place of each of them.

It also sits at any other place fixed by the Lieutenant-Governor in Council.

It may hold its sittings on any juridical day. R. S. 1941, c. 15, s. 266i; 14 Geo. VI, c. 10, s. 1.

Greffier, etc. **110.** Un officier est nommé pour agir comme greffier de la Cour de bien-être social; d'autres peuvent lui être adjoints pour remplir les fonctions de députés-greffiers.

Devoirs. Le greffier a la garde des archives et il dresse procès-verbal des procédures à l'audience.

Pouvoirs. Il peut, lorsqu'il s'agit d'une matière relevant de l'autorité législative de la province et qu'il n'y a pas de juge présent

110. An officer shall be appointed to act as clerk of the Social Welfare Court; others may be appointed to assist him for the office of deputy-clerks.

The clerk is the custodian of the records and shall draw up minutes of the proceedings in court.

He may, when any matter pertaining to the legislative authority of the province is concerned and when there is no judge

ou capable d'agir, faire tout acte ou procédure de caractère ministériel; mais il ne peut rendre de jugement ni imposer de sentence. S. R. 1941, c. 15, a. 266j; 14 Geo. VI, c. 10, a. 1.

present or able to act, perform any act or procedure of an official character; but he cannot render any judgment or pronounce sentence. R. S. 1941, c. 15, s. 266j; 14 Geo. VI, c. 10, s. 1.

Député-greffier.

111. Tout député-greffier de la Cour de bien-être social possède les mêmes pouvoirs et remplit les mêmes fonctions que le greffier. S. R. 1941, c. 15, a. 266k; 14 Geo. VI, c. 10, a. 1.

111. Every deputy-clerk of the Social Welfare Court has the same powers and performs the same functions as the clerk. R. S. 1941, c. 15, s. 266k; 14 Geo. VI, c. 10, s. 1.

Nominations.

112. Le greffier, les députés-greffiers et les autres fonctionnaires et employés de la Cour de bien-être social sont nommés suivant les dispositions de la Loi du service civil (chap. 13). S. R. 1941, c. 15, a. 266l; 14 Geo. VI, c. 10, a. 1.

112. The clerk, the deputy-clerks and other officers and employees of the Social Welfare Court shall be appointed in conformity with the provisions of the Civil Service Act (Chap. 13). R. S. 1941, c. 15, s. 266l; 14 Geo. VI, c. 10, s. 1.

Attribution de pouvoirs.

113. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut néanmoins, hors des districts judiciaires de Montréal et de Québec, attribuer, aux conditions qu'il détermine, à tout greffier, député-greffier et autre fonctionnaire ou employé d'une cour de justice siégeant dans un district judiciaire l'exercice des pouvoirs et des fonctions de greffier, député-greffier, fonctionnaire et employé de la Cour de bien-être social siégeant dans ce district. S. R. 1941, c. 15, a. 266m; 14 Geo. VI, c. 10, a. 1.

113. The Lieutenant-Governor in Council may nevertheless, outside of the judicial districts of Montreal and Quebec, confer, under the conditions he may determine, upon any clerk, deputy-clerk and other officer or employee of any Court of Justice sitting in a judicial district, the exercise of the powers and functions of clerk, deputy-clerk, officer and employee of the Social Welfare Court sitting in such district. R. S. 1941, c. 15, s. 266m; 14 Geo. VI, c. 10, s. 1.

Shérif.

114. Le shérif est officier de la Cour de bien-être social lorsqu'elle siège au chef-lieu du district auquel il est attaché. S. R. 1941, c. 15, a. 266w; 14 Geo. VI, c. 10, a. 1.

114. The sheriff shall be an officer of the Social Welfare Court whenever it sits at the chief place of the district to which he is attached. R. S. 1941, c. 15, s. 266w; 14 Geo. VI, c. 10, s. 1.

Constables, etc.

115. Les constables et officiers de la paix sont d'office constables et officiers de la paix de la Cour de bien-être social dans le district judiciaire où ils exercent leurs fonctions. S. R. 1941, c. 15, a. 266o; 14 Geo. VI, c. 10, a. 1.

115. Constables and peace officers are *ex officio* constables and peace officers of the Social Welfare Court in the judicial districts where they exercise their functions. R. S. 1941, c. 15, s. 266o; 14 Geo. VI, c. 10, s. 1.

Salaires, etc.

116. Les salaires et frais de voyage des juges de la Cour de bien-être social sont payés sur le fonds consolidé du revenu.

116. The salaries and travelling expenses of the judges of the Social Welfare Court shall be paid out of the consolidated revenue fund.

Dépenses.

Les autres dépenses encourues pour l'exécution de la présente section sont payées sur les deniers votés annuellement, à cette fin, par la Législature. S. R. 1941, c. 15, a. 266p; 14 Geo. VI, c. 10, a. 1; 9-10 Eliz. II, c. 8, a. 4.

The other expenses occasioned by the application of this division shall be paid out of the moneys voted annually, for that purpose, by the Legislature. R. S. 1941, c. 15, s. 266p; 14 Geo. VI, c. 10, s. 1; 9-10 Eliz. II, c. 8, s. 4.

TROISIÈME PARTIE

PART III

DES TRIBUNAUX DE JURIDICTION MIXTE

COURTS OF MIXED JURISDICTION

SECTION I

DIVISION I

DE LA COUR DE MAGISTRAT

MAGISTRATES' COURTS

§ 1.—*Des juges de district, de leurs pouvoirs et de leurs officiers*

§ 1.—*District judges, their Powers and Officers*

Juges de district.

117. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer, par commission sous le grand sceau, un ou plusieurs juges de district dans un ou plusieurs districts en cette province, choisis parmi les avocats d'au moins dix ans de pratique, et qui, dès leur nomination, doivent cesser d'exercer leur profession. S. R. 1941, c. 15, a. 267; 10 Geo. VI, c. 12, a. 6; 1-2 Eliz. II, c. 29, a. 20.

117. The Lieutenant-Governor in Council may appoint, by commission under the Great Seal, one or more district judges in one or more districts in the Province, who shall be chosen from among the advocates of at least ten years' standing, and shall, upon their appointment, cease practising. R. S. 1941, c. 15, s. 267; 10 Geo. VI, c. 12, s. 6; 1-2 Eliz. II, c. 29, s. 20.

Juge en chef de district.

118. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer un juge en chef de district, avec résidence à Québec ou à Montréal selon qu'il le détermine.

118. The Lieutenant-Governor in Council may appoint a Chief District Judge, with residence at Quebec or at Montreal, as he shall determine.

Juge en chef adjoint de district.

Il peut aussi nommer un juge en chef adjoint de district, avec résidence à Montréal lorsque le juge en chef de district réside à Québec, et à Québec lorsque le juge en chef de district réside à Montréal.

He may also appoint an Associate Chief District Judge, with residence at Montreal when the Chief District Judge resides at Quebec, and at Quebec when the Chief District Judge resides at Montreal.

Juridiction.

La juridiction administrative du juge exerçant la fonction de juge en chef de district à Québec s'étend sur les districts judiciaires énumérés dans l'article 24 et celle du juge exerçant la fonction de juge en chef de district à Montréal, sur les districts judiciaires énumérés dans l'article 23.

The administrative jurisdiction of the judge exercising the functions of chief district judge at Quebec shall extend to the judicial districts enumerated in section 24 and that of the judge exercising the functions of chief district judge at Montreal to the judicial districts enumerated in section 23.

Pouvoirs des juges.

Spécialement, ces juges ont, relativement à la Cour de magistrat, les mêmes pouvoirs que possèdent le juge en chef et le juge en chef adjoint de la Cour supérieure relativement à cette cour et à ses juges.

In particular, such judges shall have, respecting the Magistrate's Court, the same powers as the Chief Justice and the Associate Chief Justice of the Superior Court respecting the said Court and the judges thereof.

Surveillance, etc.

Les juges de district sont soumis à la surveillance, aux ordres et au contrôle de ces juges en chef en ce qui regarde la distribution des causes, la tenue des séances et généralement toutes matières d'administration qui les concernent.

The district judges shall be subject to the supervision, orders and control of such chief judges as regards the distribution of cases, the holding of sittings and generally all administrative matters concerning them.

Vacance.

Lorsque la fonction de juge en chef de district ou celle de juge en chef adjoint de district devient vacante, la juridiction

When the office of Chief District Judge or that of Associate Chief District Judge becomes vacant, the administrative juris-

administrative de celui qui reste en fonction s'étend à toute la province jusqu'à la nomination d'un titulaire à la fonction vacante. Pendant cette période, le traitement du juge dont la juridiction est ainsi étendue est augmenté dans la proportion d'un tiers. Toutefois, le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer, parmi les juges de district, un titulaire pour remplir temporairement la fonction vacante en attendant une nomination définitive.

Remplacement temporaire.

Lorsque le juge de district exerçant les fonctions de juge en chef de district dans une division d'appel est temporairement empêché, par suite d'absence ou de maladie, d'exercer sa juridiction administrative, le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser un juge de district qu'il désigne à assumer provisoirement cette juridiction. Durant cette période d'absence ou de maladie, le juge ainsi autorisé exerce les fonctions de juge en chef de district dans la division d'appel pour laquelle il est désigné et reçoit le même traitement que celui que la loi attribue au juge en chef de district qu'il remplace.

Juge doyen.

Lorsqu'il y a plus d'un juge de district résidant dans un district judiciaire autre que celui où réside un juge remplissant les fonctions de juge en chef de district, le lieutenant-gouverneur en conseil peut en désigner un parmi eux pour agir comme juge doyen.

Devoirs.

Nonobstant toute disposition législative inconciliable, le juge doyen est chargé, dans le district où il réside, de la répartition du travail judiciaire, notamment de la distribution des causes et de la fixation des séances du tribunal. S. R. 1941, c. 15, a. 268; 9 Geo. VI, c. 18, a. 6; 13 Geo. VI, c. 19, a. 15; 14 Geo. VI, c. 50, a. 5; 14 Geo. VI, c. 51, a. 4; 14 Geo. VI, c. 52, a. 2; 1-2 Eliz. II, c. 29, a. 20; 4-5 Eliz. II, c. 20, a. 2; 5-6 Eliz. II, c. 48, a. 2.

Terme d'office.

119. Tout juge de district reste en office durant bonne conduite, et ne peut être démis que conformément à l'article 76. S. R. 1941, c. 15, a. 269; 1-2 Eliz. II, c. 29, a. 20.

Éligibilité.

120. Il n'est pas nécessaire qu'un juge de district possède de qualité foncière. S. R. 1941, c. 15, a. 270; 1-2 Eliz. II, c. 29, a. 20.

diction of the one who remains in office shall extend to the whole Province until a chief justice has been appointed to fill the vacant office. During such period, the salary of the judge whose jurisdiction is thus extended shall be increased in the proportion of one-third. Nevertheless, the Lieutenant-Governor in Council may appoint, from amongst the district judges, a judge to fill the vacant office temporarily, pending a permanent appointment.

When the district judge exercising the functions of chief district judge in an appeal division is temporarily unable, by reason of absence or illness, to exercise his administrative jurisdiction, the Lieutenant-Governor in Council may authorize a district judge whom he designates to assume provisionally such jurisdiction. During such period of absence or illness, the judge so authorized shall exercise the functions of chief district judge in the appeal division for which he is designated and shall receive the same salary as that assigned by law to the chief district judge whom he replaces.

Temporary replacement.

When there is more than one district judge residing in a judicial district other than that in which the judge performing the duties of chief district judge resides, the Lieutenant-Governor in Council may designate one of them to act as senior judge.

Senior judge.

Notwithstanding any inconsistent legislative provision, the senior judge shall have charge, in the district in which he resides, of the distribution of judicial work, specially the allotment of cases and the fixation of sittings of the court. R. S. 1941, c. 15, s. 268; 9 Geo. VI, c. 18, s. 6; 13 Geo. VI, c. 19, s. 15; 14 Geo. VI, c. 50, s. 5; 14 Geo. VI, c. 51, s. 4; 14 Geo. VI, c. 52, s. 2; 1-2 Eliz. II, c. 29, s. 20; 4-5 Eliz. II, c. 20, s. 2; 5-6 Eliz. II, c. 48, s. 2.

Duties.

119. Every district judge shall hold office during good behaviour, and may not be dismissed except according to the provisions of section 76. R. S. 1941, c. 15, s. 269; 1-2 Eliz. II, c. 29, s. 20.

Term of office.

120. No district judge need possess any property qualification. R. S. 1941, c. 15, s. 270; 1-2 Eliz. II, c. 29, s. 20.

Qualification.

Serment.

121. Tout juge de district doit, avant d'entrer en fonctions, prêter, devant un juge en chef des sessions, le juge en chef de district ou le juge en chef adjoint de district, le serment d'office suivant:

« Je, [*nom et prénom*], jure de remplir fidèlement, impartialement et honnêtement, au meilleur de ma capacité et de mes connaissances, tous les devoirs de juge de district et d'en exercer de même tous les pouvoirs. » S. R. 1941, c. 15, a. 270a; 1-2 Eliz. II, c. 29, aa. 15 et 20.

Résidence.

122. Les juges de district doivent résider dans les districts ou l'un des districts pour lesquels ils ont été nommés, et aux endroits qui leur sont assignés par le lieutenant-gouverneur en conseil. S. R. 1941, c. 15, a. 271; 9 Geo. VI, c. 18, a. 7; 1-2 Eliz. II, c. 29, a. 20.

Traitements.

123. Le juge en chef de district et le juge en chef adjoint de district reçoivent chacun un traitement annuel de seize mille dollars, et chacun des autres juges reçoit un traitement annuel de quatorze mille dollars. Ces traitements sont payés sur le fonds consolidé du revenu. S. R. 1941, c. 15, a. 272; 9 Geo. VI, c. 18, a. 8; 9 Geo. VI, c. 20, a. 2; 13 Geo. VI, c. 19, a. 16; 1-2 Eliz. II, c. 29, aa. 16 et 20; 5-6 Eliz. II, c. 26, a. 8; 7-8 Eliz. II, c. 22, a. 8.

Allocation de dépenses.

124. Lorsqu'un juge de district doit voyager pour l'exercice de ses fonctions il lui est payé, à titre d'allocation de dépenses, en outre de ses frais réels de transport, pour chaque jour d'absence de l'endroit qui lui est assigné pour sa résidence, y compris le temps de l'aller et du retour, une somme de sept dollars et demi pour frais de repas, plus une somme de sept dollars et demi pour frais de logement lorsque l'absence comprend une nuit, le tout subordonné aux dispositions suivantes.

Autorisation.

Aucuns frais de transport et aucune allocation de dépenses ne lui sont payés pour siéger hors du district ou des districts qui lui sont spécialement assignés, à moins qu'il n'en ait obtenu au préalable l'autorisation du juge en chef dont il relève.

Certificat.

La demande de paiement des frais de transport et de l'allocation de dépenses

121. Before entering into office, every district judge shall take the following oath of office before a chief justice of the sessions, the Chief District Judge or the Associate Chief District Judge:

"I, (*name and surname*), swear that I will faithfully, impartially and honestly, to the best of my knowledge and ability, fulfil all the duties and exercise all the powers of district judge." R. S. 1941, c. 15, s. 270a; 1-2 Eliz. II, c. 29, ss. 15 and 20.

122. Every district judge shall reside in the district or in one of the districts for which he has been appointed, and at such places as shall be assigned to him by the Lieutenant-Governor in Council. R. S. 1941, c. 15, s. 271; 9 Geo. VI, c. 18, s. 7; 1-2 Eliz. II, c. 29, s. 20.

123. The Chief District Judge and the Associate Chief District Judge shall each receive an annual salary of sixteen thousand dollars, and each of the other judges shall receive an annual salary of fourteen thousand dollars. Such salaries shall be paid out of the consolidated revenue fund. R. S. 1941, c. 15, s. 272; 9 Geo. VI, c. 18, s. 8; 9 Geo. VI, c. 20, s. 2; 13 Geo. VI, c. 19, s. 16; 1-2 Eliz. II, c. 29, ss. 16 and 20; 5-6 Eliz. II, c. 26, s. 8; 7-8 Eliz. II, c. 22, s. 8.

124. When a district judge must travel in the performance of his duties, he shall be paid, as an expense allowance, in addition to his actual travelling expenses, for each day of absence from the place assigned to him as his residence, including the time for going and returning, a sum of seven dollars and a half for the cost of meals, plus a sum of seven dollars and a half for the cost of lodging when the absence includes a night, the whole subject to the following provisions.

No travelling expenses and no expense allowance shall be paid him for sitting outside the district or districts especially assigned to him unless he has first received the authorization of the chief judge under whose jurisdiction he is placed.

The application for payment of the travelling expenses and the expense allow-

Oath.

Residence.

Salaries.

Expense allowance.

Authorization.

Certificate.

doit être accompagnée d'un certificat signé par le juge, établissant l'exactitude du nombre de jours et, le cas échéant, du nombre de nuits pour lesquels il demande l'allocation de dépenses, et l'exactitude du montant des frais réels de transport.

Fonds consolidé.

Les dépenses occasionnées par l'application des dispositions du présent article sont payées à même le fonds consolidé du revenu. S. R. 1941, c. 15, a. 273; 11 Geo. VI, c. 23, a. 5; 1-2 Eliz. II, c. 29, a. 20; 5-6 Eliz. II, c. 26, a. 9; 6-7 Eliz. II, c. 20, a. 3.

Pension.

125. Les articles 73, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 99 et 100 s'appliquent, *mutatis mutandis*, aux juges de district nommés en vertu de la présente section. S. R. 1941, c. 15, a. 274; 9 Geo. VI, c. 18, a. 9; 11 Geo. VI, c. 23, a. 6; 13 Geo. VI, c. 19, a. 17; 7-8 Eliz. II, c. 23, a. 4; 8-9 Eliz. II, c. 39, a. 11.

Jurisdiction:
Civile;

126. Tout juge de district peut:

1° Exercer sa juridiction en matière civile dans tous les districts judiciaires ou électoraux, les cités, villes et localités de la province où il existe une Cour de magistrat, qu'ils soient ou non compris dans l'étendue territoriale assignée au juge par sa commission;

Pénale.

2° Exercer sa juridiction en matière pénale relevant de l'autorité du Parlement du Canada ou de la Législature de cette province, ainsi qu'en matière criminelle, dans toute l'étendue de la province; et il y possède, quant à ces matières, les pouvoirs, autorité, droits et privilèges conférés par la loi à un ou à plusieurs juges de paix en cette province, ainsi que les pouvoirs, autorité, droits et privilèges conférés par la loi à tout juge de district de cette province, en vertu de quelque loi du Parlement du Canada ou d'une loi quelconque. S. R. 1941, c. 15, a. 276; 1-2 Eliz. II, c. 29, a. 20.

Pouvoirs.

127. Le juge de district préside, entend et décide toutes les poursuites et procédures devant la Cour de magistrat, et il exerce toutes les fonctions de juge de district qui sont requises ou autorisées par la loi; et généralement il agit dans

ance must be accompanied by a certificate signed by the judge, establishing the accuracy of the number of days, and of the number of nights if any, for which he requests the expense allowance, and the accuracy of the amount of the actual travelling expenses.

The expenditures occasioned by the application of the provisions of this section shall be paid out of the consolidated revenue fund. R. S. 1941, c. 15, s. 273; 11 Geo. VI, c. 23, s. 5; 1-2 Eliz. II, c. 29, s. 20; 5-6 Eliz. II, c. 26, s. 9; 6-7 Eliz. II, c. 20, s. 3.

125. Sections 73, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 99 and 100 shall apply, *mutatis mutandis*, to district judges appointed under this division. R. S. 1941, c. 15, s. 274; 9 Geo. VI, c. 18, s. 9; 11 Geo. VI, c. 23, s. 6; 13 Geo. VI, c. 19, s. 17; 7-8 Eliz. II, c. 23, s. 4; 8-9 Eliz. II, c. 39, s. 11.

126. Every district judge may:

Jurisdiction:
Civil matters;

(1) Exercise his jurisdiction in civil matters in all judicial districts, electoral districts, cities, towns and places in the Province where there exists a Magistrate's Court, whether they be comprised or not within the territory which has been assigned to him by his commission;

(2) Exercise his jurisdiction in any penal matter under the authority of the Parliament of Canada or of the Legislature of this Province, as well as in criminal matters, throughout the whole extent of the Province; and he shall have therein, in respect of such matters, all the powers, authority, rights and privileges by law vested in one or more justices of the peace of this Province, as well as all the powers, authority, rights and privileges by law vested in any district judge of this Province under any act of the Parliament of Canada or any other law whatsoever. R. S. 1941, c. 15, s. 276; 1-2 Eliz. II, c. 29, s. 20.

127. The district judge shall hold all such Magistrate's Court, and hear, try and determine all such suits and proceedings, and exercise all such functions, proper to a district judge, as are required or authorized by law; and generally he

toutes causes et matières en la manière autorisée et requise par la loi. S. R. 1941, c. 15, a. 277; 1-2 Eliz. II, c. 29, a. 20.

shall act in every case and matter in the manner authorized or required by law. R. S. 1941, c. 15, s. 277; 1-2 Eliz. II, c. 29, s. 20.

Greffier
d'office.

128. 1. Le greffier de la couronne ou le greffier de la paix est d'office, suivant la nature des procédures, le greffier du juge, quand ce dernier siège au chef-lieu du district dans les matières criminelles ou pénales.

128. (1) The clerk of the Crown or Clerk the clerk of the peace shall, according to *ex officio*. the nature of the proceedings, be *ex officio* the clerk of the judge, when the latter sits at the chief-place in the district in criminal or penal matters.

Greffier
d'office.

2. Le greffier de la Cour de magistrat est, d'office, le greffier du juge quand ce dernier siège dans les matières criminelles ou pénales ailleurs qu'au chef-lieu, mais dans un endroit où il existe une Cour de magistrat.

(2) The clerk of the Magistrate's Court Clerk shall be *ex officio* clerk of the judge when *ex officio*. the latter sits in criminal or penal matters at a place other than the chief-place, but where there exists a Magistrate's Court.

Nomina-
tion de
greffier.

3. Si le juge de district est appelé à siéger dans les matières criminelles ou pénales ailleurs qu'au chef-lieu, dans une localité où il n'y a pas de Cour de magistrat, il doit se nommer un greffier et aviser sans délai le procureur général et le greffier de la paix du district de cette nomination.

(3) If the district judge is required Appoint- to sit in criminal or penal matters in a ment by locality, other than the chief-place, where Magis- there is no Magistrate's Court, he shall trate. appoint his own clerk and forthwith notify the Attorney-General and the clerk of the peace of the district of such appointments

Consta-
bles.

4. Le juge de district peut nommer, dans les diverses localités du ressort de sa juridiction, lorsqu'il agit dans les matières criminelles ou pénales, les constables dont il peut avoir besoin pour exécuter ses ordres et pour nulle autre fin.

(4) Every district judge, when he acts Constable in criminal or penal matters, may appoint, in the different localities within the limits of his jurisdiction, the constables he may require to carry out his orders and for no other purpose.

Rémuné-
ration.

5. Ces greffiers et constables reçoivent pour rémunération les honoraires qui sont déterminés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

(5) The remuneration of such clerks and Remuner- constables shall consist of such fees as shall ation. be determined by the Lieutenant-Governor in Council.

Révoca-
tion.

6. Les nominations des greffiers et des constables faites par le juge de district sont valables jusqu'à révocation par lui ou par le procureur général. S. R. 1941, c. 15, a. 278; 1-2 Eliz. II, c. 29, a. 20.

(6) Every appointment of a clerk or Revoca- constable made by the district judge tion. shall stand good until revoked by him or by the Attorney-General. R. S. 1941, c. 15, s. 278; 1-2 Eliz. II, c. 29, s. 20.

Dossiers.

129. La personne agissant comme greffier du juge, ailleurs qu'au chef-lieu, doit déposer au greffe de la paix du district les dossiers et procédures après la décision finale de chaque cause, ou chaque fois qu'il en est requis par le juge de district. S. R. 1941, c. 15, a. 279; 1-2 Eliz. II, c. 29, a. 20.

129. The person acting as clerk of the Records. judge, other than at the chief-place, shall deposit in the office of the clerk of the peace of the district the records and proceedings, after the final decision in each case, or whenever he may be required so to do by the district judge. R. S. 1941, c. 15, s. 279; 1-2 Eliz. II, c. 29, s. 20.

Député-
greffier.

130. Au chef-lieu, le député-greffier de la couronne ou le député-greffier de la paix est, selon le cas et d'office, député-greffier du juge. S. R. 1941, c. 15, a. 280; 1-2 Eliz. II, c. 29, a. 20.

130. At the chief-place, the deputy- Deputy- clerk of the Crown or the deputy-clerk of clerk. the peace, as the case may be, shall be *ex officio* deputy-clerk of the judge. R. S. 1941, c. 15, s. 280; 1-2 Eliz. II, c. 29, s. 20.

- Huissiers.** **131.** Tout huissier de la Cour supérieure peut, et doit s'il en est requis, agir comme constable sous les ordres du juge de district, sans nomination spéciale à cette fin. S. R. 1941, c. 15, a. 281; 1-2 Eliz. II, c. 29, a. 20.
- Minutes.** **132.** Le greffier du juge doit tenir minutes de toutes les procédures adoptées par le juge de district ou faites devant lui; il doit aussi tenir des livres de comptes et faire les rapports requis par le procureur général ou par le juge en chef de district. S. R. 1941, c. 15, a. 282; 1-2 Eliz. II, c. 29, a. 20.
- Rapports.** **133.** Chaque juge de district doit voir à ce que son greffier remplisse fidèlement les devoirs qui lui sont assignés. Le juge de district doit en outre faire rapport de toutes les informations qu'il a prises dans l'exercice de sa charge, chaque fois qu'il en est requis par le lieutenant-gouverneur en conseil. S. R. 1941, c. 15, a. 283; 1-2 Eliz. II, c. 29, a. 20.
- Districts étrangers.** **134.** Le procureur général ou le juge en chef de district peuvent donner instruction à tout juge de district d'administrer la justice pour des périodes de temps déterminées, dans un ou des districts différents de celui ou de ceux pour lesquels il est nommé. S. R. 1941, c. 15, a. 284; 1-2 Eliz. II, c. 29, a. 20.
- Rapport par le juge en chef.** **135.** Le juge en chef de district et le juge en chef adjoint de district doivent transmettre au procureur général, à l'expiration de chaque mois, un rapport mentionnant les instructions par eux données en vertu de l'article 134, le nom de chaque juge auquel elles ont été données, l'endroit où ce dernier a été envoyé et la période de temps fixée. S. R. 1941, c. 15, a. 285; 9 Geo. VI, c. 18, a. 11; 1-2 Eliz. II, c. 29, a. 20.
- Rapport par juge.** **136.** Chaque juge doit transmettre au procureur général, à l'expiration de chaque mois, un rapport mentionnant:
- 1° Le nombre de causes entendues par lui pendant le mois;
 - 2° Le nom des parties;
 - 3° L'endroit et la date de l'audition;
- Bailiffs.** **131.** Every bailiff of the Superior Court may, and when required so to do, shall act as a constable under the orders of any district judge, without any special appointment for the purpose. R. S. 1941, c. 15, s. 281; 1-2 Eliz. II, c. 29, s. 20.
- Minutes.** **132.** The clerk of the district judge shall keep minutes of every proceeding had by and before such judge; he shall also keep books of account, and shall make returns when required so to do by the Attorney-General or by the Chief District Judge. R. S. 1941, c. 15, s. 282; 1-2 Eliz. II, c. 29, s. 20.
- Reports.** **133.** Every district judge shall see that his clerk faithfully fulfills the duties assigned to him. The district judge shall in addition report any information collected by him in the fulfilment of his duties, whenever thereunto required by the Lieutenant-Governor in Council. R. S. 1941, c. 15, s. 283; 1-2 Eliz. II, c. 29, s. 20.
- Districts.** **134.** The Attorney-General or the Chief District Judge may instruct any district judge to attend, for any specific time, any district or districts other than the district or districts for which he was appointed. R. S. 1941, c. 15, s. 284; 1-2 Eliz. II, c. 29, s. 20.
- Report by chief-judge.** **135.** The Chief District Judge and the Associate Chief District Judge shall transmit to the Attorney-General, at the end of each month, a report stating the instructions given by them in virtue of section 134, the name of each judge to whom they were given, the place where the latter has been sent and the period of time fixed. R. S. 1941, c. 15, s. 285; 9 Geo. VI, c. 18, s. 11; 1-2 Eliz. II, c. 29, s. 20.
- Report by judge.** **136.** Every judge shall transmit to the Attorney-General, at the end of each month, a report stating:
- (1) The number of cases heard by him during the month;
 - (2) The names of the parties;
 - (3) The place and the date of the hearing;

4° La date du jugement;

5° La nature du jugement.

Formu-
les.

Il est loisible au procureur général de faire faire ces rapports sur des formules préparées suivant ses instructions. S. R. 1941, c. 15, a. 286; 1-2 Eliz. II, c. 29, a. 20.

Procédu-
re pénale.

137. La Loi des poursuites sommaires (chap. 35) s'applique aux procédures devant les juges de district dans les matières pénales de la compétence de la Législature, lorsqu'il n'est pas édicté de dispositions spéciales incompatibles. S. R. 1941, c. 15, a. 287; 1-2 Eliz. II, c. 29, a. 20.

Pouvoirs
de juge de
paix.

138. Les lois de la Législature, par lesquelles quelque pouvoir ou quelque autorité est conféré à un ou à plusieurs juges de paix, s'appliquent également à ces juges. S. R. 1941, c. 15, a. 288; 1-2 Eliz. II, c. 29, a. 20.

§ 2.—Du tribunal et de ses officiers

Établis-
sement de
cours de
magis-
trat.

139. 1. Lorsqu'il le juge convenable, le lieutenant-gouverneur en conseil peut établir par proclamation, dans et pour chaque district judiciaire ou district électoral, ou dans et pour une localité quelconque dans cette province, une ou plusieurs cours de magistrat qui sont désignées d'après le nom du district judiciaire, du district électoral ou de la localité respectivement où ces cours peuvent être établies, comme suit: « Cour de magistrat pour le district judiciaire de (ou le district électoral de , ou la cité de , ou la ville de , ou la municipalité de », ou, suivant le cas, en nommant le district judiciaire, le district électoral ou la localité ».

Désigna-
tion.

2. Si plus d'une de ces cours est établie pour un district électoral, chacune d'elles, après la première, est en outre désignée sous le nom de la localité où cette cour, par proclamation ou arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil, peut être établie, comme suit: « Cour de magistrat pour le district électoral de (nom du district électoral) à (nom de la localité) ».

Cours
conti-
nuées.

3. Les cours de magistrat établies avant le 28 janvier 1874, continuent d'exister.

Nombre
des juges.

4. Le nombre des juges de district ne doit en aucun temps excéder soixante-

(4) The date of the judgment;

(5) The nature of the judgment.

The Attorney-General may cause such reports to be made on forms prepared under his instructions. R. S. 1941, c. 15, s. 286; 1-2 Eliz. II, c. 29, s. 20.

Forms.

137. The Summary Convictions Act (Chap. 35) shall apply to proceedings before district judges, with reference to penal matters within the jurisdiction of the Legislature, in the absence of special provisions contrary thereto. R. S. 1941, c. 15, s. 287; 1-2 Eliz. II, c. 29, s. 20.

Proce-
dure in
penal
matters.

138. Every act of the Legislature whereby any power or authority is conferred on one or more justices of the peace shall also apply to such judges. R. S. 1941, c. 15, s. 288; 1-2 Eliz. II, c. 29, s. 20.

Justice of
the peace.

§ 2.—The Court and its Officers

139. (1) The Lieutenant-Governor in Council may, when he thinks proper, establish, by proclamation, in and for each judicial or electoral district, or in and for any place in the Province, one or more Magistrate's Courts, called by the name of the judicial district, electoral district or place, as the case may be, where such courts may be established, to wit: "Magistrate's Court for the judicial district of , (or the City of , or the Town of , or the Municipality of " or as the case may be, mentioning the judicial district, electoral district or place).

Estab-
lishment
of Magis-
trates'
Courts.

(2) If more than one such court be established for an electoral district, each thereof other than the one first established shall further be called by the name of the place where such court may be established by proclamation or order-in-council, to wit: "Magistrate's Court for the Electoral District of (name of electoral district) at (name of place)".

Designa-
tion.

(3) All Magistrate's Courts established before the 28th of January, 1874, shall continue to exist.

Contin-
uance of
courts.

(4) The number of district judges shall at no time exceed sixty-six, including the

Number
of judges.

six, y compris le juge en chef de district et le juge en chef adjoint de district. S. R. 1941, c. 15, a. 289; 9 Geo. VI, c. 19, a. 2; 10 Geo. VI, c. 12, a. 7; 13 Geo. VI, c. 19, a. 18; 14-15 Geo. VI, c. 55, a. 10; 15-16 Geo. VI, c. 30, a. 8; 2-3 Eliz. II, c. 29, a. 2; 3-4 Eliz. II, c. 30, a. 3; 6-7 Eliz. II, c. 20, a. 4; 8-9 Eliz. II, c. 39, a. 12; 9-10 Eliz. II, c. 14, a. 3; 10-11 Eliz. II, c. 11, a. 3; 12-13 Eliz. II, c. 12, a. 12.

Chief District Judge and the Associate Chief District Judge. R. S. 1941, c. 15, s. 289; 9 Geo. VI, c. 19, s. 2; 10 Geo. VI, c. 12, s. 7; 13 Geo. VI, c. 19, s. 18; 14-15 Geo. VI, c. 55, s. 10; 15-16 Geo. VI, c. 30, s. 8; 2-3 Eliz. II, c. 29, s. 2; 3-4 Eliz. II, c. 30, s. 3; 6-7 Eliz. II, c. 20, s. 4; 8-9 Eliz. II, c. 39, s. 12; 9-10 Eliz. II, c. 14, s. 3; 10-11 Eliz. II, c. 11, s. 3; 12-13 Eliz. II, c. 12, s. 12.

Saguenay.

140. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut établir une ou plusieurs Cours de magistrat dans la partie du district électoral de Saguenay située à l'ouest des îles Jérémie exclusivement, avec la juridiction territoriale qu'il juge à propos d'assigner à chacune d'elles. Ces cours sont désignées en la manière indiquée en l'article 139.

Cours additionnelles.

Il peut aussi établir autant de Cours de magistrat additionnelles qu'il le juge convenable, dans les autres parties du district électoral de Saguenay situées à l'est des îles Jérémie, inclusivement et dans le district électoral de Duplessis. S. R. 1941, c. 15, a. 290; 8-9 Eliz. II, c. 28, a. 1.

140. The Lieutenant-Governor in Council may establish one or more Magistrate's Courts in that part of the electoral district of Saguenay situated to the west of the Jeremy Islands exclusively, with such territorial jurisdiction as he may deem expedient to assign to each. Such courts shall be designated in the manner indicated in section 139.

He may also establish as many additional Magistrate's Courts as he may deem expedient, in the other parts of the electoral district of Saguenay situated to and the east of the Jeremy Islands inclusively in the electoral district of Duplessis. R. S. 1941, c. 15, s. 290; 8-9 Eliz. II, c. 28, s. 1.

Jurisdiction.

141. Ces cours additionnelles sont tenues aux endroits et ont la juridiction territoriale que détermine le lieutenant-gouverneur en conseil, et ce dernier est autorisé à défrayer le coût des locaux nécessaires à la tenue de ces cours. Les dépenses sont payées sur le fonds consolidé du revenu. S. R. 1941, c. 15, a. 291.

141. Such additional courts shall be held at such places and shall have such territorial jurisdiction as the Lieutenant-Governor in Council shall determine, and the latter is authorized to defray the cost of the premises required for holding such courts. Such costs shall be paid out of the consolidated revenue fund. R. S. 1941, c. 15, s. 291.

Pouvoirs.

142. Ces cours additionnelles ont les pouvoirs et la compétence des autres Cours de magistrat. S. R. 1941, c. 15, a. 292; 1-2 Eliz. II, c. 18, a. 12.

142. Such additional courts shall have the powers and jurisdiction of other Magistrate's Courts. R. S. 1941, c. 15, s. 292; 1-2 Eliz. II, c. 18, s. 12.

Désignation.

143. Toute cour additionnelle est appelée la « Cour locale de magistrat pour (*nommant l'endroit*) », et est tenue tous les jours juridiques où le juge est présent, lesquels jours doivent être portés à la connaissance des parties par annonce ou autrement. S. R. 1941, c. 15, a. 293; 1-2 Eliz. II, c. 29, a. 20.

143. Every such additional court shall be called the "Local Magistrate's Court for (*naming the place at which it is held*)", and may be held on any juridical day upon which the judge is present, and which has been brought to the knowledge of the parties by notice or otherwise. R. S. 1941, c. 15, s. 293; 1-2 Eliz. II, c. 29, s. 20.

Chef-lieu.

144. La Cour de magistrat établie pour tout le district judiciaire siège au chef-lieu du district.

144. The Magistrate's Court established for the whole judicial district shall sit at the chief-place in the district.

- Autre endroit.** Dans les autres cas, le lieutenant-gouverneur en conseil fixe l'endroit où la Cour de magistrat doit être tenue. **Other place.** In other cases, the Lieutenant-Governor in Council may fix the place where the Magistrate's Court shall be held.
- Greffiers.** Le greffier de la Cour de magistrat est nommé par le lieutenant-gouverneur en conseil. **Clerk.** The clerk of the Magistrate's Court shall be appointed by the Lieutenant-Governor in Council.
- Honoraires.** Les greffiers des Cours de magistrat ne doivent prendre d'autres honoraires que ceux qui leur sont accordés par les tarifs ci-après mentionnés. **Remuneration.** The clerks of the Magistrate's Courts shall receive no other remuneration as such than such fees as they may be entitled to under the tariffs hereinafter mentioned.
- Saguenay et Duplessis.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut accorder à chacun des greffiers des Cours de magistrat établies dans et pour les districts électoraux de Saguenay et de Duplessis, en sus des honoraires qu'ils sont autorisés à recevoir en vertu des tarifs, telle rémunération additionnelle qu'il peut fixer conformément aux dispositions de la Loi du service civil (chap. 13). S. R. 1941, c. 15, a. 294; 7 Geo. VI, c. 9, a. 3; 1-2 Eliz. II, c. 29, a. 17; 8-9 Eliz. II, c. 28, a. 1. **Saguenay and Duplessis.** The Lieutenant-Governor in Council may grant to each of the clerks of the Magistrate's Courts established in and for the electoral districts of Saguenay and Duplessis, over and above the fees they are authorized to receive under the tariffs, such additional remuneration which he may fix according to the provisions of the Civil Service Act (Chap. 13). R. S. 1941, c. 15, s. 294; 7 Geo. VI, c. 9, s. 3; 1-2 Eliz. II, c. 29, s. 17; 8-9 Eliz. II, c. 28, s. 1.
- Constables.** **145.** La Cour de magistrat peut nommer les constables dont elle peut avoir besoin; ces constables reçoivent pour rémunération les honoraires qui sont déterminés par le lieutenant-gouverneur en conseil. S. R. 1941, c. 15, a. 295. **Constables.** **145.** The Magistrate's Court may appoint the constables it may require; the remuneration of such constables shall consist of such fees as shall be determined by the Lieutenant-Governor in Council. R. S. 1941, c. 15, s. 295.
- Huissiers.** **146.** Tout huissier de la Cour supérieure peut, et doit s'il en est requis, agir comme huissier ou comme constable de la Cour de magistrat, sans nomination spéciale à cette fin. S. R. 1941, c. 15, a. 296. **Bailiffs.** **146.** Every bailiff of the Superior Court may, and, when required so to do, shall act as a bailiff or as a constable of the Magistrate's Court without any special appointment for the purpose. R. S. 1941, c. 15, s. 296.
- Séances.** **147.** Les Cours de magistrat peuvent siéger tous les jours juridiques de l'année, conformément au paragraphe 9 de l'article 15 du Code de procédure civile, et, chaque fois que la dépêche des affaires le requiert, le juge de district peut ajourner la cour de jour en jour jusqu'à ce que toutes les affaires devant le tribunal soient terminées. **Sittings.** **147.** In conformity with sub-paragraph 9 of article 15 of the Code of Civil Procedure, Magistrate's Courts may sit on any juridical day, and, whenever the business before the court requires it, the district judge may adjourn the court from day to day until such business is disposed of.
- Proclamation.** Toutefois le lieutenant-gouverneur en conseil peut émettre une proclamation décrétant que les dispositions du premier alinéa de l'article 15 du Code de procédure civile s'appliquent à la Cour de magistrat y mentionnée nonobstant l'exception énoncée au paragraphe 9 du dit article. S. R. 1941, c. 15, a. 297; 1-2 Eliz. II, c. 29, a. 20. **Proviso.** Nevertheless, the Lieutenant-Governor in Council may order by proclamation that the provisions of the first paragraph of article 15 of the Code of Civil Procedure, notwithstanding the exception stated in sub-paragraph 9 of the said article, shall apply to the Magistrate's Court mentioned in such proclamation. R. S. 1941, c. 15, s. 297; 1-2 Eliz. II, c. 29, s. 20.

Absence
du juge.

148. Lorsque, à raison de maladie ou d'une autre cause, le juge ne peut présider une séance du tribunal, le greffier peut recevoir les rapports faits ce jour-là, faire l'appel des parties ou témoins assignés pour ce jour, entrer la comparution ou enregistrer le défaut des défendeurs, des parties ou des témoins assignés à comparaître, et ajourner la cour au jour suivant fixé pour la tenue de cette cour. S. R. 1941, c. 15, a. 298; 1-2 Eliz. II, c. 29, a. 20.

§ 3.—*De la juridiction du tribunal*

Juridic-
tion.

149. La juridiction de la Cour de magistrat en matière civile est réglée par le Code de procédure civile. S. R. 1941, c. 15, a. 299.

Juridic-
tion exclu-
sive.

150. La Cour de magistrat établie pour un district judiciaire, un district électoral ou une localité, a juridiction pour entendre et juger toutes les causes, matières ou choses visées par les articles 54, 55, 56 et 57 du Code de procédure civile, qui sont de la compétence de ladite Cour de magistrat dans ce district judiciaire, ce district électoral ou cette localité. S. R. 1941, c. 15, a. 300; 1-2 Eliz. II, c. 29, a. 17.

§ 4.—*De la procédure*

Procédu-
re civile.

151. La procédure en matière civile devant la Cour de magistrat est réglée au Code de procédure civile. S. R. 1941, c. 15, a. 311.

§ 5.—*Du tarif des honoraires*

Tarifs,
timbres.

152. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire des tarifs d'honoraires pour les procédures faites devant les juges de district ou la Cour de magistrat, en vertu de la présente section, et ordonner l'émission de timbres au moyen desquels s'effectue le paiement de ces honoraires, et il donne les ordres et fait les règlements qu'il juge convenables relativement à ces honoraires et à ces timbres. S. R. 1941, c. 15, a. 312; 1-2 Eliz. II, c. 29, a. 20.

Honori-
res.

153. Ces tarifs peuvent comprendre les honoraires des greffiers, huissiers, constables, crieurs ou autres officiers ou em-

Absence
of judge.

148. Whenever, on any day fixed for the holding of the Magistrate's Court, the district judge, owing to illness or any other cause, is unable to hold the court, the clerk of the court may receive all returns to be made on such day, and cause any party or witness summoned to appear on such day to be called, and enter his appearance or record his default, and may adjourn the court to the next following day appointed for the holding thereof. R. S. 1941, c. 15, s. 298; 1-2 Eliz. II, c. 29, s. 20.

§ 3.—*Jurisdiction of the Court*

Jurisdic-
tion.

149. The jurisdiction of the Magistrate's Court in civil matters shall be regulated by the Code of Civil Procedure. R. S. 1941, c. 15, s. 299.

Exclusive
jurisdic-
tion.

150. The Magistrate's Court established for a judicial district, electoral district or place shall have jurisdiction to try and determine all cases, matters or things within the purview of articles 54, 55, 56 and 57 of the Code of Civil Procedure, which are within the competence of such Magistrate's Court in such judicial district, electoral district or place. R. S. 1941, c. 15, s. 300; 1-2 Eliz. II, c. 29, s. 17.

§ 4.—*Procedure*

Proce-
dure in
civil
matters.

151. Procedure in civil matters before the Magistrate's Court shall be regulated by the Code of Civil Procedure. R. S. 1941, c. 15, s. 311.

§ 5.—*Tariff of Fees*

Tariff
stamps.

152. The Lieutenant-Governor in Council may make tariffs of fees to be paid upon proceedings before district judges or before the Magistrate's Court in virtue of this division, and may cause stamps to be issued for the payment of such fees, and may make such regulations and orders concerning such fees and stamps as he may deem expedient. R. S. 1941, c. 15, s. 312; 1-2 Eliz. II, c. 29, s. 20.

153. Such tariffs may include any fees for clerks, bailiffs, constables, criers or other officers or persons engaged in the

ployés au service de ces tribunaux ou de ces juges, de même que les honoraires exigibles sur les procédures et les matières litigieuses du ressort de tels tribunaux et de l'office du juge de district ou qui leur sont incidentes. S. R. 1941, c. 15, a. 313; 1-2 Eliz. II, c. 29, a. 20.

service of such courts or judges, and also for and upon all proceedings and matters pertaining to the said courts and office of district judge or incident thereto. R. S. 1941, c. 15, s. 313; 1-2 Eliz. II, c. 29, s. 20.

§ 6.—Dispositions diverses

154. La juridiction civile et criminelle des juges de district est concurrente, et une juridiction ne doit pas préjudicier à l'autre.

Exercice. Les deux peuvent être exercées le même jour, et l'exercice d'une juridiction peut être suspendu pour permettre au juge d'exercer l'autre et de faire tout acte qui est de son ressort, et peut être repris ensuite. S. R. 1941, c. 15, a. 315; 1-2 Eliz. II, c. 29, a. 20.

Païement des amendes. **155.** Tous les deniers provenant de pénalités, confiscations et amendes, imposées par un juge de district, ou par la Cour de magistrat, sont payés au greffier du juge de district ou au greffier de la Cour de magistrat, selon le cas.

Transmission des deniers. À moins que le greffier qui reçoit les deniers ci-dessus ne soit le greffier de la couronne ou le greffier de la paix, il doit les transmettre sans délai au greffier de la paix du district.

Remise des deniers. Le greffier de la couronne et le greffier de la paix doivent faire remise des deniers perçus par eux conformément à la loi. S. R. 1941, c. 15, a. 316; 1-2 Eliz. II, c. 29, a. 20.

Interprétation. **156.** La présente section doit être interprétée comme s'appliquant aux matières du ressort exclusif de la Législature, et doit être considérée comme le complément des dispositions analogues faites par le Parlement du Canada, concernant des matières qui sont de son ressort exclusif. S. R. 1941, c. 15, a. 317; 1-2 Eliz. II, c. 29, a. 20.

§ 7.—De l'abolition de la cour

Proclamation. **157.** Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'abolir, par proclamation, toute Cour de magistrat qu'il juge

§ 6.—Miscellaneous

154. The civil and criminal jurisdiction of district judges shall be concurrent, and shall not interfere the one with the other.

Exercice. Both jurisdictions may be exercised on the same day, and the exercise of one may be suspended to allow the judge to do any act or perform any duty belonging to the other, and may be again resumed. R. S. 1941, c. 15, s. 315; 1-2 Eliz. II, c. 29, s. 20.

155. All moneys arising from penalties, forfeitures or fines imposed by any district judge or Magistrate's Court shall be paid to the clerk of the district judge or to the clerk of the Magistrate's Court, as the case may be.

Transmission. Unless the clerk who receives the above moneys be the clerk of the Crown or the clerk of the peace, he shall transmit them forthwith to the clerk of the peace of the district.

Remittance. The clerk of the Crown and the clerk of the peace shall remit the moneys collected by them according to law. R. S. 1941, c. 15, s. 316; 1-2 Eliz. II, c. 29, s. 20.

Interpretation. **156.** This Division shall be interpreted as applying only to such matters as are within the exclusive control of the Legislature, and shall be held to supplement any like provisions enacted by the Parliament of Canada as regards matters within its exclusive control. R. S. 1941, c. 15, s. 317; 1-2 Eliz. II, c. 29, s. 20.

§ 7.—Abolition of such Courts

Proclamation. **157.** The Lieutenant-Governor in Council may, by proclamation, abolish any Magistrate's Court he may deem

à propos; et, à dater du jour fixé à cet effet dans la proclamation, la cour cesse d'être tenue. S. R. 1941, c. 15, a. 318.

proper; and, from and after the day fixed by such proclamation, the court shall no longer be held. R. S. 1941, c. 15, s. 318.

Trans-
mission
des dos-
siers.

158. Les dossiers, registres, documents et archives d'une Cour de magistrat abolie sous l'empire du présent paragraphe, en possession du greffier de la cour ou de toute autre personne, sont transmis, sans délai, au greffe d'une autre Cour de magistrat indiquée dans la proclamation, pour faire partie des archives de cette autre Cour de magistrat. S. R. 1941, c. 15, a. 319.

158. The records, registers, documents and archives of every Magistrate's Court, abolished under the authority of this subdivision, whether they be in the possession of the clerk of such court or any other person, shall be sent without delay to the office of the clerk of the other Magistrate's Court specified in the proclamation, and shall form part of the archives of such other Magistrate's Court. R. S. 1941, c. 15, s. 319.

Délai et
contra-
vention.

159. Sous peine d'une amende de dix dollars ou d'un emprisonnement de quinze jours, pour chaque jour de refus ou de négligence, tout greffier ou toute autre personne ayant en sa possession des dossiers, registres, documents et archives d'une Cour de magistrat abolie, sont tenus de faire cette transmission sous huit jours à compter de la date de la suppression du tribunal. S. R. 1941, c. 15, a. 320.

159. Every clerk or other person having in his possession records, registers, documents or archives of a Magistrate's Court which has been abolished, shall make such transmission within eight days from the date at which such court ceased to be held, under penalty of a fine of ten dollars or imprisonment for fifteen days, for every day that he shall refuse or neglect so to do. R. S. 1941, c. 15, s. 320.

Frais de
transmis-
sion.

160. Les frais et déboursés nécessaires pour opérer cette transmission sont à la charge de la province. S. R. 1941, c. 15, a. 321.

160. The costs and disbursements necessitated by such transmission shall be at the expense of the Province. R. S. 1941, c. 15, s. 321.

Pouvoir
du procu-
reur gé-
néral.

161. Sur le refus du greffier ou de toute autre personne ayant la garde de ces documents de les transmettre dans le délai prescrit, le procureur général peut autoriser toute personne de confiance à en prendre possession et à les transmettre au greffe du tribunal indiqué dans la proclamation. S. R. 1941, c. 15, a. 322.

161. On the refusal by such clerk or such other person to transmit any such document within the prescribed delay, the Attorney-General may authorize a competent person to take possession thereof and to transmit it to the office of the court mentioned in the proclamation. R. S. 1941, c. 15, s. 322.

Causes
pendan-
tes.

162. Après la transmission des dossiers, documents et archives d'une Cour de magistrat supprimée au greffe d'une autre Cour de magistrat indiquée, toutes les procédures pendantes et les jugements non exécutés sont, sujet aux articles 163, 164 et 165, continués et mis à exécution devant la Cour de magistrat où les causes ont été transmises, comme si ces causes avaient eu leur origine devant cette cour. S. R. 1941, c. 15, a. 323.

162. After the records, registers, documents and archives of a Magistrate's Court which has been abolished have been transmitted to the office of the clerk of another Magistrate's Court indicated, all proceedings pending and all judgments not executed in such Magistrate's Court shall, subject to the provisions of sections 163, 164 and 165, be continued and executed before the Magistrate's Court where the cases have been sent, as if such cases had originated before such court. R. S. 1941, c. 15, s. 323.

Suspension des délais.

163. Les délais de procédures sont suspendus depuis le jour de la suppression du tribunal jusqu'au vingtième jour qui suit la réception des dossiers par la Cour du magistrat. S. R. 1941, c. 15, a. 324.

163. All delays of procedure shall be suspended from the day the court is abolished until the twentieth day that follows the receipt of the records by the Magistrate's Court. R. S. 1941, c. 15, s. 324.

Numéro de la cause.

164. Le numéro de la cause devient, après cette transmission, celui que lui a donné le greffier de la Cour de magistrat où elle a été transmise. S. R. 1941, c. 15, a. 325.

164. Each case after such transmission shall have such number as shall be given to it by the clerk of the Magistrate's Court to which it has been transmitted. R. S. 1941, c. 15, s. 325.

Avis non requis.

165. Aucun autre avis que ceux qui auraient été requis devant la Cour de magistrat, si elle n'avait pas été abolie, n'est nécessaire pour continuer les causes devant l'autre Cour de magistrat. S. R. 1941, c. 15, a. 326.

165. No notices other than those that would have been required before the Magistrate's Court, if it had not been abolished, shall be necessary to continue such cases before the other Magistrate's Court. R. S. 1941, c. 15, s. 326.

Transmission des dossiers.

166. Quand une Cour de magistrat a été abolie et que les dossiers, registres, documents et archives de cette cour ont été déposés au greffe d'une Cour de magistrat, conformément à l'article 158, il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'ordonner, par proclamation, la transmission de ces dossiers, registres, documents et archives au greffe d'une autre Cour de magistrat pour le district électoral où se trouvait la cour abolie. S. R. 1941, c. 15, a. 327.

166. When a Magistrate's Court has been abolished, and the records, registers, documents and archives of such court have been deposited in the office of a Magistrate's Court in accordance with section 158, the Lieutenant-Governor in Council may order by proclamation that such records, registers, documents and archives be transmitted to the office of another Magistrate's Court in the same electoral district within which the abolished court was situated. R. S. 1941, c. 15, s. 327.

Dispositions applicables.

167. Les articles 159 à 165 s'appliquent au cas prévu par l'article 166. S. R. 1941, c. 15, a. 328.

167. Sections 159 to 165 shall apply to the case provided for by section 166. R. S. 1941, c. 15, s. 328.

SECTION II

DU TRIBUNAL DES Juges DE PAIX

§ 1.—Des juges de paix dans les districts

A.—Nomination de ces juges de paix et leurs qualités

Résidence.

168. Les juges de paix nommés pour les différents districts de la province doivent être choisis parmi les personnes les plus compétentes, résidant dans ces districts. S. R. 1941, c. 15, a. 329.

Incompatibilité.

169. À moins qu'il n'en soit autrement décrété par une loi spéciale, aucun avocat ne peut être juge de paix pour aucun district de la province, tant qu'il

DIVISION II

COURTS OF JUSTICES OF THE PEACE

§ 1.—Justices of the Peace in the Districts

A.—Appointment and Qualification of Justices of the Peace

168. All justices of the peace appointed in the several districts of this Province shall be taken from the most fit and proper persons dwelling in the said districts respectively. R. S. 1941, c. 15, s. 329.

169. When not otherwise provided by any special act, no advocate shall be a justice of the peace in and for any district of this Province while he continues to

exerce sa profession. S. R. 1941, c. 15, a. 330.

practise his profession. R. S. 1941, c. 15, s. 330.

Qualités
requis.

170. À moins qu'il n'en soit autrement prescrit par statut, nul ne peut être juge de paix ni agir comme tel dans cette province,—excepté dans les districts électoraux des îles-de-la-Madeleine, de Duplessis et de Saguenay et dans les territoires d'Abitibi, de Mistassini, d'Ashuanipi et du Nouveau-Québec,—s'il ne possède, pour son propre usage et profit, en pleine propriété ou à titre d'emphytéose ou de bail pour la vie d'une ou plusieurs personnes, ou fait originellement pour un terme de pas moins de vingt et un ans, ou par usufruit-viager, des terres, biens-fonds ou autres propriétés immobilières, situées en cette province, de la valeur de six cents dollars ou plus, en sus de toutes charges dont ces terres, biens fonds ou propriétés immobilières sont grevés, et de toutes rentes et dettes dont ils peuvent assurer le paiement; et, si, avant d'agir comme juge de paix, il ne prête et souscrit, devant le greffier de la paix ou un juge de paix du district dans lequel il doit agir, ou devant quelque commissaire autorisé *per dedimus potestatem* à faire prêter les serments et recevoir les déclarations, le serment suivant, savoir:

Serment.

« Je, A. B., jure que je possède vraiment et de bonne foi, pour mon propre usage et profit, un bien consistant en (*spécifier la nature de ce bien, et en donner la désignation locale, rentes ou autres choses,*) qui me rend habile à agir comme juge de paix pour le district de _____, suivant le vrai sens et la vraie intention de l'article 170 de la Loi des tribunaux judiciaires (chap. 20 des Statuts refondus de Québec, 1964), relativement à la qualité des juges de paix; (*si ce bien consiste en terres, les désigner, et dire*): et que ce bien consiste en terres ou biens-fonds ou immeubles, (*ou en revenus provenant de ces terres, biens-fonds et immeubles*) sis et situés dans la paroisse de (la seigneurie ou le canton de _____, ou dans les diverses paroisses, seigneuries ou cantons de _____, *suivant le cas*). Ainsi Dieu me soit en aide ! » S. R. 1941, c. 15, a. 331; 8-9 Eliz. II, c. 28, a. 1.

Délai.

171. Ce serment, ainsi que les serments d'allégeance et d'office, doit être

170. When not otherwise provided by law, no person shall be a justice of the peace, or act as such in the Province (excepting in the electoral districts of the Magdalen Islands, Duplessis and Saguenay and in the territories of Abitibi, Mistassini, Ashuanipi and New Quebec), who has not in his actual possession, to and for his own proper use and benefit, immoveable property in absolute ownership, or for life, or by emphyteutic lease, or lease for one or more lives, or originally created for not less than twenty-one years, or by usufructuary possession for his life, in this Province, of the value of at least six hundred dollars, over and above what will satisfy and discharge all incumbrances affecting the same, and over and above all rents and charges payable out of or affecting the same, or who, before he takes upon himself to act as a justice of the peace, does not take and subscribe, before the clerk of the peace or some justice of the peace for the district for which he intends to act, or before a commissioner assigned by *dedimus potestatem* to administer oaths and receive declarations, the following oath:

"I, A. B., do swear, that I, truly and *bona fide*, have, to and for my own proper use and benefit, such property (*specifying the same by its local description, rents or anything else*) as qualifies me to act as a justice of the peace for the district of _____, according to the true intent and meaning of section 170 of the Courts of Justice Act, Chapter 20 of the Revised Statutes of Quebec 1964, respecting the qualification of justices of the peace; (*nature of such property, whether land, and if land, designating it*) and that the same is lying and being (*or issuing out of immoveable property, situate*) within the township (*or parish or seigniorie*) of _____, or in the several townships, parishes or seigniories of _____ (*or as the case may be*).—So help me God." R. S. 1941, c. 15, s. 331; 8-9 Eliz. II, c. 28, s. 1.

171. Such oath, together with the oaths of allegiance and of office, shall be

Qualifications.

Oath.

Delay.

prêté par ce juge de paix dans les six mois qui suivent sa nomination, à défaut de quoi sa nomination est considérée comme révoquée. S. R. 1941, c. 15, a. 332.

taken by such justice of the peace within six months after his appointment, in default whereof his appointment shall be considered as cancelled. R. S. 1941, c. 15, s. 332.

Certificat.

172. Un certificat de la prestation du serment visé par l'article 170 est immédiatement déposé, par le juge de paix qui l'a prêté, au bureau du greffier de la paix pour le district, pour demeurer parmi les archives de ce bureau.

172. A certificate of the oath mentioned in section 170 having been so taken and subscribed as aforesaid shall be forthwith deposited by the justice of the peace who has taken the same, in the office of the clerk of the peace for the district, to form part of the records of such office.

Certificat.

Avis.

Le greffier de la paix, aussitôt après la réception du certificat mentionné dans l'alinéa précédent, doit en informer le secrétaire de la province. S. R. 1941, c. 15, a. 333.

The clerk of the peace, upon receipt of the certificate mentioned in the preceding paragraph, shall forthwith inform the Provincial Secretary thereof. R. S. 1941, c. 15, s. 333.

Notice.

Copies.

173. Le greffier de la paix doit délivrer une copie vraie et certifiée du serment visé par l'article 170 à toute personne qui lui en fait la demande et lui paye la somme de vingt centins pour le coût de cette copie. Lorsqu'elle est produite en preuve dans quelque poursuite ou action intentée sous l'autorité du présent paragraphe, cette copie a le même effet que l'original s'il était produit. S. R. 1941, c. 15, a. 334.

173. The clerk of the peace shall, upon application therefor, forthwith deliver a true and certified copy of the oath mentioned in section 170 to any person paying twenty cents therefor. Such copy, if produced as evidence on the trial of any issue in any action or suit brought under this subdivision, shall have the same effect as the record of the said oath would have had, if produced. R. S. 1941, c. 15, s. 334.

Copies.

Défaut de qualité.

174. Excepté qu'il en soit autrement décrété, toute personne qui agit comme juge de paix dans tout district de la province, sans avoir prêté et souscrit le serment visé par l'article 170 ou sans avoir qualité suivant la vraie intention et le véritable esprit du présent paragraphe, se rend passible, pour chaque contravention, d'une amende de cent dollars, dont une moitié appartient à la couronne, et l'autre à la personne qui en fait la poursuite, recouvrable, avec les frais entiers de l'instance, par action civile ou par plainte devant un tribunal compétent, dans le district où la contravention a été commise; et, sur toute telle action ou plainte, la preuve de sa qualité est à la charge du défendeur. S. R. 1941, c. 15, a. 335.

174. When not otherwise provided, any person who acts as justice of the peace in any district in this Province, without having taken or subscribed the oath mentioned in section 170 or without being qualified according to this subdivision, shall, for every such offence, forfeit the sum of one hundred dollars, one-half to the Crown and the other half to such person as shall sue therefor, to be recovered, with costs of suit, by civil action, or by information, in any court having competent jurisdiction in the district wherein the offence has been committed; and, in every such action, suit or information, the proof of his qualification shall be upon the defendant. R. S. 1941, c. 15, s. 335.

Acting without qualification.

Défense à l'action.

175. Sur toute action ou plainte, si le défendeur entend invoquer son droit à quelque propriété foncière non mentionnée dans son serment comme constituant, en tout ou en partie, à la date de la contravention alléguée, sa qualité pour agir

175. If the defendant in any such action, suit or information intends to rely upon any immovables, not mentioned in the said oath, as constituting the whole or any part of his qualification as a justice of the peace at the time of the

Defence.

comme juge de paix, il doit, avant de plaider à la demande, délivrer au demandeur ou au plaignant ou à son avocat, un avis par écrit contenant la description de cette propriété foncière, et l'indication du canton, de la paroisse ou de la seigneurie, ainsi que du district ou du comté où elle est située, et si, sur cette communication, le demandeur ou le plaignant juge à propos de ne pas passer outre, il peut, avec la permission du tribunal, discontinuer sa demande, en payant au défendeur les frais auxquels ce dernier a droit suivant l'usage et la pratique du tribunal. S. R. 1941, c. 15, a. 336.

offence alleged against him, he shall, before pleading, deliver to the plaintiff, or informer, or to his attorney, notice in writing, specifying such immoveables, and the township, parish, seigniorie or place, district or county in which the same are respectively situate, and if the plaintiff or informer thinks fit not to proceed further, he may, with leave of the court, discontinue such action, suit, or information, on payment of such costs to the defendant as such defendant may be entitled to, according to the course and practice of the court. R. S. 1941, c. 15, s. 336.

Preuve. **176.** À l'audition de la cause, les propriétés foncières non mentionnées dans le serment ou l'avis ci-dessus, ne peuvent être invoquées ou plaidées par le défendeur comme constituant en tout ou en partie sa qualité foncière. S. R. 1941, c. 15, a. 337.

176. Upon the trial of any issue in Evidence, any such action, no immovable property not mentioned in the said oath or notice, shall be pleaded by the defendant as the whole or part of his qualification. R. S. 1941, c. 15, s. 337.

Hypothèques. **177.** Si les propriétés foncières mentionnées dans le serment ou l'avis sont, conjointement avec d'autres biens appartenant à la personne qui a prêté ce serment ou délivré cet avis, affectées de quelques charges, rentes ou hypothèques, ces propriétés foncières, ainsi mentionnées dans le serment ou l'avis, ne sont considérées comme ainsi conjointement affectées qu'en autant que les autres propriétés foncières ne sont pas suffisantes pour acquitter ces charges, rentes et hypothèques. S. R. 1941, c. 15, a. 338.

177. When the immovable property Hypothec. mentioned in the said oath or notice is, together with other immoveables belonging to the person taking such oath or delivering such notice, liable to any charges, rents or incumbrances, then the immovable property mentioned in the said oath or notice shall be liable and chargeable only insofar as the other immovable property, so jointly charged, is not sufficient to pay, satisfy or discharge the same. R. S. 1941, c. 15, s. 338.

Rentes. **178.** Si la qualité requise par le présent paragraphe consiste, en tout ou en partie, en rentes, il suffit de mentionner, dans le serment ou l'avis, la quantité des propriétés foncières sur lesquelles les rentes sont assises, qui sont d'une valeur capable d'en assurer la prestation. S. R. 1941, c. 15, a. 339.

178. When the qualification, or any Rent. part thereof, required by this subdivision, consists of rent, it shall be sufficient to specify, in such oath or notice, so much of the immovable property, from which such rent is derived, as is of sufficient value to secure such rent. R. S. 1941, c. 15, s. 339.

Triples frais. **179.** Au cas où le demandeur ou le plaignant discontinue la poursuite autrement que de la manière indiquée ci-dessus, ou en est débouté, le défendeur recouvre triples frais. S. R. 1941, c. 15, a. 340.

179. If the plaintiff or informer dis-Treble continue the suit otherwise than as afore-costs. said, or judgment be given against him, the defendant shall recover treble costs. R. S. 1941, c. 15, s. 340.

Seconde action. **180.** Au cas où une action, plainte ou poursuite, a été intentée et signifiée au

180. If an action, suit or information Second is brought, and due notice thereof is action.

défendeur, nulles procédures sur une action, plainte ou poursuite subséquente, intentées contre le même défendeur pour une contravention commise avant cette signification, ne sont recevables; et le tribunal devant lequel l'instance subséquente est pendante peut, sur la motion du défendeur, arrêter les procédures, si la première action, plainte ou poursuite a été intentée sans fraude et effectivement, et nulle action ou plainte n'est considérée comme action ou une plainte au sens du présent paragraphe, à moins qu'elle ne soit ainsi poursuivie sans fraude et effectivement. S. R. 1941, c. 15, a. 341.

given to the defendant, no proceedings shall be had upon any subsequent action, suit or information against the same person for any offence committed before the time of giving such notice; and the court wherein a subsequent action, suit or information is brought and pending may, upon the defendant's motion, stay proceedings, if such first action, suit or information is prosecuted without fraud and with effect; and no action, suit or information shall be deemed an action, suit or information, within the meaning of this subdivision, unless it be so prosecuted without fraud and with effect. R. S. 1941, c. 15, s. 341.

Serment
du plaignant.

181. Le tribunal devant lequel une action, poursuite ou plainte est intentée en recouvrement d'une amende sous l'empire du présent paragraphe doit exiger du demandeur ou du plaignant une déclaration sous serment que l'instance est portée sans fraude, et non dans l'intention de protéger le défendeur contre une poursuite qui pourrait être intentée contre lui pour la même contravention; et, si cette déclaration n'est pas fournie au tribunal d'une manière satisfaisante, le demandeur ou le plaignant doit être immédiatement débouté de sa demande avec dépens. S. R. 1941, c. 15, a. 342.

181. The court in which any action suit or information is brought for the recovery of any fine imposed by this subdivision shall require from the plaintiff or informer his declaration upon oath that such action, suit or information is brought without fraud, and not for the purpose of protecting the defendant from any action which might be brought against him by reason of the same offence; and if such declaration be not made to the satisfaction of the court, the action, suit or information shall immediately be dismissed with costs. R. S. 1941, c. 15, s. 342.

Prescription.

182. Toute action, plainte ou poursuite créée par le présent paragraphe doit être exercée dans les six mois de la commission de l'infraction. S. R. 1941, c. 15, a. 343.

182. Every action, suit or information under this subdivision shall be commenced within six months next after the commission of the offence. R. S. 1941, c. 15, s. 343.

Interprétation.

183. Rien de contenu dans le présent paragraphe concernant la qualité foncière et le serment d'un juge de paix s'y rapportant ne s'applique aux membres du Conseil législatif, du Conseil exécutif, aux juges des cours supérieures, ou au procureur général, ni à un conseil de la reine, un maire, ou un membre du conseil d'une municipalité quelconque. S. R. 1941, c. 15, s. 344.

183. Nothing in this subdivision respecting the property qualification of justices of the peace and the oath in connection therewith shall extend to the members of the Legislative Council or Executive Council, or to the judges of any superior court, or to the Attorney-General, or to any of Her Majesty's counsel learned in the law, or to any mayor or member of any municipal council whatsoever. R. S. 1941, c. 15, s. 344.

Shérifs.

184. Nul shérif dans les districts de Québec et de Montréal ne peut, sous les peines susdites, être juge de paix pour le district où il exerce sa charge tant qu'elle dure; et tout acte ainsi fait par lui, en

184. No sheriff in the districts of Quebec or Montreal shall, under the penalties aforesaid, act as a justice of the peace for the district wherein he is sheriff, while he holds such office; and every act

qualité de juge de paix, est frappé de nullité absolue.

Coroner. Nul coroner dans la province ne peut, sous les peines susdites, agir comme juge de paix dans les causes résultant des faits qui ont été le sujet d'une enquête tenue par lui; et tout acte fait ainsi par tel coroner est frappé de nullité absolue. S. R. 1941, c. 15, a. 345.

Emploi des amendes. **185.** Les amendes et pénalités encourues au profit de la couronne, en vertu du présent paragraphe, sont payées entre les mains du ministre des finances pour les besoins publics de la province. S. R. 1941, c. 15, a. 346.

B.—Pouvoirs et devoirs de ces juges de paix

Pouvoirs des juges de paix. **186.** Chaque fois que le lieutenant-gouverneur en conseil nomme, par commission émise sous le grand sceau, des personnes ayant qualité pour être juges de paix dans et pour un district de la province, ces personnes possèdent et exercent tous les pouvoirs, autorité, droits et privilèges, et sont soumises à tous les devoirs, obligations et responsabilités imposés par la loi aux juges de paix. S. R. 1941, c. 15, a. 347.

Extension. **187.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, en sus des pouvoirs que les juges de paix peuvent exercer dans les limites du territoire soumis à leur juridiction, leur conférer celui de recevoir de toute personne, dans les autres parties de la province mentionnées dans l'arrêté en conseil qui les nomme, et dans leur commission, les affidavits et déclarations qui en tiennent lieu, requis, exigibles ou qui peuvent être donnés en vertu de toute loi, excepté en matière criminelle. S. R. 1941, c. 15, a. 348.

Révocation. **188.** Toute nomination de juge de paix faite en cette province peut, en tout temps, être révoquée par le lieutenant-gouverneur en conseil. S. R. 1941, c. 15, a. 350 (*partie*).

§ 2.—Des juges de paix dans les territoires éloignés de la province

Juridiction spéciale. **189.** Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de nommer des juges de

so done by such sheriff, as a justice of the peace, shall be absolutely void.

Coroners. No coroner in the Province shall, under the penalties aforesaid, act as a justice of the peace in cases arising out of facts which have been the subject of an inquest held by him; and every act so done by such coroner shall be absolutely void. R. S. 1941, c. 15, s. 345.

Use of fines. **185.** The fines and penalties incurred and payable to the Crown, by virtue of this subdivision, shall be paid to the Minister of Finance, for the public uses of the Province. R. S. 1941, c. 15, s. 346.

B.—Powers and Duties of Justices of the Peace

Powers of justices of the peace. **186.** Whenever the Lieutenant-Governor in Council has, by commission under the Great Seal, appointed qualified persons to be justices of the peace in and for any district in the Province, such persons shall have and exercise all the powers, authority, rights and privileges, and shall be subject to all the duties, obligations and responsibilities conferred or imposed by law upon justices of the peace. R. S. 1941, c. 15, s. 347.

Extension. **187.** The Lieutenant-Governor in Council may confer upon any justice of the peace, in addition to the powers he may exercise within the boundaries of the territory under his jurisdiction, the power to administer to any person, in any part of the Province mentioned in the order-in-council appointing him, and in his commission, an oath for the making of any affidavit or declaration in connection with, required or exacted by, or which may be given in virtue of any law, except in criminal matters. R. S. 1941, c. 15, s. 348.

Revocation. **188.** Any appointment of a justice of the peace within this Province may, at any time, be revoked by the Lieutenant-Governor in Council. R. S. 1941, c. 15, s. 350 (*part*).

§ 2.—Justices of the Peace in remote Parts of the Province

Special jurisdiction. **189.** The Lieutenant-Governor in Council may appoint justices of the peace

paix dont la juridiction s'étend en dehors des limites territoriales assignées aux districts judiciaires et électoraux, et aux régions éloignées de la province même comprises dans ces limites, tel et ainsi qu'il lui plaît de le déclarer et de le définir par proclamation. S. R. 1941, c. 15, a. 351.

whose jurisdiction shall extend outside the territorial limits assigned to any judicial district or electoral district, and over such remote parts of the Province, even within such limits, the whole as the Lieutenant-Governor may declare and define by proclamation. R. S. 1941, c. 15, s. 351.

Qualités
non
requis.

190. Ces juges de paix possèdent et exercent tous les pouvoirs et sont assujettis à tous les devoirs imposés aux autres juges de paix en vertu de la loi; mais il n'est pas nécessaire pour eux de résider ou de posséder de qualité foncière dans les parties de la province pour lesquelles ils sont nommés ou sur lesquelles leur juridiction peut s'étendre. S. R. 1941, c. 15, a. 352.

190. Such justices of the peace shall have and exercise all the powers, and be subject in all respects to the duties of other justices of the peace in virtue of the law; but none of them need reside within, or possess any property qualification in that part of the Province for which he is appointed, or over which his jurisdiction may extend. R. S. 1941, c. 15, s. 352. Qualification not required.

Officiers
de marine,
juges de
paix d'office.

191. Lorsqu'un vaisseau de la marine de Sa Majesté se trouve dans les eaux du fleuve ou du golfe Saint-Laurent, chaque officier de ce vaisseau ayant le grade de vice-amiral, capitaine de haut bord, capitaine ou commandant ou lieutenant de cette marine, chargé du commandement de ce vaisseau, est d'office juge de paix pour les districts de Gaspé, Hauterive, Saguenay et Rimouski, tant que le vaisseau reste dans les limites de la province; il possède l'autorité et les pouvoirs conférés à tout juge de paix en vertu de l'article 190, a droit aux exemptions que la présente section établit au sujet de la résidence et de la qualité foncière, et il n'est pas tenu de prêter le serment d'office. S. R. 1941, c. 15, a. 353; 3-4 Eliz. II, c. 26, a. 2.

191. Whenever any vessel belonging to Her Majesty's navy is in the Gulf or River St. Lawrence, every officer attached or belonging to such vessel and holding the commission of vice-admiral, post-captain, captain or commander in such navy, and any lieutenant in such navy having the command of such vessel, shall be *ex officio* a justice of the peace for the districts of Gaspé, Hauterive, Saguenay and Rimouski, while such vessel is within the Province, and shall have all the powers and authority of any justice of the peace appointed under section 190, and shall enjoy the exemptions granted by this division as to residence and property qualification, and need not take any oath of office. R. S. 1941, c. 15, s. 353; 3-4 Eliz. II, c. 26, s. 2. Officers of Navy, justices of the peace *ex officio*.

Mandats.

192. Chaque fois que, en exécution des pouvoirs qui lui sont conférés par les articles 190 et 191, un juge de paix, autorisé à agir en cette qualité, émet un mandat d'emprisonnement, il peut faire incarcérer la personne arrêtée dans la prison commune la plus voisine du lieu où il a décerné le mandat, et le gardien de cette prison doit écrouer cette personne et la détenir en prison jusqu'à son élargissement suivant le cours de la loi, ou jusqu'à son admission à caution. S. R. 1941, c. 15, a. 354.

192. Whenever, in the exercise of the powers and authority conferred by sections 190 and 191, any justice of the peace, authorized to act as such, causes any person to be committed to gaol, such justice may cause such person to be committed to the common gaol nearest to the place where such order was given, and the keeper of such common gaol shall receive such person, and safely keep and detain him in such common gaol under his custody, until discharged in due course of law, or until bailed. R. S. 1941, c. 15, s. 354. Commitments.

Trans-
port des
prison-
niers.

193. Quand il est impossible à ce juge de paix de faire conduire directement la personne arrêtée à la prison commune la

193. Whenever it is impracticable for any justice of the peace to cause any person to be conveyed to the nearest common Conveyance of prisoners.

plus voisine, il peut remettre cette personne sous la garde du maître ou commandant de tout vaisseau se rendant au chef-lieu du district où cette prison est située, ou en la cité de Québec; ce maître ou commandant de vaisseau est autorisé à recevoir cette personne sous sa garde, et, à son arrivée au chef-lieu ou en la cité de Québec, à la mettre sûrement sous la garde du shérif du district où la prison désignée est située, ou du shérif du district de Québec, suivant le cas. S. R. 1941, c. 15, a. 355.

Garde de
prison-
niers.

194. Dans ce dernier cas, le shérif du district de Québec fait transférer cette personne, avec toute la diligence possible, à la prison à laquelle elle est envoyée, et le maître ou le commandant du vaisseau ou tout individu chargé de ce transfert possède, pour l'effectuer,—jusqu'à ce que le prisonnier ait été livré au geôlier ou au shérif du district dans lequel la prison est située,—dans toutes les limites territoriales dans lesquelles il est nécessaire de le faire passer, les pouvoirs d'un shérif conduisant un prisonnier à travers son district, et peut requérir l'assistance publique pour empêcher l'évasion de celui qui est sous sa garde ou pour effectuer sa capture s'il s'est évadé. S. R. 1941, c. 15, a. 356.

District.

195. L'infraction pour laquelle un prisonnier, dans les cas ci-dessus, est envoyé à la prison commune la plus voisine, est toujours censée commise dans le district où est située cette prison. S. R. 1941, c. 15, a. 357.

§ 3.—*Des juges de paix possédant une juridiction extraordinaire*

Juridic-
tion extra-
ordinaire.

196. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, en vertu d'une commission spéciale, nommer un ou plusieurs juges de paix avec juridiction sur toute la province, ou sur les districts particuliers qu'il lui plaît d'indiquer dans la commission.

Juridic-
tion res-
treinte.

La juridiction de tout tel juge de paix peut être restreinte aux fins définies dans sa commission. S. R. 1941, c. 15, a. 358.

gaol, he may deliver the person so committed into the custody of the master or commander of any vessel proceeding to the chief-place of the district where such nearest gaol is situate, or to the city of Quebec; and such master or commander of a vessel may receive such person into his custody, and on his arrival at such chief-place or at the city of Quebec, deliver him to the custody of the sheriff of the district in which the gaol to which he was committed is situate, or of the district of Quebec, as the case may be. R. S. 1941, c. 15, s. 355.

194. In the latter case, the sheriff of the district of Quebec shall, as soon as possible, cause such prisoner to be conveyed to the common gaol to which he was committed; and the master or commander of such vessel, or any person appointed to convey such prisoner, shall have, until the prisoner is delivered to the keeper of such gaol or to the sheriff of the district in which it is situate, in all territorial divisions through which it may be necessary to convey such person, the same authority and power as any sheriff would have while lawfully conveying a prisoner from one part to another of his own district, and may command the assistance of any persons in preventing his escape, or in retaking him in case of an escape. R. S. 1941, c. 15, s. 356.

Custody.

195. The offence for which any person is committed to the nearest common gaol, in the cases above mentioned, shall always be held to have taken place in the district to the common gaol of which he is so committed. R. S. 1941, c. 15, s. 357.

District.

§ 3.—*Justices of the Peace with extended Jurisdiction*

196. The Lieutenant-Governor in Council may, by special commission, appoint one or more justices of the peace whose jurisdiction shall extend over the whole Province or over such districts as may be named in such commission.

The jurisdiction of any such justice of the peace may be limited to the purposes set forth in his commission. R. S. 1941, c. 15, s. 358.

Limited
jurisdic-
tion.

Qualités
non requi-
ses.

197. Il n'est pas nécessaire que ces juges de paix résident ou possèdent des biens immobiliers dans la province. S. R. 1941, c. 15, a. 359.

197. Such justices of the peace need not reside or possess immovable property in this Province. R. S. 1941, c. 15, s. 359. No quali-
fication.

Pouvoirs.

198. Chaque juge de paix, nommé sans restriction quant à sa juridiction en vertu de l'article 196, est revêtu de tous les droits et pouvoirs d'un ou de plusieurs juges de paix, et est assujéti aux lois concernant les devoirs des juges de paix, en tant qu'elles lui sont applicables. S. R. 1941, c. 15, a. 360.

198. Every justice of the peace appointed without restriction as to his jurisdiction under section 196 shall have all the rights and powers of one or more justices of the peace, and shall be subject to the laws respecting the duties of justices of the peace, in so far as they apply to him. R. S. 1941, c. 15, s. 360. Powers.

§ 4.—*Des convictions sommaires rendues par les juges de paix en vertu de règlements municipaux*

§ 4.—*Summary Convictions under Municipal By-laws*

Sentence.

199. Il n'est point nécessaire, dans une conviction rendue en vertu d'un règlement de quelque corporation municipale dans la province, de mentionner la dénonciation, la comparution ou le défaut de comparution du défendeur ou la preuve ou le règlement qui a déterminé le jugement; toute sentence de conviction peut être dressée suivant la formule suivante:

199. It shall not be necessary, in any conviction under any by-law of any municipal corporation in the Province, to set out the information, appearance or non-appearance of the defendant, or the evidence or by-law under which the conviction is had; but all such convictions may be in the following form: Convic-
tion.

CANADA,
Province de Québec, }
District de

“ CANADA,
Province of Quebec, }
District of

Sachez que le jour de 19 ,
à , dans le district de
 , A. B. a été trouvé coupable de-
vant le soussigné, un des juges de paix de
Sa Majesté dans et pour le dit district,
d'avoir, le dit A. B. (*indiquer le délit et le
temps et le lieu où il a été commis*), contra-
irement à un certain règlement de la muni-
cipalité de , dans le district de
 , passé le jour de 19
et intitulé: (*énoncer le titre du règlement*),
et que je condamne le dit A. B., pour le dit
délit, à payer la somme de laquelle
sera prélevée et employée conformément
à la loi, et en outre à payer à C. D., le plai-
gnant, la somme de dollars, pour
ses frais en cette cause.

Et, si les dites diverses sommes ne sont
pas payées immédiatement, (*ou le ou*
avant le jour de 19 ,
suivant le cas,) j'ordonne qu'elles soient
prélevées par la saisie et la vente des meu-

To wit:

Be it remembered that on the day of
 , 19 , at district of
 , A. B. is convicted before the undersigned,
one of Her Majesty's justices of the peace
in and for the said district, for that the said
A. B. (*stating the offence and the time and
place, and when and where committed*),
contrary to a certain by-law of the mu-
nicipality of , in the said district of
 , passed on the day of , 19
and intituled: (*reciting the title of by-law*);
and I adjudge the said A. B., for his offence,
to forfeit and pay the sum of dollars,
to be paid and applied according to law,
and also to pay to C. D., the complainant,
the sum of , for his costs in this
behalf.

And, if the said several sums be not paid
forthwith, (*or on or before the day
of , as the case may be,*) I order
that the same be levied by distress and sale
of the goods and chattels of the said A.

blés et effets du dit A. B.; et, à défaut de meubles et effets suffisants, j'ordonne que le dit A. B. soit emprisonné dans la prison commune du dit district de , pendant l'espace de jours, à moins que les dites diverses sommes et tous les frais et dépens du transfert du dit A. B. à la dite prison ne soient plus tôt payés.

Donné sous mon seing, les jour et an ci-dessus mentionnés, à , dans le dit district.

J. M.,
J. P. »

S. R. 1941, c. 15, a. 361.

Témoins.

200. Dans toute poursuite, intentée en vertu d'un règlement municipal ou pour infraction à un règlement municipal, les témoins peuvent être obligés à comparaître et à rendre témoignage, en la manière usitée dans les causes jugées sommairement par les juges de paix. S. R. 1941, c. 15, a. 362.

Jurisdiction.

201. Tout juge de paix pour un district possède juridiction dans tous les cas auxquels s'appliquent les règlements de chaque municipalité de ce district. S. R. 1941, c. 15, a. 363.

§ 5.—*Des greffiers, des juges de paix et des deniers qu'ils reçoivent*

Définitions :

« greffier »;

« municipalité ».

202. Pour les fins du présent paragraphe :

1^o Le mot « greffier » signifie le greffier des juges de paix;

2^o Le mot « municipalité » désigne une cité, une ville ou une municipalité autre qu'une municipalité de comté. S. R. 1941, c. 15, a. 364.

Registre tenu par le greffier.

203. Chaque juge de paix qui reçoit une plainte, qui émet un mandat ou qui fait une procédure dans des matières criminelles ou pénales doit en faire tenir note dans un registre que doit tenir le greffier désigné ou nommé conformément aux dispositions du présent paragraphe, que ce greffier soit présent ou non lorsque le juge de paix agit comme tel.

Idem.

Dans toutes les causes qui doivent être décidées par deux juges de paix ou plus, il appartient au juge de paix le plus ancien

B.; and, in default of sufficient distress, I adjudge the said A. B. to be imprisoned in the common gaol of the said district of , for the space of days, unless the said several sums, and all costs and charges of conveying the said A. B. to such gaol shall be sooner paid.

Given under my hand, on the day of , 19 , at , in the said district.

J. M.,
J. P.”

R. S. 1941, c. 15, s. 361.

200. In prosecutions under or for the breach of any municipal by-law, witnesses may be compelled to attend and give evidence in the same manner as in proceedings before justices of the peace. R. S. 1941, c. 15, s. 362.

201. Every justice of the peace for a district shall have jurisdiction in all cases arising under the by-laws of every municipality therein. R. S. 1941, c. 15, s. 363.

§ 5.—*Clerks and Justices of the Peace and monies received by them*

202. For the purposes of this subdivision: Definition:

(1) The word “clerk” means the clerk “clerk”; of the justices of the peace;

(2) The word “municipality” means a “municipality”. city, town or any municipality other than a county municipality. R. S. 1941, c. 15, s. 364.

203. Each justice of the peace who receives a complaint, issues a warrant or performs any proceeding in criminal or penal matters shall cause note thereof to be made in a register which must be kept by the clerk designated or appointed according to the provisions of this subdivision, whether such clerk be present or not when the justice of the peace so acts.

In all cases which are within the jurisdiction of any two or more justices of the peace, the senior justice of the peace shall

Idem.

de voir à ce que le greffier entre dans son registre les minutes des procédures soumises à plusieurs juges de paix. S. R. 1941, c. 15, a. 365.

see that the clerk shall enter in his register the minutes of the proceedings submitted to several justices of the peace. R. S. 1941, c. 15, s. 365.

Greffier de la paix. 204. 1. Dans la municipalité où il y a un greffier de la paix, ce dernier est d'office le greffier des juges de paix et chacun de ses députés est compétent à agir comme tel.

Greffier d'une cour de magistrat. 2. Dans la municipalité où il existe une Cour de magistrat et dans laquelle il n'y a pas de greffier de la paix, le greffier de cette cour est d'office le greffier des juges de paix et chacun de ses députés est compétent à agir comme tel.

Greffier ou sec.-trés. de municipalité. 3. Dans les autres municipalités le greffier ou le secrétaire-trésorier de la municipalité est d'office le greffier des juges de paix, à moins qu'un autre greffier des juges de paix n'ait été nommé pour cette localité par le lieutenant-gouverneur en conseil, tel que ci-après prévu.

Assistant. Dans ces municipalités l'assistant greffier ou l'assistant secrétaire-trésorier, selon le cas, est compétent à agir.

Greffier d'une Cour municipale. 4. Dans la municipalité où il existe une Cour municipale, le greffier de cette cour est d'office le greffier du juge municipal lorsque ce dernier exerce les fonctions judiciaires qui ne sont pas de la compétence de la Cour municipale, et ce nonobstant les dispositions des paragraphes 1, 2 et 3

Assistant. du présent article. Dans ce cas l'assistant du greffier de la Cour municipale est compétent à agir comme greffier du juge municipal lorsque ce dernier agit en sa qualité de magistrat.

Greffier choisi par juge de paix. 5. Dans les territoires non organisés en municipalités, un juge de paix peut se choisir lui-même un greffier, et il est tenu de faire connaître le nom et l'adresse de ce greffier au greffier de la paix du district judiciaire dont ce territoire fait partie.

Nomination par lt.-gouv. 6. Nonobstant les dispositions ci-dessus, le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer un greffier des juges de paix pour une ou plusieurs municipalités ou pour toute étendue territoriale qu'il juge à propos, et ce greffier doit agir, à l'exclusion de tous autres, dans les limites du territoire désigné dans l'arrêté ministériel le nommant.

Remplacement. 7. Dans les cas où le greffier ou un officier autorisé à le remplacer est, pour une

204. (1) In a municipality where there is a clerk of the peace, the latter shall be *ex officio* the clerk of the justices of the peace and each of his deputies shall be competent to act as such.

(2) In a municipality where there is a Magistrate's Court but no clerk of the peace, the clerk of such court shall be *ex officio* the clerk of the justices of the peace and each of his deputies shall be competent to act as such.

(3) In the other municipalities the clerk or secretary-treasurer of the municipality shall be *ex officio* the clerk of the justices of the peace unless another clerk of the justices of the peace has been appointed for such locality by the Lieutenant-Governor in Council, as hereinafter provided.

In such municipalities the assistant clerk or assistant secretary-treasurer, as the case may be, shall be competent to act.

(4) In a municipality where a Municipal Court exists, the clerk of such court shall be *ex officio* the clerk of the municipal judge when the latter exercises judicial powers which are not within the jurisdiction of the Municipal Court, notwithstanding the provisions of subsections 1, 2 and 3 of this section. In such case the assistant clerk of the Municipal Court shall be competent to act as clerk of the municipal judge when the latter acts in his capacity of magistrate.

(5) In territories not yet organized as municipalities, a justice of the peace may himself choose a clerk and must make known the name and address of such clerk to the clerk of the peace of the judicial district whereof such territory forms part.

(6) Notwithstanding the foregoing provisions, the Lieutenant-Governor in Council may appoint a clerk of the justices of the peace for one or more municipalities or for any extent of territory that he may see fit, and such clerk must act, to the exclusion of all others, within the territory determined in the order-in-council appointing him.

(7) In case the clerk or officer authorized to replace him is, for any cause,

Clerk of peace.

Clerk of Magistrate's Court.

Clerk or Sec. Treas. of municipalities.

Assist. clerk.

Clerk of Municipal Court.

Assistant.

Appointment of clerk by justice of peace.

Id., by Lt.-Gov.

Special appointment.

cause quelconque, incapable d'agir ou refuse d'agir, le magistrat peut nommer un greffier pour les fins des causes dont il a alors à disposer. Une telle nomination doit être portée sans délai à la connaissance du greffier de la paix. S. R. 1941, c. 15, a. 366; 1-2 Eliz. II, c. 52, a. 3.

Devoirs
du greffier.

205. Le greffier des juges de paix doit tenir note de toutes les procédures adoptées par les juges de paix dont il est le greffier ou faites devant eux; il doit aussi tenir des livres de comptes et faire les rapports requis par la loi et par le procureur général. S. R. 1941, c. 15, a. 367; 9 Geo. VI, c. 23, a. 5.

Registre.

206. Le registre tenu par le greffier des juges de paix doit contenir dans l'ordre chronologique une note succincte de tous les actes judiciaires faits par les juges de paix dont il est le greffier et, en particulier, ce registre doit contenir les détails relatifs à chaque cause comme suit:

Les noms du ou des juges de paix;

Les noms, qualités et adresse du plaignant;

Le nom ou la description de l'accusé;

La nature de la plainte;

La date de la signature de la sommation ou du mandat;

Le nom du constable à qui ces documents sont remis pour signification ou pour exécution;

La date de la comparution de l'accusé et celle des ajournements;

Les détails relatifs à la mise en liberté provisoire de l'accusé (*nom et adresse des cautions, montant de chaque cautionnement, etc.*);

Une note succincte de toutes les autres procédures;

La nature du jugement;

Les procédures faites en exécution du jugement;

Le détail des frais accordés dans chaque cause;

Le montant de l'amende imposée et des frais encourus;

La date du paiement de l'amende et des frais;

Nom et
adresse.

Le nom et l'adresse de la personne à qui l'amende est remise ou, suivant le cas, la date à laquelle l'amende a été transmise

unable to act or refuses to act, the magistrate may appoint a clerk for the cases which he has then to dispose of. Such appointment shall forthwith be brought to the knowledge of the clerk of the peace. R. S. 1941, c. 15, s. 366; 1-2 Eliz. II, c. 52, s. 3.

205. The clerk of the justices of the peace shall keep note of all proceedings adopted by the justices of the peace, for whom he is clerk, or had before them; he must also keep account books and make the returns required by law and by the Attorney-General. R. S. 1941, c. 15, s. 367; 9 Geo. VI, c. 23, s. 5.

Duties of
clerk.

206. The register kept by the clerk of the justices of the peace shall contain in chronological order a concise note of all judicial acts done by the justices of the peace whose clerk he is and, in particular, such register must contain the details relating to each case as follows:

The names of the justice or justices of the peace;

The name, qualifications and address of the complainant;

The name or description of the accused;

The nature of the complaint;

The date of signing the summons or warrant;

The name of the constable to whom such documents were handed for service or execution;

The date of the appearance of the accused and that of the adjournments;

The details respecting the provisional release of the accused (*name and address of sureties, amount of each bail, etc.*);

A concise note of all other proceedings;

The nature of the judgment;

Proceedings in execution of the judgment;

The detail of the costs awarded in each case;

The amount of the fine imposed and costs incurred;

The date of payment of the fine and of the costs;

The name and address of the person to whom the fine is transmitted or the date on which the fine was transmitted

Name
and
address.

au procureur général. S. R. 1941, c. 15, a. 368; 9 Geo. VI, c. 23, a. 6.

to the Attorney-General, as the case may be. R. S. 1941, c. 15, s. 368; 9 Geo. VI, c. 23, s. 6.

Trans-
mission
des amen-
des.

207. Tout greffier qui reçoit d'un délinquant, d'un geôlier, d'un constable ou de toute autre personne une amende imposée par un juge de paix doit la transmettre sans délai, conformément aux dispositions des articles 3, 4 et 7 de la Loi du paiement des amendes (chap. 36). S. R. 1941, c. 15, a. 369; 9 Geo. VI, c. 23, a. 7.

207. Every clerk who receives from an offender, gaoler, constable or other person a fine imposed by a justice of the peace shall transmit the same without delay in conformity with the provisions of sections 3, 4 and 7 of the Fines Payment Act (Chap. 36). R. S. 1941, c. 15, s. 369; 9 Geo. VI, c. 23, s. 7.

Caution-
nements.

208. Le greffier doit en outre transmettre sans délai, au ministre des finances à titre de dépôt judiciaire, les deniers reçus par lui ou par un juge de paix, à titre de cautionnement. S. R. 1941, c. 15, a. 370; 9 Geo. VI, c. 23, a. 8.

208. The clerk shall, furthermore, transmit without delay to the Minister of Finance as a judicial deposit, the monies received by him, or by a justice of the peace, as security. R. S. 1941, c. 15, s. 370; 9 Geo. VI, c. 23, s. 8.

Rapport
du greffier.

209. Le greffier fait en outre au procureur général, suivant les instructions qui peuvent lui être données en vertu des règlements adoptés conformément aux dispositions de l'article 214, un rapport de toutes les affaires soumises aux juges de paix dont il est le greffier ou du fait qu'aucune affaire ne leur a été soumise. S. R. 1941, c. 15, a. 371; 9 Geo. VI, c. 23, a. 9.

209. The clerk shall also make to the Attorney-General, in accordance with such instructions as may have been given to him by virtue of the regulations made under the provisions of section 214, a return of all matters submitted to the justices of the peace for whom he is clerk, or of the fact that no matters have been submitted to them. R. S. 1941, c. 15, s. 371; 9 Geo. VI, c. 23, s. 9.

Cause
non ter-
minée.

210. Le greffier doit aussi, sur réception d'une demande faite par le procureur général ou par le greffier de la paix, transmettre à ce dernier le dossier d'une cause terminée ou non. S. R. 1941, c. 15, a. 372.

210. The clerk must also, on receipt of a request made by the Attorney-General or by the clerk of the peace, transmit to the latter the record in a case whether terminated or not. R. S. 1941, c. 15, s. 372.

Caution-
nement.

211. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, lorsque l'importance des affaires le justifie, exiger qu'un greffier des juges de paix fournisse un cautionnement, conformément à la Loi des employés publics (chap. 12). S. R. 1941, c. 15, a. 375.

211. The Lieutenant-Governor in Council may, whenever the importance of the matters justifies it, require that a clerk of the justices of the peace furnish security in accordance with the Public Officers Act (Chap. 12). R. S. 1941, c. 15, s. 375.

Inspection
des
registres.

212. Tout greffier doit, chaque fois que le lui demande un officier valablement commis par le lieutenant-gouverneur en conseil ou par le procureur général, produire et exhiber à cet officier, pour examen et inspection, tous registres, livres de compte, dossiers, pièces justificatives et documents se rapportant à l'administration de son greffe et répondre aux ques-

212. Every clerk shall, whenever thereunto required by an officer validly commissioned by the Lieutenant-Governor in Council or by the Attorney-General, produce and show to such officer, for examination and inspection, all registers, books of account, records, vouchers and documents connected with the administration of his office, and shall answer the

tions qui lui sont posées relativement à ces documents et aux affaires soumises aux juges de paix dont il est le greffier. S. R. 1941, c. 15, a. 376.

Papete-
rie.

213. Le procureur général est autorisé à fournir les registres qui doivent être tenus par les greffiers ainsi que les formules de rapport que ces derniers doivent faire. S. R. 1941, c. 15, a. 377.

Règle-
ments.

214. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut adopter, amender et abroger des règlements:

1° Pour déterminer, de temps à autre, la manière de tenir la comptabilité relative aux deniers perçus par les greffiers et par les juges de la paix;

2° Pour déterminer, suivant les circonstances existantes dans chaque bureau, la manière dont il sera rendu compte des amendes;

3° Pour permettre, s'il l'estime plus avantageux, une reddition de comptes avec paiement global à des dates déterminées;

4° Pour changer les dates et les délais fixés pour la transmission des rapports et des dossiers;

5° Pour assurer la mise à exécution du présent paragraphe. S. R. 1941, c. 15, a. 378.

Contra-
vention.

215. Tout greffier qui néglige, après un avis par lettre recommandée de six jours donné par le greffier de la paix, de se conformer à l'une des dispositions du présent paragraphe, est sujet à une amende n'excédant pas vingt dollars, et une amende additionnelle n'excédant pas cinq dollars pour chaque jour après la signification qui lui est faite d'une dénonciation ou plainte au sujet de cette négligence et durant lequel il continue d'être en défaut, et, à défaut du paiement de l'amende et des frais, à un emprisonnement n'excédant pas trois mois. S. R. 1941, c. 15, a. 379.

§ 6.—Dispositions diverses

Honorai-
res.

216. Le greffier des juges de paix a droit aux honoraires prévus par les tarifs en vigueur et il ne peut, en aucun temps et sous aucun prétexte, demander ou

questions put to him respecting such documents and the matters submitted to the justices of the peace for whom he is clerk. R. S. 1941, c. 15, s. 376.

213. The Attorney-General is authorized to supply the registers which have to be kept by the clerks as well as the forms for the returns which the latter have to make. R. S. 1941, c. 15, s. 377.

214. The Lieutenant-Governor in Council may make, amend and repeal regulations:

(1) To determine, from time to time, the manner of keeping the accounts respecting monies collected by the clerks and by the clerks of the peace;

(2) To determine, according to the circumstances in each office, the manner in which fines are to be accounted for;

(3) To permit, if he deem it more advantageous, a rendering of accounts, with bulk payment, at fixed dates;

(4) To change the dates and delays fixed for transmitting returns and records;

(5) To secure the carrying out of this subdivision. R. S. 1941, c. 15, s. 378.

215. Every clerk who, after six days notice by registered letter given by the clerk of the peace, neglects to comply with any provision of this subdivision, shall be liable to a fine not exceeding twenty dollars, and to an additional fine not exceeding five dollars for every day after the service upon him of an information or complaint respecting such neglect during which he continues to be in default, and, failing payment of the fine and costs, to an imprisonment not exceeding three months. R. S. 1941, c. 15, s. 379.

§ 6.—Miscellaneous provisions

216. The clerk of the justices of the peace shall be entitled to the fees provided by the tariffs in force and he shall not, at any time, under any pretext, demand or

exiger des honoraires plus élevés que ceux fixés et déterminés par ces tarifs. S. R. 1941, c. 15, a. 380.

require higher fees than those fixed and determined by such tariffs. R. S. 1941, c. 15, s. 380.

Constables.

217. Tout juge de paix peut nommer un ou plusieurs constables, si besoin est, pour exécuter ses ordres et pour nulle autre fin; et il peut leur faire prêter le serment requis, qu'il fait transcrire dans le registre tenu par le greffier des juges de paix. S. R. 1941, c. 15, a. 381.

217. Any justice of the peace may appoint one or more constables, if need be, to execute the orders of such justice of the peace, and for no other purpose; and such justice of the peace may administer the required oath and shall cause the same to be entered in the register kept by the clerk of the justices of the peace. R. S. 1941, c. 15, s. 381.

Huissier.

218. Tout huissier de la Cour supérieure peut et doit, s'il en est requis, agir comme constable sous les ordres d'un juge de paix sans nomination spéciale à cette fin. S. R. 1941, c. 15, a. 382.

218. Any bailiff of the Superior Court may and must, if thereunto required, act as a constable under the orders of a justice of the peace without a special appointment for that purpose. R. S. 1941, c. 15, s. 382.

Honoraires.

219. Nul huissier ou constable chargé d'exécuter les ordres d'un juge de paix ne peut, en aucun temps et sous aucun prétexte, demander ou exiger des honoraires plus considérables que ceux fixés et déterminés par les tarifs en vigueur. S. R. 1941, c. 15, a. 383.

219. No bailiff or constable employed to execute the orders of any justice of the peace shall, at any time, or under any pretext, demand or require higher fees than those fixed and determined by the tariff in force. R. S. 1941, c. 15, s. 383.

Contraventions.

220. Tout contrevenant aux dispositions du présent paragraphe est sujet à une amende n'excédant pas vingt dollars, recouvrable sommairement devant un juge de paix du district, dont moitié va au dénonciateur, avec les frais raisonnables, et moitié à la couronne, pour les usages publics de la province. S. R. 1941, c. 15, a. 384.

220. Every person who contravenes this subdivision shall be liable to a fine of not more than twenty dollars, recoverable in a summary way before any justice of the peace of the district, whereof one-half shall go to the prosecutor, with reasonable costs, and the other half to the Crown, for the public uses of the Province. R. S. 1941, c. 15, s. 384.

Greffiers ne peuvent plaider.

221. Aucun greffier, ni aucune personne exerçant les fonctions de greffier, d'huissier ou de constable, exécutant les ordres d'un juge de paix, ne peut représenter une des parties ou plaider devant ce juge de paix, sous peine d'une amende de quatre dollars, recouvrable et applicable en la manière mentionnée dans l'article 220. S. R. 1941, c. 15, a. 386.

221. No clerk or person performing the duty of clerk, bailiff or constable, executing the orders of a justice of the peace, shall represent either of the parties or plead before such justice of the peace, under a penalty of four dollars, to be recovered and applied in the manner mentioned in section 220. R. S. 1941, c. 15, s. 386.

Paiement des constables.

222. Dans les cas d'actes criminels poursuivables par voie d'acte d'accusation, dans lesquels il y a eu renvoi du prévenu pour subir son procès, tout juge de paix qui a ordonné l'arrestation du prévenu ou tout juge de paix de la division

222. In the case of indictable offences in which the accused is committed for trial, any justice of the peace, who has ordered the arrest of such person, or any justice of the peace of the territorial division wherein, according to the war-

territoriale où l'on allègue, dans le mandat, que l'infraction a été commise, peut, après avoir reçu un certificat du juge de paix qui a fait l'instruction préliminaire constatant que le prévenu a été renvoyé pour subir son procès, et après avoir constaté, suivant le tarif en vigueur, la somme qui doit être payée au grand constable ou au constable ou autre personne pour avoir arrêté et conduit le prévenu en prison, adresser au shérif de la division territoriale où l'on prétend que l'infraction a été commise, un ordre conforme à la formule suivante, lui enjoignant de payer au dit grand constable, ou au constable ou autre personne, la somme ainsi constatée; et, sur production de cet ordre, le shérif en paye le montant.

Canada
Province de Québec,
District de .

À (*nom du shérif*),

shérif du district de .

Attendu que A. B. (*nom du grand constable ou du constable ou autre personne*), m'a remis, à moi, un des juges de paix pour le district de , le certificat ci-joint de C. D., juge de paix pour le district de , et attendu que j'ai constaté, d'après le tarif maintenant en vigueur que le dit A. B. a droit à la somme de pour avoir arrêté et conduit E. F. (*nom du prévenu*) à la prison du dit district;

À ces causes, les présentes sont pour vous enjoindre, comme shérif du dit district de , de payer au dit A. B. la dite somme de .

Le présent ordre sera pour vous une autorisation suffisante de faire ce paiement.

Daté à , ce jour du mois de , 19 .

L. M.,
J. P.

S. R. 1941, c. 15, a. 387.

rant, the offence has been committed, may, after having received the certificate of the justice of the peace who held the preliminary investigation, establishing that the accused has been committed for trial, and after having determined, according to the tariff in force, the sum which should be paid to the high constable or to the constable or other person for having arrested the accused and conveyed him to gaol, address to the sheriff of the territorial division in which it is alleged that the offence was committed, an order in conformity with the following form, commanding such sheriff to pay to the said high constable, or constable or other person, the sum so determined, and, on presentation of such order, the sheriff shall pay the amount thereof.

" Canada,
Province of Quebec, }
District of . }

To (*name of the Sheriff*)

Sheriff of the district of .

Whereas A. B. (*name of the high constable or constable or other person*), has laid before me, one of the justices of the peace for the district of , the certificate hereunto annexed of C. D., justice of the peace for the district of , and whereas I have ascertained that, according to the tariff now in force, the said A. B. is entitled to the sum of , for having arrested and conveyed E. F. (*name of the accused*) to the gaol of the said district; these presents are therefore to command you, as sheriff of the said district of , to pay to the said A. B. the said sum of .

And for making the said payment this shall be your sufficient warrant.

Dated at , this day of , 19

L. M.,
J. P."

R. S. 1941, c. 15, s. 387.